

## La mobilisation pour la Transition, entre mouvement écologiste et élaboration d'un projet de territoire citoyen



**Mémoire de recherche préparé par M. Pierre PAGEAU**  
**Parcours « Europe et Territoires »**  
**sous la direction de M. Julien Weisbein**

2014



## La mobilisation pour la Transition, entre mouvement écologiste et élaboration d'un projet de territoire citoyen



**Mémoire de recherche préparé par M. Pierre PAGEAU**  
**Parcours « Europe et Territoires »**  
**sous la direction de M. Julien Weisbein**

2014

# Remerciements

Je voudrais remercier en premier lieu Monsieur Julien Weisbein, qui a dirigé ce mémoire et m'a accompagné durant cette année et demie de recherches. Il a fait preuve de disponibilité dans les moments opportuns et a su me prodiguer les conseils nécessaires au bon avancement de ce mémoire.

Je remercie également l'ensemble des personnes que j'ai eu l'occasion de côtoyer sur mes terrains d'enquête, en particulier les membres de Toulouse en Transition et du Collectif Auterive en Transition. Au-delà des moments conviviaux passés ensemble, leur disponibilité et leur intérêt pour mon travail ont fortement contribué à la réalisation de celui-ci.

Je remercie de même Liliane Sochacki, chercheuse en sciences sociales, dont les conseils m'ont guidé dans ma démarche de recherche.

Un grand merci également à Gaëtan et Maïlys, qui ont été mes « lanceurs d'alerte » personnels et m'ont encouragé à la réalisation de ce mémoire. Dans un autre registre, merci à Marilou Malan pour sa contribution à un des entretiens.

Enfin, ce mémoire constituant l'aboutissement de cinq années intellectuellement riches à Sciences Po Toulouse, je tiens à remercier l'ensemble de l'équipe pédagogique et administrative pour leur professionnalisme et leur accompagnement des étudiants, dans les locaux et les conditions de travail que l'on connaît.

# **Avertissement**

L'IEP de Toulouse n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les mémoires de recherche. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

# Abréviations

AMAP : Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne

ASPO : Association for the Study of Peak Oil

C.A.T. : Auterive en Transition

PADE : Plan d'Action de Descente Énergétique

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

LOADDT : Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire

ScoT : Schéma de Cohérence Territoriale

SRADDT : Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire

TeT : Toulouse en Transition

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	9
Présentation de l'objet d'étude.....	9
Justification du choix du sujet : une certaine curiosité .....	10
Méthodologie.....	11
Problématisation du sujet et structuration du mémoire.....	14
<b>Partie 1 : La mobilisation pour la Transition : se préparer aux « chocs » écologiques</b> .....	<b>16</b>
<b>Chapitre 1 - Les fondements de la mobilisation</b> .....	<b>16</b>
1 - Peak oil, peak all.....	16
1.1. La question fondamentale du pic pétrolier.....	16
1.2. L'importance du pétrole dans nos sociétés et la question de la substitution.....	19
a) Transports.....	19
b) Produits manufacturés.....	20
c) Alimentation.....	20
d) Santé.....	20
e) Économie .....	20
1.3. Le « Peak all ».....	21
1.4. La crise écologique.....	23
2 - Faire face aux chocs écologiques, préparer l'après-pétrole.....	26
2.1. La relocalisation.....	26
2.2. Permaculture et philosophie permacole.....	29
2.3. La notion de résilience.....	31
3 - Une mobilisation due à une structure d'opportunité politique ?.....	33
<b>Chapitre 2 - L'émergence d'un catastrophisme optimiste</b> .....	<b>36</b>
1 – Faire face à la mort annoncée d'un territoire rural : l'exemple du Nord-Lot.....	36
2 - Une « émancipation sous contrainte » ? .....	39
2.1. La vision : imaginer un avenir positif.....	42
2.2. Les phases de célébration et la dimension festive de la Transition.....	45
<b>Chapitre 3 – La transition intérieure : se changer soi-même pour changer de modèle</b> .....	<b>47</b>
1 - L'approche psychologisante et la transition intérieure.....	48
1.1. Un guide de la transition qui prône une forme de voyage spirituel pour mettre son esprit «en transition».....	48
1.2. Les « Heart and Soul groups » : l'appui du collectif pour réaliser la transition intérieure.....	50
1.3. Une philosophie qui se rapproche de la mode du développement personnel ?.....	51
2 - Les freins à l'action : les apports de la psychologie du changement et de l'addictologie... ..	53
<b>Partie 2 : Les formes de la mobilisation et l'insertion dans le système d'acteurs du territoire</b> .....	<b>58</b>
<b>Chapitre 1 - Une Transition qui se doit d'être inclusive</b> .....	<b>58</b>
1 – Catalyser les énergies existantes.....	58
2 – Relier les initiatives locales à la démarche de la Transition.....	61
<b>Chapitre 2 – Un écologisme apolitique ?</b> .....	<b>63</b>
1 – La Transition fuit-elle la confrontation politique ?.....	63
2 - Une recherche de pragmatisme associée à une politisation épisodique des actions.....	65
3 – Une approche complémentaire d'autres mouvements sociaux.....	71
4 - Dépolitiser la Transition pour mieux conscientiser ?.....	71
5 – Une dimension politique implicite .....	75
<b>Chapitre 3 – La Transition et les autorités, un rapport complexe</b> .....	<b>78</b>

1 – De la difficulté d'ignorer les autorités.....	78
2 - La Transition française dans un nouveau rôle : la participation à l'élaboration des politiques publiques.....	80
2.1. La mise sur agenda de la Transition à Auterive.....	81
2.2. L'implication des candidats aux municipales à Toulouse.....	83
2.3. La sollicitation des institutions européennes.....	86
3 - Le risque de la récupération.....	88
4 - L'institutionnalisation de la Transition au niveau municipal.....	90
5 - Un mouvement qui s'appuie avant tout sur la « communauté ».....	93
<b>Partie 3 : Construire un projet de territoire citoyen.....</b>	<b>97</b>
<b>Chapitre 1 – L'échelle communautaire privilégiée.....</b>	<b>97</b>
1 – Le débat : à quel niveau agir ? .....	97
2 - Privilégier la « communauté ».....	100
<b>Chapitre 2 - Un projet de territoire citoyen ?.....</b>	<b>101</b>
1 – Le projet de territoire, tentative de définition.....	101
2 - Les Plans d'Action de Descente Énergétique.....	103
3 - Un projet de territoire « citoyen ».....	107
3.1. La démocratie directe comme fondement de la décision légitime.....	107
3.2. La politique par l'action.....	110
<b>Conclusion.....</b>	<b>112</b>
<b>Annexes.....</b>	<b>118</b>

# Introduction

## ***Présentation de l'objet d'étude***

Le mouvement des « Villes en Transition » naît au milieu des années 2000 dans la petite ville de Totnes (8 500 habitants), située dans le Devon, au sud de l'Angleterre. Un petit groupe de citoyens proclame ainsi que Totnes est entrée « en transition » et s'est trouvée une ligne de conduite vers la relocalisation de la production alimentaire et énergétique et vers la sortie d'une situation de dépendance aux énergies fossiles. L'expérience originale de Totnes, rapidement reproduite par des centaines d'autres territoires en Grande-Bretagne et dans le reste du monde, est fortement liée à la personne de Rob Hopkins, fondateur du mouvement dit des Villes en Transition ou des Initiatives de Transition, termes dont il est à l'origine.

Ce professeur de permaculture, qui affirme que la prise de conscience du pic pétrolier et du changement climatique a «changé sa vie », pose, avec ses étudiants du Further Education College de Kinsale, en Irlande, les bases d'une initiative qui deviendra un point d'appui pour l'éclosion du mouvement des Villes en Transition. Ils imaginent ainsi les impacts d'une raréfaction des énergies fossiles et du changement climatique sur la ville de Kinsale, dans un contexte de forte interdépendance des économies mondiales. Le diagnostic suivant est rapidement établi : la ville de Kinsale, comme la plupart des territoires inscrits dans la dynamique de la mondialisation, se trouve dans une situation de grande vulnérabilité face à d'éventuels chocs économiques, climatiques et énergétiques. Elle est ainsi considérée comme potentiellement peu *résiliente* face à ces chocs. Le groupe d'étudiants sous la houlette d'Hopkins va alors imaginer un plan de descente énergétique ayant pour but de favoriser la sobriété et l'autonomie énergétiques de la ville, ce qui impliquerait d'enclencher un large processus de relocalisation de la production de biens et de services. Le concept de la « Transition » était né, une transition vers une situation dans laquelle le territoire s'appuie sur ses diverses ressources pour faire face aux bouleversements à venir.

L'expérimentation du modèle de la Transition par Hopkins et les habitants de Totnes incitera un grand nombre de territoires à leur emboîter le pas et à créer des initiatives locales de Transition. Un réseau international des initiatives, le *Transition Network*, a rapidement été créé, ainsi que son équivalent au niveau français, *Transition France*.

L'expression « initiatives de Transition » semble aujourd'hui plus appropriée que celle de « villes en Transition » , dans la mesure où se sont développés en l'espace de quelques années des villages, quartiers, îles, vallées en transition. Une tentative d'expérimenter la démarche de la Transition sur les campus a même été effectuée, avec la proposition par quelques étudiants de mettre Sciences Po Toulouse « en Transition », initiative qui n'est pas étrangère à la décision d'explorer les différentes facettes du mouvement dans le cadre de ce mémoire.

Le mouvement de la « Transition » se caractérise donc par une approche globale des crises écologiques et énergétiques anticipées par les citoyens engagés dans ces multiples initiatives. Il se distingue cependant d'autres mouvements écologistes par un intérêt particulier apporté au « territoire », lieu de vie, lieu d'action collective et lieu de construction de la résilience face aux changements.

### ***Justification du choix du sujet : une certaine curiosité***

Ma découverte du mouvement des Villes en Transition date déjà de plusieurs années. Je n'avais alors pas focalisé mon attention sur ces initiatives, mais mon intérêt pour celles-ci a été revivifié par hasard au moment même où le choix d'un sujet de mémoire à l'IEP de Toulouse devenait d'actualité. Peu après le début de ma quatrième année d'études dans cet établissement, j'assiste à la projection d'un film sur la « Transition » organisée par l'antenne toulousaine du mouvement et je constate dans le même temps l'introduction à l'IEP du concept de la Transition par deux étudiants de ma promotion. Ce concours de circonstances n'a fait que renforcer mon intérêt déjà ancien pour les questions écologiques et pour l'écologie politique.

Parallèlement à cela, je me destine à travailler dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et j'ai vu dans cette mobilisation une manière originale d'appréhender le territoire et son avenir, par le biais d'une action qui se veut citoyenne et autonome des pouvoirs publics.

La Transition n'est pas le seul mouvement social à s'intéresser à l'impact de la crise écologique sur la société contemporaine. Pourtant, il se distingue par la richesse et la diversité de ses actions, le dynamisme de ses projets, la rapidité de son essaimage et la vision globale qui le caractérise. Par l'originalité de son approche également, et par sa capacité, je le pense, à prospérer dans un futur

proche, ce mouvement me semble digne d'intérêt pour la recherche en sciences sociales. Je ne serai certainement pas le dernier à étudier de près les différentes facettes du mouvement et du concept de la « transition ».

Cette mobilisation se caractérise aussi par sa propension à emprunter des outils à des disciplines traditionnellement peu mobilisées par les militants de la transformation écologique et sociale. L'approche psychologique du changement en est un exemple marquant, qui sera détaillé dans la première partie de ce mémoire.

De plus, avant de me lancer dans une étude approfondie de la Transition, je constatai le pragmatisme qui caractérisait cet mouvement, proche et complémentaire de nombreux autres autres organisations militantes mais qui s'en distingue par sa dimension concrète et pragmatique. Cette hypothèse n'a globalement pas été démentie par le travail réalisé sur le terrain au cours de ces deux dernières années.

## ***Méthodologie***

Ce travail de terrain, justement, a largement nourri notre réflexion sur le sujet. Les techniques d'enquête de terrain mobilisées au cours de ce mémoire sont au nombre de deux : l'observation participante et la réalisation d'entretiens semi-directifs. Une grande partie des informations présentées et analysées dans ce travail proviennent de ces deux sources. Cela s'explique par un parti pris initial : étudier la mobilisation du point de vue de ses acteurs, de leur parcours personnel, de leurs représentations, de l'image qu'ils se font de la transition et de son avenir. La littérature académique existant sur les villes en transition ou sur des sujets connexes (mobilisations environnementales, décroissance, pic pétrolier, décentralisation) servant bien entendu à prendre du recul, contextualiser cette mobilisation et expliquer les formes qu'elle prend. Pour cette raison, le travail effectué sur le terrain sera largement mobilisé et certains entretiens feront l'objet d'une attention particulière.

L'observation participante a été particulièrement utilisée durant cette enquête dans le monde de la Transition. Elle s'est avérée relativement chronophage dans le contexte d'une année universitaire bien remplie, puisque nous avons assisté à une douzaine d'évènements divers organisés par les « transitionneurs » de la Haute-Garonne (présentations publiques, réunions des groupes de travail,

évènements festifs,...)

Le choix de cette technique s'est pourtant avéré payant car elle permet de s'imprégner véritablement de son objet d'étude et de confronter les hypothèses de recherche élaborées durant le travail personnel à l'expérience tirée du terrain. Cela a été aussi l'occasion d'effectuer de nombreux entretiens informels, non enregistrés, mais qui ont permis d'obtenir des informations sous la forme de simples discussions et qui ont également permis de mûrir une réflexion sur l'objet d'étude.

En marge de cette participation aux évènements organisés par le réseau des transitionneurs, nous avons conduit quelques entretiens semi-directifs (un exemple de grille de questions figure en annexe) avec les membres de deux initiatives locales de Transition en Haute-Garonne, à Toulouse et à Auterive.

Une des difficultés majeures de ce travail a consisté à cerner ce qui relève véritablement de la Transition, c'est-à-dire de la structure que nous nous sommes imposés d'étudier (l'association Toulouse en Transition et le Collectif Auterive en Transition) et ce qui relève de « la transition » en général et des actions menées par une multitude d'acteurs qui participent au développement d'une ville durable, à la création de nouvelles formes d'actions collectives, à la conscientisation politique et écologiste ou à la re-création du lien social dans la ville.

Ces différentes organisations travaillent en effet énormément ensemble et constituent un système d'acteurs qui se connaissent et se fréquentent très régulièrement, même à l'échelle d'une agglomération de 800 000 habitants telle que Toulouse. De plus, de nombreux membres des initiatives de Transition sont également impliqués, en tant que membres actifs ou participants ponctuels aux évènements, dans d'autres organisations militantes.

Cette difficulté a été prise en compte dans l'étude des caractéristiques du mouvement. Mais elle permet de présenter une des dimensions les plus intéressantes de celui-ci et sur laquelle nous reviendrons à de nombreuses reprises (notamment dans la deuxième partie) : la Transition est « inclusive » : *Toulouse en Transition* agit par exemple comme support pour relayer et appuyer d'autres initiatives émergeant à Toulouse et relevant du très large champ de la « transition ». Mais l'association utilise également massivement les initiatives déjà existantes dans la ville pour intégrer au sein du mouvement des projets qui relèvent de son champ d'action et de réflexion.

Cela est nécessaire dans la mesure où l'objectif est d'emmener toute la ville « en transition » et d'impliquer progressivement un maximum d'habitants. *Toulouse en Transition* est ainsi appréhendée comme une boîte à outils pour les bonnes volontés toulousaines et comme une manière de

s'organiser collectivement autour de projets thématiques. L'association, au départ un collectif informel, n'a d'ailleurs été créée que pour des raisons administratives (assurance, location de salles, ...). À Auterive, le C.A.T. ne constitue pas une association au sens juridique du terme : l'objectif est que chaque habitant de la ville s'approprie cette transition tant revendiquée.

Le mouvement apparaît ainsi comme un catalyseur des énergies mises au service de la relocalisation et de l'autonomisation des populations. La Transition est un point de convergence, car elle permet de fédérer des personnes avec un objectif commun, mais elle cherche à couvrir un champ d'action extrêmement vaste, ce qui l'amène à diversifier ses groupes de travail, à s'impliquer dans un nombre important de manifestations (colloques, opération « Plein champs » à Pin-Balma,...), ou à s'allier avec d'autres acteurs associatifs toulousains. Les contours de la « transition » en tant que telle sont donc assez flous, car, comme le dit un de nos transitionneurs : « certains sont en transition sans être dans une initiative de transition ! ».

Si nous étudions ici une mobilisation relativement récente (vieille d'une dizaine d'années) et encore inconnue en France d'une majorité de citoyens et de responsables politiques, une littérature académique non négligeable a été produite sur ce sujet. Nous nous appuyerons en partie sur ces travaux, relevant en général des sciences humaines et principalement de la sociologie. Au-delà de ces travaux, il semble également que la recherche sur le sujet de la Transition ait gagné quelques galons récents dans le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche : en témoignent les cours dispensés depuis peu à l'Institut d'Études Politiques de Paris sur les « théories et politiques de décroissance »<sup>1</sup>, qui font la part belle à l'étude du mouvement de la Transition.

Nous convoquerons donc principalement les travaux réalisés dans le champ des sciences humaines, en vue de comprendre les implications sociales d'une mobilisation environnementaliste. Cependant, l'étude de la mobilisation passe également par une compréhension minimale des recherches scientifiques qui lui ont donné naissance. La raréfaction des ressources naturelles est au cœur de la problématique de la Transition et les scientifiques de disciplines diverses (géologie, thermodynamique, naturalisme,...) ont joué un rôle central dans l'émergence des mobilisations.

L'existence d'une initiative toulousaine au sein du réseau des « Villes en Transition » nous a facilité le travail dans la mesure où elle a été un point d'appui pour réaliser une véritable étude de terrain auprès des individus engagés dans cette mobilisation. Nous avons en effet eu la possibilité, tout au

---

1 Théories et politiques de la décroissance, semestre d'automne, séminaire dispensé à l'IEP de Paris par Luc Semal et Agnès Sinaï.

long de l'année, d'effectuer un travail d'observation participante au sein du groupe et de réaliser des entretiens semi-directifs en tête à tête avec les militants.

Cependant, nous avons diversifié nos sources et croisé les terrains, pour deux raisons principales : premièrement, *Toulouse en Transition*, qui s'appuie sur l'énergie d'une vingtaine de membres actifs, ne pourrait être considérée comme représentative de l'ensemble du mouvement de la Transition. On peut considérer le travail mené ici comme une étude de cas *d'une* mobilisation pour la «Transition». Les observations effectuées à Toulouse n'ont donc pas vocation à être généralisées et nous n'avons pas la prétention d'avoir saisi la richesse du mouvement de la Transition au niveau international. La forme que prend une mobilisation citoyenne ou politique dépend en effet en partie de particularismes locaux qui sont certainement présents à Toulouse. Cette hypothèse de départ nous a donc poussé à travailler dans le même temps sur l'initiative «Auterive en Transition», qui s'est développée dans cette petite ville périurbaine d'environ 10 000 habitants, au sud de l'aire urbaine de Toulouse.

Deuxièmement, il aurait été dommage de ne pas utiliser la littérature existante sur d'autres territoires en Transition : en particulier un certain nombre de villes de Grande-Bretagne, pays qui a vu naître le mouvement. Ainsi, les chercheurs français se sont intéressés au cas britannique (notamment à la ville de Totnes, qui accueille de nombreux visiteurs attirés par les initiatives menées et qui s'en inspirent pour les reproduire ailleurs), mais le caractère pionnier des initiatives britanniques a aussi conduit les premiers transitionneurs à entretenir un débat sur le mouvement, à publier un certain nombre de documents et de films en vue de sensibiliser leurs concitoyens à l'ensemble des problématiques soulevées par la Transition. La littérature est donc importante, et il a été de plus très enrichissant de pouvoir se pencher sur une vision non-française d'un tel mouvement social.

Ainsi, l'étude des collectifs militants de Toulouse et d'Auterive et le travail de terrain réalisé auprès de leurs membres ne constituent pas réellement la colonne vertébrale du mémoire, mais plutôt un réservoir d'informations et d'observations qui appuient ou illustrent la réflexion sur le mouvement global de la « Transition ».

### ***Problématisation du sujet et structuration du mémoire***

Comme le dit Luc Semal<sup>2</sup> à propos de l'anticipation par le mouvement de la Transition de

---

2 Pour qui cherche à approfondir l'étude des mouvements « catastrophistes » tels la Transition, la thèse de M. Semal apporte certainement un regard très intéressant sur ce sujet. Nous n'avons malheureusement pas été en mesure d'utiliser sérieusement son travail en raison de l'impossibilité d'accéder à sa thèse. Celle-ci s'intitule *Militer à*

profonds bouleversements énergétiques et écologiques, « *le catastrophisme n'exclut pas la démocratie, mais il propose de repenser un projet démocratique découplé de l'abondance matérielle et énergétique* »<sup>3</sup>. Catastrophisme, projet démocratique, sobriété : cette phrase résume relativement bien les différentes caractéristiques du mouvement des villes et territoires en transition que nous allons étudier en détail. La Transition imagine ainsi un modèle bottom-up et décentralisé qui s'apparente à une forme de projet de territoire alternatif visant à anticiper les crises énergétiques et économiques à venir.

Il sera nécessaire de se pencher tout d'abord sur les sources de la mobilisation et sur le travail intellectuel qui a permis de la faire émerger. Nous démontrerons ainsi l'originalité de cette démarche intellectuelle se nourrissant des apports de la psychologie du changement.

La compréhension du pourquoi de la mobilisation nous amènera ensuite à étudier le positionnement du mouvement par rapport aux structures déjà existantes et prenant en compte le pic pétrolier dans leurs actions ou susceptibles de voir leurs activités recouper celles de la transition.

Dans une troisième et dernière partie, nous synthétiserons les enseignements tirés dans les deux premières pour tenter de comprendre en quoi les initiatives de transition définissent une forme de «projet de territoire citoyen» concourant à ce que nous qualifierions d'«empowerment» individuel et collectif chez les transitionneurs.

---

*l'ombre des catastrophes : contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, dirigée par Pierre Mathiot, Université de Lille-2, soutenue en décembre 2012.

3 Luc Semal, *Politiques de la catastrophe*, Institut Momentum, séminaire du 15 mars 2013.

# Partie 1 : La mobilisation pour la Transition : se préparer aux « chocs » écologiques

L'intérêt de cette partie est de revenir en détail sur les raisons qui ont poussé un certain nombre de personnes à s'impliquer dans un tel mouvement ; d'expliquer le contexte dans lequel celui-ci a pris son essor ; et de montrer l'originalité de l'approche de la Transition par rapport à d'autres mouvements que l'on peut qualifier d'« écologistes », notamment dans sa dimension intellectuelle.

## **Chapitre 1 - Les fondements de la mobilisation**

Nous allons dans un premier temps étudier la question de la raréfaction des ressources fossiles, en premier lieu le pétrole, ainsi que l'ensemble des éléments composant ce que l'on peut appeler la « crise écologique », afin de montrer que ces phénomènes sont à l'origine d'une mobilisation particulière de citoyens pour réaliser ce qu'ils nomment la « Transition ».

### **1 - Peak oil, peak all**

#### **1.1. La question fondamentale du pic pétrolier**

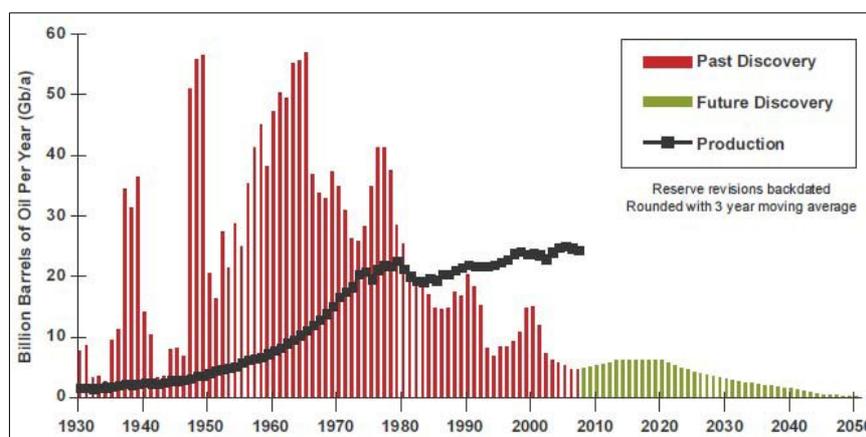
À l'origine du mouvement des Villes et Territoires en Transition figure un constat scientifique qui s'avère lourd de conséquences pour l'ensemble de la planète et en particulier pour les sociétés occidentales : l'imminence du pic de la production de pétrole conventionnel (*Peak Oil* en anglais, terme aussi employé fréquemment dans la langue française).

Contrairement à une idée reçue, le pic pétrolier ne constitue pas le moment de l'Histoire où le

monde se retrouve subitement à court de pétrole. Il décrit en réalité le moment où la quantité de pétrole produite dans le monde en une seule année atteint sa valeur maximale. À partir de ce pic, la production de pétrole continuera d'être assurée, mais avec un débit moindre.

Malgré les débats qui ont été lancés autour de la réalité de ce phénomène et de ses conséquences sur l'activité humaine, le pic pétrolier est aujourd'hui acté, notamment suite aux travaux d'un organisme comme l'ASPO<sup>4</sup>, et surtout aux études menées par l'Agence Internationale de l'Énergie, qui a présenté récemment<sup>5</sup> un certain nombre de chiffres sur le sujet :

- En 2011, sur 98 pays producteurs de pétrole, 60 pays voient déjà leur production annuelle décliner
- Le taux moyen global de l'épuisement dans les champs pétrolifères actuellement en production sera de 6,7% par an. Ainsi, sans ajout de nouvelles productions, la production mondiale diminuerait de près de 50% en 10 ans.
- Au rythme actuel des découvertes, le monde trouve approximativement 1 baril de pétrole pour 3 barils consommés, comme le montre la figure suivante :



Source : Agence Internationale de l'Énergie

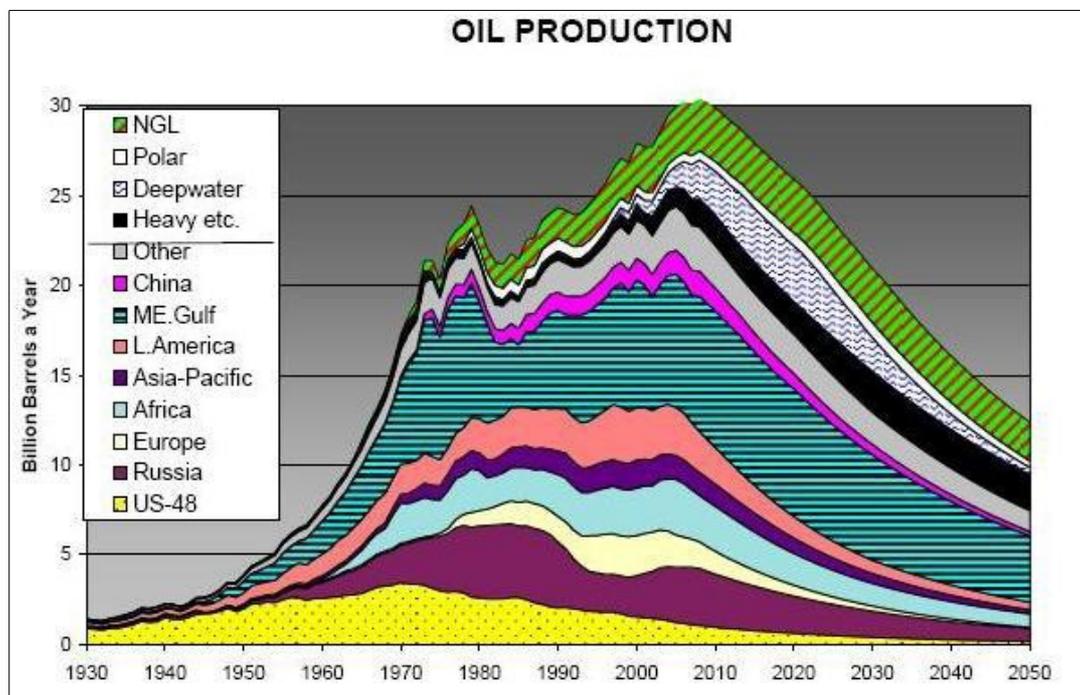
- Depuis 2005, la production mondiale de pétrole est restée quasiment stable, oscillant entre 85 et 87 millions de barils par jour (Mb/j)

L'ensemble de ces chiffres laissent peu de place au doute : le pic pétrolier, annoncé comme

4 Association for the Study of Peak Oil and gas

5 AIE, *Perspectives de production pétrolière*, 2011

imminent au début des années 2000, est probablement déjà en cours, dans la mesure où la production stagne, voire commence à décliner. Si le pic ne correspond pas à une année précise du calendrier, c'est avant tout car il consiste en réalité en un « processus » étalé sur plusieurs années plutôt qu'en un pic.



Source : World Energy Council, 2007

Si le débat sur la contenance de gisements de pétrole qui n'ont pas encore été découverts et sur la taille de réserves de pétrole non conventionnel (sables et schistes bitumineux, offshore profond) est aujourd'hui assez vivace, estimer le niveau de l'offre de pétrole par rapport à la demande nécessite de considérer non pas les réserves potentielles de pétrole sur la planète, mais bien les *capacités de production* de pétrole.

Alors que la demande de pétrole continue d'augmenter à l'échelle mondiale (L'AIE prévoit, en raison de la combinaison de la croissance démographique et du développement économique, une demande mondiale de pétrole atteignant environ 106 Millions de barils par jour en 2030), l'offre est fortement susceptible de diminuer au fil des années. En effet, les extractions qui ont été effectuées jusqu'à présent ont logiquement concerné les gisements de pétrole les plus faciles à atteindre, c'est-à-dire ceux ayant nécessité un minimum de technologie, d'efforts, de matériel et de coûts financiers pour être extraits.

Ainsi, pour connaître les réserves réelles de pétrole permettant d'alimenter l'offre à l'avenir, il est indispensable de tenir compte de la diminution du débit des gisements exploitables, de la quantité de technologie, de temps et surtout d'argent nécessaires à l'extraction, le transport, le raffinage et la distribution de pétrole. Pour reprendre l'expression de Jean-Marie Bourdais, ancien président de l'AIE, « *ce n'est pas la taille du réservoir qui importe, mais la taille du robinet* ». La capacité de production de pétrole va donc vraisemblablement aller en s'amenuisant, et l'offre ne sera plus en mesure de soutenir la demande à l'échelle mondiale. En quoi ce phénomène entraîne-t-il un risque de bouleversements majeurs pour l'Humanité et pourquoi a-t-il d'ores et déjà convaincu les promoteurs de la Transition de trouver des moyens d'accompagner ces bouleversements ?

## **1.2. L'importance du pétrole dans nos sociétés et la question de la substitution**

Pour répondre à cette question, il faut comprendre à quel point le pétrole est central dans nos sociétés et à quel point il a façonné notre mode de vie actuel.

### **a) Transports**

Un rapport sur les conséquences du pic pétrolier en Europe<sup>6</sup> affirme que 95% des transports européens sont dépendants du pétrole. Quelques chiffres illustrent ce gigantisme : le parc automobile français est estimé en 2013 à 38 millions de véhicules, fonctionnant pour la plupart au pétrole, tandis que le parc automobile mondial est lui estimé à près d'un milliard de véhicules, avec une augmentation annuelle moyenne avoisinant les 30 millions de véhicules. À l'échelle de la planète, les transports mobilisent ainsi 60% de la production mondiale de pétrole.<sup>7</sup>

Le rapport pointe du doigt « *l'organisation mondialisée des échanges et la réduction des temps de parcours* » qui ont provoqué un allongement des distances domicile-travail et une organisation logistique très complexe basée sur une circulation généralisée des marchandises (matières premières comme produits manufacturés). Ainsi, « *en un siècle, la mobilité a remplacé l'accessibilité des biens et des services, obligeant les nombreux citoyens qui n'habitent pas dans les grandes agglomérations à posséder une voiture* ».

---

6 Benoît Thévard, *L'Europe face au pic pétrolier*, rapport commandé par le groupe Verts/ALE au Parlement européen, novembre 2012

7 « *Transport energy futures : long-term oil supply trends and projections* », Bureau of Infrastructure, Transport and Regional Economics, Australian Government, 2009.

## **b) Produits manufacturés**

Le pétrole est un composant important des ordinateurs, pièces automobiles, téléphones, électroménager, textiles synthétiques, mobilier, bitume, détergents, encres, peintures, emballages, ... Il sert à produire les innombrables dérivés de la pétrochimie qui sont devenus omniprésents dans la vie quotidienne des habitants des pays industrialisés.

## **c) Alimentation**

La grande majorité des produits alimentaires produits dans les pays dits « développés » sont dépendants du pétrole : machines agricoles, acheminement des produits, fabrication des engrais et des pesticides...

## **d) Santé**

Le système de santé est dépendant du pétrole et de ses dérivés pour ce qui concerne le transport des produits et des patients, les équipements (seringues, gants stériles, emballages, matériel lourd) ou les produits pharmaceutiques. L'acheminement de vivres ou de médicaments en urgence dans des zones touchées par des catastrophes humanitaires est également dépendant du pétrole.

## **e) Économie**

D'une manière générale, le pétrole soutient la croissance économique mondiale. Au-delà de son rôle considérable dans les transports et les approvisionnements de marchandises, il est utilisé dans de nombreux processus industriels : extraction minière, alimentation des chaudières, fabrication des huiles industrielles, ...



Photographie d'une famille états-unienne (Stow, Ohio) ayant exposé l'ensemble des produits figurant dans son domicile et fabriqués à base de pétrole (photo Sarah Leen, National Geographic Creative)

Le rôle que joue le pétrole dans l'économie est illustré par le fait que les hausses du prix du pétrole dans l'Histoire ont été systématiquement suivies de récessions économiques. A ce titre, Benoît Thévard explique en quoi le choc pétrolier du milieu des années 2000, qui constitue vraisemblablement le début de la phase du Peak Oil (entre janvier 2002 et août 2006, le prix du baril de pétrole est passé de 20\$ à 73\$, ce qui représente une augmentation de 265 %)<sup>8</sup>, est à l'origine du gonflement puis de l'éclatement de la bulle immobilière des subprimes aux Etats-Unis<sup>9</sup>.

Enfin, on peut mentionner la dimension symbolique que cette centralité a donné au pétrole dans les pays industrialisés. L'« or noir » est devenu depuis le XIX<sup>ème</sup> Siècle un symbole de richesse, de puissance, d'indépendance et de la capacité des Hommes à faire des ressources naturelles un levier de développement exponentiel de l'économie.

### **1.3. Le « Peak all »**

Le constat de cette dépendance extrême au pétrole dans les sociétés industrialisées peut pousser les pouvoirs publics ayant pris la mesure de sa raréfaction à chercher des substituts à cette source d'énergie. Le grand projet de transition énergétique lancé par le gouvernement français au cours de l'année 2013 en est un exemple. Cependant, cette orientation ne satisfait pas les individus déterminés à s'engager et à engager les autres dans une démarche de transition pour deux raisons

<sup>8</sup> Peakoil.net (site de l'ASPO)

<sup>9</sup> Benoît Thévard, op.cit.

principales.

La première concerne les propriétés très particulières du pétrole. C'est un liquide stable dans une large étendue de température, facile à transporter, à stocker, et possédant une grande densité énergétique. Cette malléabilité est à l'origine de la diversité des usages qui en sont faits. Il est d'autant plus difficile de trouver des sources d'énergie alternatives que, comme le souligne Thévard, « *Lorsqu'il est question d'alternatives, il ne s'agit pas simplement de savoir si des solutions technologiques existent et fonctionnent, il s'agit d'évaluer si elles permettraient de préserver le mode de vie actuel et notamment la mobilité* ». <sup>10</sup> Ainsi, réussir à faire évoluer les technologies aujourd'hui dépendantes du pétrole nécessiterait une transformation profonde des modes de production industriels et des circuits logistiques. Nouvelles usines, nouveaux réseaux de transports et de distribution, renouvellement des véhicules : le chantier est si immense qu'il ne semble à l'heure actuelle pas crédible de penser que des technologies de substitution viendront compenser le déclin de l'offre pétrolière dans des délais extrêmement rapides.

Par ailleurs, le pétrole est également central dans la production et la distribution d'autres types d'énergie. Comme nous l'explique de manière extrêmement simple Benjamin, membre de Toulouse en Transition : « *beaucoup d'autres ressources dépendent de l'accessibilité au pétrole. Si t'as plus de pétrole pour aller extraire d'autres ressources, bah tu n'as plus accès à ces ressources !* ». <sup>11</sup>

La deuxième raison qui est fréquemment avancée par les transitionneurs réside dans le fait que le pétrole n'est malheureusement pas la seule ressource fossile massivement exploitée par l'Homme. Derrière le pic de pétrole se dessinent toute une série d'autres pics. Parmi ceux-ci, le pic de production d'un autre hydrocarbure, le gaz naturel ; mais aussi de différents métaux, tels le cuivre, le nickel, le zinc, l'étain. Selon Philippe Bihouix <sup>12</sup>, pour les principaux métaux utilisés dans les processus industriels, les réserves mesurées en années de production ou de consommation au rythme actuel « *varient de quelques décennies à quelques siècles, la grande majorité se situant entre trente et soixante ans (nickel, cuivre, plomb)* ». Cette estimation ne tient même pas compte du taux de croissance de la consommation, alors même que la demande pour les grands métaux industriels a doublé au cours des 20 dernières années. Certains de ces métaux entrent d'ailleurs dans le processus de fabrication d'éoliennes ou de véhicules électriques, ce qui compromet la durabilité de ces équipements permettant en théorie de s'éloigner de la dépendance générale au pétrole. Au-

---

10 Benoît Thévard, op.cit.

11 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition

12 Philippe Bihouix, « Matérialité du productivisme », in *Penser la décroissance, politiques de l'anthropocène*, Agnès Sinaï (dir.), Presses de Sciences Po, 2013.

delà du fait que ces réserves apparaissent extrêmement limitées, c'est la notion de pic de production qu'il faut prendre en compte plutôt que celle de « réserve » : au-delà du pic, l'extraction de ces métaux ou de ces énergies fossiles sera plus difficile, plus coûteuse, plus gourmande en énergie extérieure et les quantités extraites ne parviendront pas à répondre à la demande.

Il faut également prendre en compte la forte interdépendance qui existe entre ces ressources fossiles. Comme l'explique à nouveau Bihouix, *« métaux et ressources énergétiques sont étroitement liés. Les métaux, toujours moins concentrés, requièrent toujours plus d'énergie. Inversement, la production d'énergie, toujours moins accessible, requiert de plus en plus de métaux. Les énergies fossiles moins accessibles nécessitent plus de technologie et de ressources métalliques : produire un baril de pétrole deep offshore (plates-formes profondes, hélicoptères et bateaux, technologies de forage avancées) est plus compliqué, donc plus consommateur de métaux, que sur les géants onshore d'Arabie Saoudite. »*

Ainsi, on l'aura compris, en marge du Peak Oil se dessine un Peak All, ou un « Peak Everything », pour reprendre l'expression de Richard Heinberg.<sup>13</sup> Ce phénomène est largement intégré par les membres des initiatives de transition. La surconsommation des ressources naturelles par les pays les plus industrialisés en pousse certains à voir un grand décalage entre les capacités biologiques de la planète et l'ampleur de la consommation matérielle humaine, et ce à l'aide d'une réflexion purement scientifique :

« En tant qu'ingénieurs, on a compris qu'il y avait un problème d'ordre de grandeur. Ce qu'on dépense en tant qu' Occidentaux, ben la planète est pas assez grosse pour ça, on s'est dit il y a un vrai problème là, donc il faut décroître. Il faut que le modèle sur lequel les humains souhaitent aller, ça soit pas le modèle occidental actuel, parce qu'il est trop consommant, mais ce soit un modèle décroissant par rapport à ça. »<sup>14</sup>

Ainsi, la raréfaction imminente de divers métaux et énergies fossiles est susceptible d'entraîner de profonds bouleversements dans différents domaines. Ce premier « mur » auquel est confrontée l'Humanité s'accompagne d'un deuxième obstacle à la poursuite du modèle de développement actuel : la crise écologique, caractérisée par l'existence de potentiels seuils d'irréversibilité.

#### **1.4. La crise écologique**

La communauté internationale a pris conscience depuis un certain temps déjà des diverses

---

13 Richard Heinberg, *Peak Everything : waking up to the century of declines*, New Society Publishers, 2007.

14 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

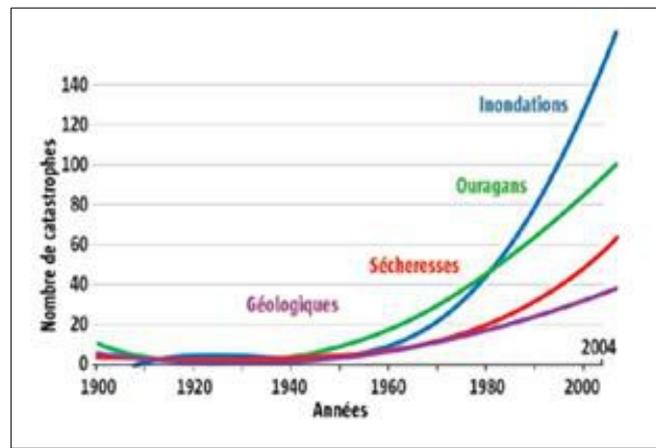
dégradations provoquées par l'Homme sur son environnement. Le programme des Nations Unies pour l'Environnement relève ainsi des « preuves indiscutables de la poursuite et de la dégradation de l'environnement »<sup>15</sup> et considère que cette dégradation est largement d'origine anthropique. Parmi ces questions environnementales figure le réchauffement climatique, sujet qui concentre une partie de l'attention des médias et des responsables politiques en matière d'environnement. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) démontre l'ampleur des changements climatiques passés et à venir et évoque dans ses rapports les plus récents l'existence de divers seuils d'irréversibilité environnementale qui seront probablement atteints si l'Humanité continue à vivre et à se développer au rythme du début du XXI<sup>ème</sup> Siècle. Il est en effet avéré que le réchauffement climatique (ou réchauffement planétaire) trouve ses causes principales dans le rejet massif de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, notamment du dioxyde de carbone, provoqué par un mode de vie fortement carboné.

En marge du réchauffement se pose aujourd'hui la question de la surexploitation des eaux de surface et des nappes aquifères, dont dépendent l'agriculture et l'approvisionnement des ménages en eau potable. Cela provoque des situations de stress hydrique dans un nombre croissant de pays et, tout comme les pollutions atmosphériques, les pollutions aquatiques sont à l'origine de nombreux problèmes de santé (plusieurs millions de décès chaque année dans le monde). L'élevage et l'agriculture contribuent par ailleurs à une forte augmentation de la concentration d'azote dans la biosphère et provoquent l'acidification et l'eutrophisation des écosystèmes. De même, la surexploitation des milieux naturels (océans, forêts,...) est la cause principale d'une diminution de la biodiversité mondiale, avec notamment un taux d'extinction des espèces en augmentation. La surexploitation concerne également les sols agricoles, touchés par une forte dégradation et une tendance à l'épuisement dans plusieurs régions du globe, mais également en constante diminution dans les régions d'urbanisation galopante.

Cet ensemble d'éléments, qui compose ce que les militants écologistes en général et les transitionneurs en particulier appellent la crise écologique, sont probablement responsables de l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des grandes catastrophes naturelles.

---

15 unep.org, site du PNUE, archive d'une information publiée en 2002.



Augmentation exponentielle des catastrophes naturelles au cours du 20e Siècle  
 Source : Banque Mondiale

La rencontre entre l'activité humaine et les limites naturelles (climatique, biosphérique et géologique) de la planète pourrait selon les transitionneurs être à l'origine d'un certain nombre de chocs dans le futur, qui nécessiteraient de construire des « amortisseurs » permettant aux communautés humaines de ne pas s'effondrer. Nous allons détailler quelques uns des concepts mis en avant par le mouvement de la Transition pour amortir ces chocs.

Avant cela, il est intéressant de présenter le point de vue d'un des membres de Toulouse en Transition sur cette combinaison de la raréfaction des ressources fossiles et de la crise écologique en cours. La thématique environnementale est portée depuis plusieurs décennies par le mouvement écologiste, et une partie de ce mouvement s'est engagée dans une démarche centrée sur la protection de la nature et la place de l'Homme dans son environnement, à l'origine d'une forme d'éthique environnementale. Cette approche est illustrée de la manière la plus évidente par les tenants de l'écologie profonde.<sup>16</sup> Cette dimension éthique n'est pas toujours perceptible chez les transitionneurs interrogés, qui adoptent une position plus pragmatique vis-à-vis des questions écologiques. C'est pour eux la raréfaction des ressources fossiles, notamment le pétrole, qui crée de fait une impossibilité de conserver notre mode de vie actuel. Cette limite naturelle s'imposera à nous, même si l'on choisit de dégrader notre environnement pendant encore un certain temps.

À la question portant sur les déterminants de son engagement militant dans la Transition, voici une partie de la réponse formulée par Benjamin (Toulouse en Transition) :

«Alors, la sensibilité écolo, je l'avais de toute façon au départ, donc ça ça m'a guidé. Mais je pense que ce qui m'a poussé à aller là-dedans [la Transition] et pas ailleurs, c'est le point de départ qui est différent. Alors on peut prendre un petit peu la façon de faire des Colibris pour les comparer. Les Colibris disent que le changement viendra de l'intérieur, et qu'il faut attendre que les gens deviennent tous écolos, en gros. C'est un

16 Naesse Arne, *Vers l'écologie profonde*, Wildproject, réédition, 2009.

peu caractéristique des trucs écolos classiques. La transition, elle, a plusieurs caractéristiques qui me parlent plus : premièrement, le caractère *urgent*, je pense que quelque part c'est plus réaliste. Deuxièmement, l'approche des enjeux, c'est peut-être le fait que je sois ingénieur, c'est basé sur des faits plutôt *objectifs*. T'as pas besoin de dire « j'adhère à une idéologie », même si pas mal de gens sont de fait plus sur des idéologies « vertes ». Mais le Peak Oil et le Peak All, c'est plus difficile à contester, il y a de la science derrière. Et quoique tu fasses, si t'agis pas, tu subiras de toute façon. Et ça, ça me parle. »<sup>17</sup>

## **2 - Faire face aux chocs écologiques, préparer l'après-pétrole**

Face à la multitude de problèmes que nous venons d'évoquer, les transitionneurs choisissent de mobiliser un certain nombre d'outils permettant de supporter les difficultés qui surviendront dans une société d'après-pétrole.

### **2.1. La relocalisation**

La relocalisation de la production et des activités est au coeur de la Transition. Elle est perçue comme une solution incontournable au problème de la raréfaction des énergies fossiles, mais elle répond également à d'autres exigences qui dépassent le champ de l'écologie.

Les conséquences dramatiques de la crise économique déclenchée en 2008 dans la foulée de la crise des subprimes ont favorisé la prise de conscience de l'état d'interdépendance extrême dans laquelle se retrouvaient les systèmes économiques nationaux. L'incapacité à se prémunir de chocs que l'on a le sentiment de ne pas avoir provoqués, et l'idée que ces chocs auraient pu être évités, sont venus s'ajouter à un discours déjà bien présent sur le déclin tout proche d'un monde occidental de plus en plus concurrencé – et bientôt dépassé et dominé – par les puissances émergentes. Ces constats et ces craintes ont encouragé toute une série de discours sur les bénéfices de la relocalisation économique.

Pourtant, le bien-fondé de celle-ci ne fait pas consensus parmi les économistes. D'une part, les partisans habituels de la libéralisation économique et de la théorie ricardienne des avantages comparatifs mettent en avant la plus-value économique générale provoquée par une intensification des échanges commerciaux à l'échelle de la planète. Il se trouve même des militants écologistes pour pointer du doigt le caractère «coercitif, destructif et injuste» d'une localisation totale de la production de biens.<sup>18</sup> Selon eux, le fait que tous les pays et toutes les régions ne soient pas

---

17 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

18 George Monbiot, « I was wrong about trade », The Guardian, 24 juin 2003, cité par Rob Hopkins, *The Transition*

également dotés en ressources naturelles conduit mécaniquement à des inégalités économiques et à l'impossibilité de créer la richesse nécessaire à une vie décente pour les populations locales, s'il n'est pas possible d'importer des produits. Ainsi, «produire ce que l'on consomme là où on le consomme» serait injuste.

D'autre part, l'intensification des échanges commerciaux est vivement critiquée. La tendance à la spécialisation qui en découle conduit parfois à l'émergence dans les pays du « Sud » de grandes monocultures fragilisant l'agriculture locale et à une situation d'hyper-dépendance par rapport à d'autres pays. La spéculation sur les matières premières, la dégradation des termes de l'échange au cours de la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> Siècle et les investissements des grandes puissances financières dans les pays peu développés renforcent chez certains le sentiment de subir une nouvelle forme de colonisation.

Cette question du commerce et de la relocalisation est bien intégrée par les transitionneurs que nous avons pu rencontrer. Toutefois, la Transition n'est généralement pas vue comme la perspective d'une relocalisation totale. Cette relocalisation se concentrerait sur les biens de première nécessité, qui constituent tout de même une part importante des dépenses des ménages.

De plus, selon le fondateur du mouvement de la Transition Rob Hopkins, la question n'est pas de savoir s'il faut relocaliser ou pas, elle est en réalité de savoir quand exactement cette relocalisation va intervenir, car elle va selon lui nécessairement intervenir un jour. S'il considère que la relocalisation est *indispensable* pour préparer l'après-pétrole, il affirme également que la déplétion du pétrole la rendra *inévitabile*. La raison à cela est le fait que l'ensemble des systèmes de transport de marchandises reposent sur la consommation d'un pétrole abondant et peu cher. Ainsi, on peut résumer la position d'Hopkins de la manière suivante :

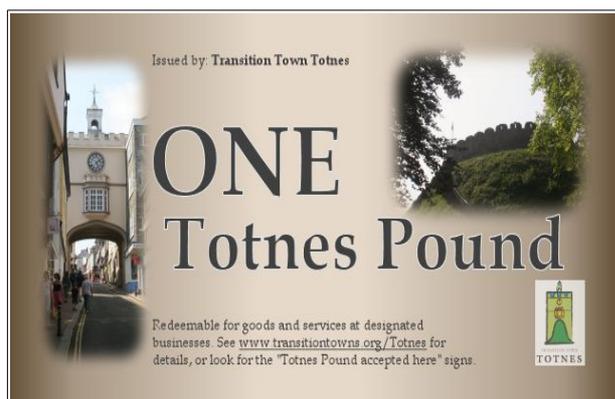
- un système économique non relocalisé, même en admettant qu'il crée des bienfaits, n'est pas durable, car il s'effondrera avec la raréfaction du pétrole.
- Il y aura donc une relocalisation de fait, inévitable, car on ne pourra pas échanger autant qu'aujourd'hui.
- Il n'y a donc pas d'autre choix que d'engager une démarche *volontaire* de relocalisation.

À titre d'exemple, la création d'une monnaie complémentaire sur un territoire est vue par diverses initiatives de transition comme un outil favorisant la relocalisation. Elle encourage en effet les circuits courts et la consommation de produits locaux. Les acteurs économiques participant à ce système s'engagent en effet à respecter un certain nombre de principes pour être agréés et devenir partenaires. La résilience qui est visée dans le cadre d'une monnaie complémentaire est donc double:

- Écologique, car elle sert à acheter en majorité des produits locaux, évitant le coût écologique que représente le transport de marchandises.
- Économique, dans la mesure où l'objectif est de s'affranchir autant que possible des logiques de la monnaie standard, sujette à l'inflation, à la spéculation financière et caractérisée par une création monétaire centralisée. Cela permet également en théorie de favoriser la création de richesses locales, car la monnaie circule plus rapidement et ne sort pas du territoire pour lequel elle a été pensée.

A Toulouse, une monnaie locale, le Sol-Violette, s'est développée au début des années 2010 avec l'appui de la mairie. Le mouvement a été lancé indépendamment de l'initiative « Toulouse en Transition », mais les membres du collectif soutiennent le Sol-Violette en considérant que cette monnaie locale s'inscrit dans une démarche de résilience du territoire toulousain.

Les initiatives de Transition ayant instauré une monnaie locale sont d'ailleurs nombreuses, à commencer par la ville pionnière de Totnes, où le groupe « économie » de Totnes en Transition a lancé en 2007 la livre de Totnes, qui est utilisée dans un grand nombre de commerces locaux.



La livre de Totnes



Coupon d'adhésion au sol violette à Toulouse

## **2.2. Permaculture et philosophie permacole**

La permaculture (contraction de l'anglais « permanent culture » ou culture de la permanence) est une technique agricole fortement mobilisée par les initiatives de Transition. David Holmgren et Bill Mollison, considérés comme les fondateurs de la permaculture dans les années 1970, définissent celle-ci comme suit :

« la permaculture est un mode de culture économisant le travail de l'homme et l'énergie extérieure, obtenant beaucoup de la nature sans la surexploiter, fournissant une grande variété d'aliments de qualité et de produits utiles, convenant particulièrement à l'autosuffisance mais applicable aux exploitations de toutes tailles, autorisant le plus souvent une activité non agricole pendant les trois-quarts de la journée »<sup>19</sup>

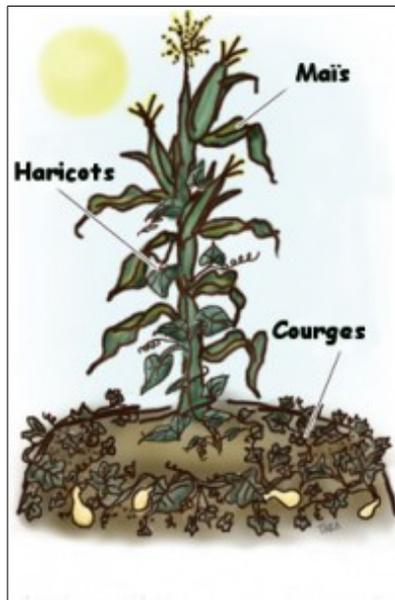
Holmgren et Mollison ramènent également la permaculture, *in fine*, à « un aboutissement de l'agriculture biologique ». Effectivement, la plupart des techniques mobilisées par la permaculture sont déjà pratiquées depuis longtemps par des exploitants agricoles de toutes cultures et de tous pays, à l'instar des agriculteurs biologiques. Mais les deux théoriciens ont tenté de synthétiser un ensemble de pratiques agricoles que l'on considère aujourd'hui comme « durables », dans le sens où elles veillent à préserver les sols d'une surexploitation et à assurer à long terme une production alimentaire et un revenu suffisants pour l'exploitant.

Voici quelques exemples de techniques permacoles :

- L'association de l'élevage et des cultures, avec un fort recyclage des matières organiques.
- L'association de différentes espèces de plantes, cultivées sur un même emplacement. On peut citer le modèle des « trois soeurs » : courges, haricots et maïs. Ces trois plantes peuvent être cultivées ensemble et mutualisent leurs forces. En effet, chaque espèce puise ses nutriments à une profondeur différente dans le sous-sol, et certaines plantes peuvent même fertiliser celles qui leur sont associées. La récolte est ainsi optimisée et peut être concentrée sur un espace restreint.

---

<sup>19</sup> David Holmgren et Bill Mollison, *Permaculture. Une agriculture pérenne pour l'autosuffisance et les exploitations de toute taille*, Debard, 1986.



Source : [www.permaculture-design.fr](http://www.permaculture-design.fr)

- La technique dite des « buttes de culture ». Cette méthode permet d'augmenter l'espace disponible pour cultiver, pour la même emprise au sol. Elle permet également un meilleur développement du système racinaire et évite la stagnation de l'eau sur la zone cultivée.



Source : [www.permaculture-design.fr](http://www.permaculture-design.fr)

Si l'on s'intéresse aux caractéristiques de la permaculture (la résilience, l'efficacité énergétique ou l'autonomie alimentaire), on constate que celles-ci font largement écho aux principes véhiculés par les Villes en Transition.

En effet, si l'on suit les explications de Mollison et Holmgren, la permaculture possède une dimension « localiste » en ce qu'elle vise une production servant à la consommation personnelle du permaculteur ou à un groupe géographiquement proche. La production peut être éventuellement

vendue aux villes et villages du voisinage, en cas de réels surplus. La permaculture promeut donc un modèle de production-consommation ultralocal, qui permet au permaculteur de se protéger des aléas des marchés agricoles (rappelant le modèle des AMAP en France) et de réaliser des économies, en plus de diminuer l'empreinte écologique du consommateur et sa dépendance à l'importation de produits alimentaires. Elle vise également à développer une exploitation agricole particulièrement résiliente, la polyculture protégeant mieux les cultures des aléas climatiques, des maladies et des nuisibles que la monoculture qui s'est généralisée dans l'agriculture européenne au cours du XX<sup>ème</sup> Siècle.

Ainsi, le concept de permaculture est central dans le phénomène de la Transition. Effectivement, la permaculture permet de produire localement des fruits et légumes pour la consommation humaine et animale, en atteignant un degré plus ou moins élevé d'autosuffisance alimentaire. La question de l'alimentation est une question majeure pour les personnes attachées à la construction de la résilience locale dans un monde post-pétrole. La plupart des initiatives de Transition lancent ainsi leurs premiers projets dans le domaine de l'agriculture : jardins partagés urbains, jardins sur les toits, bacs de légumes sur les balcons...

L'intérêt porté à la permaculture dans ce travail réside également dans le fait que ses grands principes résument l'état d'esprit général de la Transition. Les principes de la permaculture peuvent ainsi être appliqués à d'autres domaines que l'agriculture et on pourrait parler de « philosophie permacole » pour caractériser certains des fondements d'une démarche de transition : autonomie, autosuffisance, économies d'énergie (dont l'énergie humaine), résilience. Rob Hopkins est lui-même professeur de permaculture et il explique que les principes fondamentaux de cette discipline ont façonné la vision du monde qui l'a conduit à dessiner les grandes lignes du mouvement des Villes en Transition. L'une d'entre elles est le concept de « résilience ».

### **2.3. La notion de résilience**

La notion de « **résilience** », ou résilience du territoire, mérite d'être quelque peu expliquée et détaillée. En effet, elle est d'une part issue des sciences dures et assez peu mobilisée en sciences sociales et notamment dans le domaine de l'aménagement du territoire. D'autre part, elle a acquis une place centrale dans la réflexion menée par les promoteurs de la Transition. Le sous-titre du *Manuel de Transition* de Rob Hopkins est d'ailleurs « de la dépendance au pétrole à la résilience locale ».

La résilience correspond à la capacité d'un système à faire face à des chocs venant de l'extérieur sans s'effondrer, c'est-à-dire en se reformant à la suite de ce choc. Elle a précisément été définie par des chercheurs en écologie comme « *la capacité d'un système à absorber des perturbations et à se réorganiser, de manière à ce qu'il puisse conserver les mêmes fonctions, la même structure, la même identité et les mêmes capacités de réaction* ». <sup>20</sup>

Les notions d'adaptabilité et de trajectoire positive (amélioration de la situation par rapport au choc subi ou à la situation d'adversité) sont importantes dans le concept de résilience. Elles la distinguent des stratégies de résistance, adoptées par exemple lors de la construction de grandes infrastructures. Il s'agit d'évaluer la nature et la force des aléas susceptibles d'intervenir et de limiter les dommages potentiels sur le système que l'on cherche à protéger. La stratégie de résilience permet elle de s'adapter non seulement à des aléas qui peuvent être imprévus, mais surtout à des transformations non pas ponctuelles, mais durables et irréversibles. Walker parle ainsi de *transformabilité* d'un système, c'est-à-dire de sa capacité de se transformer lorsque l'environnement change, afin d'éviter un effondrement et de pouvoir conserver les mêmes fonctions.

Les initiateurs du mouvement des villes en transition font le constat d'évoluer dans des systèmes socio-économiques très peu (et trop peu) résilients.

La situation de pénurie d'essence qu'a connue la France à l'automne 2010 en est un exemple : la grève des raffineries de pétrole a conduit à un déficit d'approvisionnement en essence des stations-services et cela a entraîné d'une part des achats importants d'essence sous l'effet de la panique et d'autre part des impossibilités de déplacement pour une partie de la population.

Il s'est produit une situation similaire au Royaume-Uni lors de la grève des poids lourds en l'an 2000, grève qui a, en l'espace de trois jours seulement, limité l'approvisionnement des magasins en produits alimentaires. Selon Rob Hopkins, en l'espace de trois jours, « *il était clair que le pays était à la limite du rationnement alimentaire et d'émeutes civiles* » <sup>21</sup>.

La non-résilience des sociétés occidentales concerne également certains systèmes de production industriels. Thévard mentionne la situation de la ville de Datang, en Chine, qu'il qualifie de « cas d'école » : cette ville concentre le tiers de la production mondiale de chaussettes, produits de

---

20 B. Walker, C.S. Holling, S.R. Carpenter, A. Kinzig, « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems », T.R. Alliance, *Ecology and Society*, 9(2), 2004.

21 Rob Hopkins, *The Transition Handbook*, op. cit.

consommation courante. 200 000 salariés sont ainsi employés dans ce secteur, répartis au sein de 10 000 entreprises et sous-traitants. Or, en cas de forte baisse de la demande pour ce produit, pour des raisons géopolitiques, des raisons d'organisation du commerce mondial ou liées au coût du transport, la ville risque un véritable effondrement. Thévard explique que cet exemple chinois symbolise « l'évolution structurelle que prennent la plupart des secteurs économiques : système agro-alimentaire, haute technologie, aéronautique, énergie... ».<sup>22</sup>Cette évolution est logique dans un système économique qui repose sur les principes de l'optimisation du rendement et de la spécialisation (division internationale du travail), qui tendent à uniformiser les activités en ne retenant dans chaque pays ou chaque région que les plus performantes.

Le mouvement de la Transition se donne donc pour objectif principal la construction de territoires résilients (« building local resilience »). Un territoire résilient est, en définitive, un territoire qui a su conquérir ou re-conquérir son autonomie en développant la relocalisation des activités essentielles à la survie de sa population et en s'émancipant de la dépendance aux transports et à l'approvisionnement en matières premières extraites dans des régions lointaines.

Cette construction de la résilience passe par un certain nombre de projets que les différents groupes thématiques créés au sein de chaque initiative de transition se proposent de prendre en main :

- la création de jardins potagers, partagés ou individuels, y compris en milieu urbain.
- La plantation d'arbres fruitiers.
- la production et l'utilisation de matériaux de construction locaux et peu polluants.
- le développement de l'éco-habitat et des maisons passives ou à énergie positive.
- l'instauration de monnaies locales complémentaires.

La plupart des projets cités sont menés par les transitionneurs de Toulouse et d'Auterive, parfois de manière individuelle, mais le plus souvent dans le cadre de groupes thématiques.

### **3 - Une mobilisation due à une structure d'opportunité politique ?**

La conception d'un programme de « Transition » et notamment d'un plan de descente

---

<sup>22</sup> Benoît Thévard, *Vers des territoires résilients en 2030*, commande du groupe des Verts/ALE au Parlement européen, 2013

énergétique (voir partie 3) s'est faite en Irlande au milieu des années 2000, et la première initiative de Transition s'est développée en Angleterre en 2006. Pourquoi le mouvement de la Transition a-t-il émergé à cet endroit et à ce moment précis ? Le politologue Luc Semal considère que la Transition a bénéficié d'une structure d'opportunité politique, c'est-à-dire que le contexte politique a rendu possible l'essor d'une mobilisation et d'idées politiques nouvelles. Selon lui, le début des années 2000 s'est avéré être une période propice à une telle mobilisation.<sup>23</sup>

Effectivement, il rappelle que l'année 2001 est marquée par la décision du Président nouvellement élu George Bush de retirer les Etats-Unis du protocole de Kyoto. Cette annonce fortement médiatisée intervient l'année de la publication du troisième rapport d'évaluation du GIEC « Bilan 2001 des changements climatiques ». Ce rapport dépasse le constat selon lequel les évolutions du climat ne sont pas d'origine naturelle et s'expliquent par l'influence anthropique, constat qui était au coeur des deux précédents rapports (1990 et 1995). Le GIEC adopte en effet une position beaucoup plus alarmiste : il démontre l'ampleur des changements climatiques passés et à venir et évoque l'existence de divers seuils d'irréversibilité environnementale. Ses conclusions alimentent l'actualité médiatique et la question du réchauffement climatique prend une ampleur plus importante dans le débat politique.

Le Sommet de la Terre de Johannesburg, qui se déroule quelques mois plus tard en Afrique du Sud, est perçu dans les milieux écologistes comme un nouvel échec, illustrant l'incapacité des participants à passer des paroles aux actes et à mettre en place un plan d'actions ambitieux et coordonné pour répondre aux enjeux climatiques.

Cependant, parallèlement aux constats alarmants sur le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, l'érosion des sols, la déforestation, la pollution de l'eau, ce sont les publications de l'Association for the Study of Peak Oil and Gas, fondée en 2000, qui joueraient un rôle déterminant dans l'émergence d'une mobilisation telle que la Transition. Ce réseau d'ingénieurs, de géologues et d'économistes produit un certain nombre de données techniques mettant en garde contre l'imminence des pics pétrolier et gazier, et entame une série de séminaires sur le sujet à partir de 2002. Le problème de la raréfaction des énergies fossiles se superpose aux divers éléments de la crise écologique que nous avons évoqués ci-dessus, et renforce encore l'urgence d'un changement radical du point de vue des écologistes.

---

23 Luc Semal, op.cit.

On peut ajouter à cette analyse du contexte historique une hypothèse concernant les lieux de l'émergence et de la propagation du mouvement des villes en transition. Parti d'Irlande et du Royaume-Uni, celui-ci s'est développé principalement dans le monde occidental et dans les pays du « Nord » économique et géopolitique.



Carte des initiatives de Transition existantes en 2014

Si de nombreux mouvements écologistes fleurissent depuis longtemps aux quatre coins du globe, y compris dans les pays les plus pauvres, la question de la finitude des ressources énergétiques a trouvé un écho plus important dans les pays occidentaux. Ces pays pour la plupart hautement industrialisés, qui ont développé une agriculture intensive et centrée sur la monoculture, qui se caractérisent par un mode de vie extrêmement gourmand en énergie et qui centralisent une grande partie du commerce mondial (maritime, routier, aérien), risquent de voir leur modèle de développement fortement impacté par une raréfaction des ressources naturelles.

Par ailleurs, l'émergence de la première initiative de transition dans la ville de Totnes au Royaume-Uni n'est pas anodine. Cette petite ville a la particularité d'être considérée comme une des « capitales alternatives » du pays. Elle abrite en effet une importante communauté New Age, en partie attirée par la proximité de l'école expérimentale de Dartington, ainsi que du Schumacher College dispensant depuis les années 1990 un ensemble de cours et de séminaires sur le thème de l'écologie. Les visiteurs de cette ville remarquent généralement le dynamisme du petit commerce local, qui comporte notamment plusieurs boutiques New Age et un nombre important de commerces vendant des produits estampillés « bio ».

## **Chapitre 2 - L'émergence d'un catastrophisme optimiste**

Face aux crises énergétiques et environnementales qui menacent l'activité humaine, le mouvement des Villes en Transition adopte une approche que l'on peut, en suivant Luc Semal, qualifier de « catastrophiste ».<sup>24</sup> Nous serions face à un risque de rupture écologique catastrophique, au sens de basculement global et irréversible d'un état du monde à un autre. L'hypothèse selon laquelle nous entrerions ou approcherions des périodes de « pics » énergétiques et l'anticipation de dépassements imminents de seuils d'irréversibilité climatiques et écosystémiques poussent les transitionneurs à imaginer une rupture imminente dans notre mode de vie actuel et particulièrement dans notre modèle de croissance économique. En tant que pensée politique catastrophiste, la Transition propose de prendre la mesure de cette rupture imminente et d'élaborer des stratégies d'adaptation à celle-ci.

### **1 – Faire face à la mort annoncée d'un territoire rural : l'exemple du Nord-Lot**

L'approche catastrophiste adoptée par la transition est illustrée par la réflexion menée dans le département du Lot autour de de la *survie du territoire* face aux catastrophes à venir. Nous n'avons pas étudié l'initiative « Lot en Transition » sur le terrain comme nous l'avons fait pour Auzerive et Toulouse, mais le caractère rural de ce territoire enrichit l'étude de la dimension catastrophiste du mouvement.

Ce qui se joue dans un territoire comme le Nord-Lot va semble-t-il au-delà de la capacité de résilience habituellement encouragée. Pour les populations locales, c'est véritablement la persistance d'une population humaine sur ce territoire qui est en jeu. L'anticipation d'une transformation radicale du territoire, voire d'un effondrement de celui-ci, exerçant un changement profond de sa morphologie, de son paysage et de sa population, apparaît plus clairement dans le Lot que dans des villes de Haute-Garonne.

Travaillant au départ à la fois sur l'historique des villes en transition et sur l'association *Toulouse en*

---

<sup>24</sup> Luc Semal, *Militer à l'ombre des catastrophes : contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, dirigée par Pierre Mathiot, Université de Lille-2, soutenue en décembre 2012.

*Transition*, nous avons rapidement décidé d'élargir l'observation à l'initiative d' *Auterive en Transition*, dans le but d'identifier les différentes manières dont la Transition pouvait être envisagée, dans des villes de respectivement 450 000 et 9 000 habitants. Les questions de la taille du territoire et des échelles géographiques pertinentes pour mener la transition seront d'ailleurs abordées dans la partie 3.

Cependant, la démarche auterivaine s'inscrit elle aussi dans un contexte à la fois urbain – une ville de plusieurs milliers d'habitants, possédant un certain nombre de services (commerces, équipements, services publics) – et périurbain : Auterive est située dans la 4<sup>e</sup> couronne périurbaine de l'agglomération toulousaine, elle se situe dans l'aire urbaine de Toulouse et de nombreux Auterivains se déplacent quotidiennement à Toulouse pour y exercer leur activité professionnelle. Ces caractéristiques distinguent la ville d'Auterive de territoires véritablement ruraux tels la partie Nord du département du Lot, où s'est donc développée une autre initiative de Transition.



Le logo du film *Transition au pays, une aventure lotoise*.

Nous avons cherché à comprendre en quoi le caractère rural de ce territoire pouvait déterminer les formes prises par une démarche locale de Transition.

On peut ainsi mettre en évidence le fait que la vision catastrophiste liée à l'anticipation du pic pétrolier entraîne une seconde autour de la pérennité du mode de vie rural qui caractérise le nord du département du Lot. Les craintes habituelles liées à l'appauvrissement, à la désertification des campagnes, à la non-reprise des exploitations agricoles suite à des départs en retraite et à la fracture urbain / rural existant dans un certain nombre de régions françaises se voient renforcées par les conséquences futures de la raréfaction des énergies fossiles chez les personnes ayant pris conscience de ce problème. Des agriculteurs lotois expriment en effet leurs craintes concernant l'avenir des villages dans lesquels ils vivent : ils expliquent que l'hyper-mobilité caractéristique de la société de l'automobile réduit considérablement les temps de déplacement entre les zones urbaines et les zones

rurales.

« Il y a un rapprochement ville – campagne. On critique beaucoup la voiture, mais c'est ça qui a du positif : on va à la ville en un rien de temps, de la ville on arrive à la campagne en un rien de temps. »<sup>25</sup>

Malgré les vides existant dans le maillage du territoire par les infrastructures ferroviaires, l'extension considérable du parc automobile au cours des dernières décennies a permis à la plupart des ruraux d'atteindre facilement et rapidement les services et les ressources offerts par les villes.

La question de la résilience locale prend tout son sens lorsque, comme les transitionneurs lotois, on anticipe à la fois de grandes difficultés de transport, avec une diminution de la circulation automobile en raison du renchérissement du pétrole et, à terme, de sa quasi-disparition ; et une inaction des pouvoirs publics vis-à-vis du risque d'enclavement profond de ces territoires ruraux dans une ère post-pétrolière.

Le défi de la Transition dans ce type de territoire rural est donc de trouver des réponses à ce choc futur. Sur la question des transports comme sur celle de l'agriculture, le discours actuel des Lotois – qui rejoint en général celui tenu par les initiatives de Transition haut-garonnaises – oscille entre deux idéaux.

D'une part, la volonté de revenir à un mode de vie assez proche de celui de la France majoritairement rurale d'autrefois (celle qu'ont connue les plus anciennes générations, dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> Siècle), marqué par une certaine autarcie et une forte autonomie alimentaire.

D'autre part, l'envie de ne pas retomber dans l'isolement qu'ont connu les générations anciennes en inventant à la fois de nouvelles formes de mobilité permettant de ne pas se couper totalement des villes et villages voisins, et de nouvelles techniques agricoles non polluantes et à même de couvrir la majorité des besoins de la population, techniques parmi lesquelles la permaculture est fréquemment citée.

---

25 Transition au pays : une aventure lotoise, Frédéric Sibille et collectif Lot en Transition, 2012.

## 2 - Une « émancipation sous contrainte »<sup>26</sup> ?

« La situation est inquiétante, mais les solutions sont réjouissantes »

On le voit, l'anticipation d'une rupture dans les conditions de vie d'une population pousse une minorité de citoyens à envisager des stratégies d'adaptation et à imaginer le futur du territoire. La pensée politique de la décroissance affirme elle aussi la nécessité et l'inéluctabilité d'une rupture radicale avec le mode de développement actuel, passant notamment par la diminution de la consommation matérielle. Même si ce mémoire a pour objectif principal l'étude du mouvement de la Transition, nous serons amenés à évoquer régulièrement les objecteurs de croissance et le mouvement dit de la « décroissance ». Outre cette approche commune selon laquelle la rupture est souhaitable mais est surtout inéluctable, nous avons cherché dans notre démarche de recherche à comparer les idées de ces deux mouvements pour deux raisons principales :

1) Tout d'abord, le fait que les deux mouvements sont considérés par beaucoup de militants et d'observateurs comme « cousins ». Ils sont tous deux apparus au début des années 2000 : on situe généralement l'émergence d'un mouvement militant pour la décroissance aux alentours de la période 2000-2002. Il est important de préciser que la pensée « décroissanciste » est beaucoup plus ancienne, puisque deux des auteurs de référence sur le sujet, Nicholas Georgescu-Roegen et Ivan Illich, ont fait connaître leurs idées dès les années 1970, dans la foulée du rapport du Club de Rome, *Halte à la croissance ?*<sup>27</sup>, publié en 1972.

Cependant, on peut considérer que le militantisme politique pour la décroissance date de la dernière décennie, avec l'apparition concomitante de partis politiques pour la décroissance<sup>28</sup>, d'un journal d'opinion exclusivement consacré à ce thème<sup>29</sup> et l'émergence des idées de la décroissance dans le débat politique. Le mouvement de la Transition s'est développé en parallèle en Irlande et au Royaume-Uni aux alentours de 2005.

Le développement des deux mouvements s'est donc fait de manière simultanée, et ceux-ci se sont chacun inscrits dans un cadre plutôt national : l'objection de croissance en France et la Transition dans les îles britanniques ; pour cette raison, la Transition a un temps été considérée en France

---

26 Szuba Mathilde, *Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence*, Mouvements, 2010/13 n°63, pp. 130-136

27 *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance*, Club de Rome, 1972

28 Citons le MOC (Mouvements des Objecteurs de Croissance) ou le PPLD (Parti Pour La Décroissance)

29 Le mensuel *La Décroissance*.

comme un équivalent britannique de la décroissance.

2) La deuxième raison du rapprochement que nous faisons concerne la proximité culturelle et « idéologique » entre la Transition et l'objection de croissance : de nombreux transitionneurs se sont engagés dans une démarche décroissanciste dans leur vie personnelle. Ils cherchent ainsi à adopter un mode de vie caractérisé par la sobriété et la frugalité.

« Moi à mon niveau je suis plutôt décroissant, j'ai changé mon mode de vie, divisé mon salaire par 2, réduit mes émissions de CO2... »<sup>30</sup>

Cette recherche de sobriété dans la vie quotidienne passe par une autolimitation des individus en termes de consommation matérielle. Le slogan « *moins de biens, plus de liens* » illustre cette démarche. La surconsommation de biens matériels, le gaspillage ou l'hyperactivité permis par une société d'abondance et ultra-connectée pourraient laisser place à un mode de vie plus frugal, laissant aux individus le temps de profiter des relations familiales ou de voisinage.

La tendance à l'hypermobilité pourrait de même être remise en cause, pas seulement en raison d'une augmentation radicale des coûts de transports, mais avant tout de manière volontaire afin de se réappropriier les notions de temps et de distance. Claire, membre du collectif Auterive en Transition et enregistrée à l'occasion d'un repas du groupe à Auterive, nous livre un certain éloge de la lenteur :

« On essaie de ne jamais prendre l'avion, c'est une règle qu'on s'est fixés. Pour voyager, on prend le temps qu'il faut, on réapprend à voyager, le voyage c'est long, aller d'un point A à un point B, c'est loin. Aujourd'hui, on veut faire énormément de choses dans une même journée, parce qu'il y a cette possibilité grâce aux transports, on veut toujours en faire plus, et finalement on perd la notion du temps et on se crée des besoins ».

Cette proximité apparente entre différents mouvements écologistes catastrophistes et prônant la sobriété ne doit cependant pas cacher les spécificités du mouvement de la Transition, que nous continuerons à étudier tout au long de ce travail.

Les transitionneurs soutiennent donc l'idée selon laquelle les sociétés occidentales sont amenées à décroître dans un futur proche, que cette décroissance soit choisie ou subie. Mais cet état d'esprit est distinct de celui qui est à l'origine de leur engagement dans la Transition. Celui-ci se caractérise notamment par la volonté de développer une *vision positive* du changement. Selon eux, la situation difficile que nous connaissons aujourd'hui doit être un tremplin vers le changement de modèle économique et social et pousser à construire non seulement la résilience du territoire, mais une résilience conduisant à des conditions de vie meilleures que celles que nous avons connues et que

---

30 Entretien avec Benjamin M., Toulouse en Transition.

nous connaissons.

Le postulat de départ est le suivant : un avenir plus pauvre en pétrole pourrait être préférable au présent, si la démarche de Transition est effectuée assez tôt, que la population locale est mobilisée, et qu'un minimum de créativité est intégré dans les projets. Dans ces conditions, il n'y aurait pas de raison pour que la qualité de vie actuelle soit altérée. Au contraire, cet avenir rendu possible par la résilience du territoire se baserait sur une économie relocalisée et plus dynamique qu'aujourd'hui, notamment dans les régions rurales ou les zones en décroissance démographique, il verrait une population moins stressée et plus heureuse, un environnement mieux préservé et une plus grande stabilité. En d'autres termes, « *la descente énergétique est une réalité inévitable, mais aussi souhaitable.* »<sup>31</sup>

L'idée est donc de se convaincre que l'on vivra mieux dans une société d'après-pétrole. Le titre du rapport « Mieux vivre à Toulouse après le pic de pétrole »<sup>32</sup>, qui n'a pas été choisi au hasard, en est une illustration. L'objectif de résilience n'est donc pas de se donner les moyens de conserver totalement le mode de vie actuel basé selon les transitionneurs sur une attitude prédatrice vis-à-vis des ressources naturelles, des relations sociales distendues, un manque de coopération à l'échelle locale et une grande vulnérabilité face aux crises économiques et écologiques ; il est en réalité de saisir l'opportunité que représente la raréfaction des énergies fossiles pour concevoir un mode de vie plus sobre.

Cette idée selon laquelle une situation a priori catastrophique, remettant en cause le confort de vie de la population occidentale à court terme et même la survie de l'espèce humaine à plus long terme, peut déboucher sur une amélioration des conditions de vie (spirituelles, sociales, et même matérielles) peut se résumer par cette expression de « catastrophisme positif » ou de « catastrophisme optimiste ». Cela renvoie également à une phrase souvent entendue au sein du mouvement : « *la situation est inquiétante mais les solutions sont réjouissantes* ».

L'injonction à être positif et à trouver de quoi se réjouir, prendre du plaisir, passer de bons moments s'avère être une sorte de leitmotiv pour pouvoir avancer en tant que transitionneur. En s'écartant d'autres mouvements que l'on pourrait aussi qualifier de catastrophistes, tels le survivalisme ou les mouvements suivant les divers prophètes de l'apocalypse, la Transition veut se servir de la

---

31 Rob Hopkins, op.cit.

32 Ce rapport a été réalisé par un groupe de transitionneurs afin d'évaluer la capacité de résilience de Toulouse et les possibilités de l'améliorer. Il agit comme un véritable programme de transition à destination des décideurs, dont nous reparlerons en détail dans les parties 2 et 3.

catastrophe comme une d'opportunité pour éveiller les consciences et enclencher une dynamique positive de changement, de transition vers un mode de vie plus agréable.

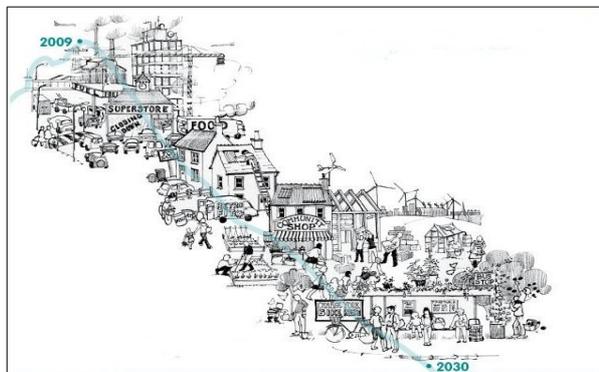
Deux outils sont mobilisés pour enclencher, puis conserver une dynamique positive : la « vision » et la « célébration ».

## **2.1. La vision : imaginer un avenir positif**

Le mouvement écologiste cherche parfois à faire prendre conscience au grand public de la gravité de la situation climatique en présentant un monde effrayant et qui est pourtant susceptible d'advenir rapidement si la communauté internationale n'agit pas pour enrayer cette tendance.<sup>33</sup> Les scénarios apocalyptiques présentés par le cinéma hollywoodien (les films *2012* ou *The Day After*) régaleront les cinéphiles, mais ont pour particularité de présenter des visions extrêmement noires de l'avenir, marquées par l'impuissance des Hommes face à la révolte de la Nature. Rob Hopkins, le fondateur de la Transition, aurait pourtant pu trouver sa place derrière la caméra de Roland Emmerich, avant que la catastrophe ne survienne dans le monde réel, afin d'aider la population à se construire une image mentale de l'avenir si séduisante que les individus se sentiraient instinctivement attirés par elle.



Scène apocalyptique d'un monde sans pétrole : voitures abandonnées, banlieues pavillonnaires désertées (photo Lonely Angel).



La vision positive d'une ville en transition en 2030  
Source : *Manuel de Transition*.

Le mouvement a ainsi théorisé une phase essentielle de la mobilisation autour de la Transition : celle de la « vision ». La Transition invite ainsi les individus à se projeter dans le futur et à se

<sup>33</sup> Un exemple avec le livre de Nicolas Hulot, *Le syndrome du Titanic*, Broché, 2004.

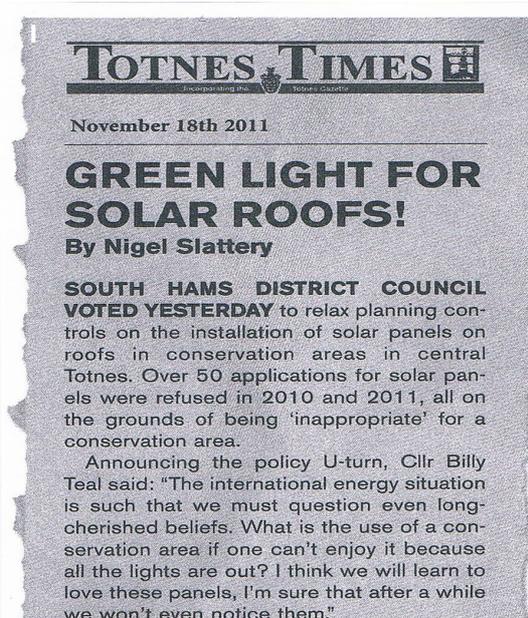
représenter leur ville dans plusieurs années ou plusieurs décennies, dans le contexte post-pétrolier et après avoir entamé une démarche de transition.

L'idée de départ est ainsi de produire une image mentale du futur qui soit extrêmement positive et pousse les individus à agir de manière à concrétiser cette situation imaginée. Les théoriciens de la Transition se sont pour cela inspirés du travail réalisé par John Croft, consultant en développement de projet, qui a imaginé le modèle du « rêve du dragon » (*dragon dreaming*)<sup>34</sup>, modèle préconisant de mener un projet en quatre étapes : le rêve, la planification, l'action, puis la célébration.

La première étape, qui nous intéresse particulièrement ici, est celle du rêve. Les individus se projettent ainsi dans l'avenir en se posant plusieurs questions :

- Que se passerait-il si... ?
- A quoi ressemblerait ce projet ?
- Cela vous semble-t-il être une bonne idée, cette vision est-elle attrayante ?
- Pouvez-vous imaginer votre ville avec... ?
- Ne pensez-vous pas que ce serait formidable si les gens avaient accès à ... ?

Les transitionneurs sont de ce fait invités à décrire leur ville dans plusieurs années en faisant preuve d'optimisme et d'imagination. Cet exercice est souvent mobilisé dans les initiatives de transition, à commencer par la ville pionnière de Totnes, où des citoyens ont commencé à écrire des *Transition Tales* (des contes de la Transition).



Exemple de « conte de la Transition » écrit à Totnes.

34 <http://www.dragondreaming.org/trainer/john-croft/>

Dans cet extrait d'article rédigé par les transitionneurs de Totnes en 2007, est décrite la nouvelle politique municipale en matière d'énergie, premier pas vers la résilience de Totnes, particulièrement plébiscitée par la population.

Au cours de notre travail d'observation participante, nous avons pu constater l'utilisation d'un outil similaire de la part des membres du Collectif Auterive en Transition au cours d'un ciné-citoyen organisé sur le thème de la Transition.

Cette séance de ciné-citoyen avait pour objet de projeter le film « In Transition 2.0 »<sup>35</sup>, film présentant plusieurs initiatives de transition aux quatre coins du monde. Cette projection correspond à la phase de sensibilisation qui est prônée par le *Manuel de Transition* pour éveiller les consciences locales à l'urgence d'agir concrètement face au pic pétrolier et au changement climatique. Cette rencontre avec la population a rencontré un certain succès, environ 50 personnes étaient présentes en plus des membres du CAT et de quelques transitionneurs toulousains, venus partager leur expérience.

Elle a été l'occasion de transmettre la vision positive que promeut la Transition en distribuant à l'ensemble des personnes présentes des petites feuilles blanches appelées « bulletins de rêve », invitant les Auterivains à se projeter dans l'avenir et à développer une vision positive de leur ville à l'horizon 2020 ou 2030. Ils avaient ainsi l'opportunité de décrire à quoi ressemblerait un futur souhaitable à Auterive d'ici quelques années et quels types de projets pourraient y contribuer. L'initiative Toulouse en Transition ayant un peu d'avance sur sa voisine auterivaine, ses représentants ont pu encourager cette projection optimiste dans le futur de la ville en décrivant les projets collectifs engagés jusqu'alors à Toulouse.

Toutes ces initiatives sont inspirées du travail de Croft et Hopkins, qui présentent des outils et une méthodologie extrêmement détaillés dans le *Manuel de Transition*. Une deuxième technique visant à maintenir une dynamique positive au sein du groupe y est également expliquée : la célébration.

---

35 *In Transition 2.0*, réalisé par Emma Goude, 2012.

## **2.2. Les phases de célébration et la dimension festive de la Transition**

La « célébration » est considérée comme une étape essentielle dans la vie d'un groupe de transition. Elle doit permettre à chacun de passer un moment agréable avec les autres transitionneurs, pour conserver un esprit positif et l'envie de continuer à travailler ensemble. La phase de célébration doit également être l'occasion d'effectuer un bilan de toutes les choses positives que la communauté a pu accomplir depuis le lancement de l'initiative de transition, afin de prendre conscience de la capacité du groupe à agir ensemble :

« Il faut se renvoyer une image positive pour avancer »<sup>36</sup>

Devant l'engagement personnel qui est nécessaire à l'implication dans la transition comme dans tout engagement militant – le temps, la disponibilité, l'énergie, la motivation – il est donc important de procéder à la célébration de ce qui a été accompli.

Celle-ci peut prendre la forme d'une ré-énergisation du groupe, pour lui permettre de continuer à avancer, l'idée étant de repartir d'un évènement lié à la Transition avec plus d'énergie que l'on n'en avait en arrivant. Une poignée de membres de Toulouse en Transition a ainsi profité d'une période d'intense activité militante pour se retrouver dans un cadre différent et retrouver un état d'esprit convivial et dynamique :

« - Un truc, qui a marché, c'est la célébration, par exemple la rando dans la montagne noire. On a fait de la relaxation là-haut, des techniques de marche méditative, uniquement pour faire de la détente. On discute, on fait un pique-nique sympa en étant là-haut, le genre de journée qui te ré-énergise.

**-Et cette ré-énergisation pour pouvoir repartir de l'avant ensuite, c'était l'objectif, c'était voulu ?**

-Oui, c'était vraiment conscient, et ça a marché »<sup>37</sup>

Nous avons pu assister à un autre exemple de la mise en application de cette phase de célébration au cours d'un évènement organisé par le groupe Toulouse en Transition au début de l'été 2014. Alors que les mois précédents avaient été riches en projets, réflexions et activités diverses liées à la Transition, le groupe a décidé d'organiser un pique-nique collectif dans la campagne toulousaine : cet évènement mettait en scène la vision que les transitionneurs se font de la vie à Toulouse dans une ère décarbonée et sevrée du pétrole : recettes locavores avec des aliments exclusivement issus de la région toulousaine, convivialité, randonnée à vélo jusqu'à une plage au bord de la Garonne fréquentée par de nombreux Toulousains voilà quelques décennies, avant la généralisation des week-ends au bord de la Méditerranée.

---

36 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

37 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

Par ailleurs, la célébration met en évidence la dimension festive de la Transition que veut promouvoir le mouvement, l'essentiel étant de faire comprendre aux individus que le deuil de l'ère pétrolière peut et doit se faire dans la joie et la convivialité.

« People need to know it will be a fun occasion, what will be happening, and what's being celebrated. »<sup>38</sup>

Comme le résume une transitionneuse toulousaine, « *on peut être militant et ne pas être triste* ». On retrouve cette attitude dans d'autres mouvements sociaux. La vision positive de la lutte, la volonté d'aller de l'avant, d'entretenir la flamme lors d'un combat social, aussi difficile soit-il, est souvent indispensable pour maintenir la dynamique de la mobilisation. N'oublions pas que les transitionneurs ont pour beaucoup été auparavant actifs – ou le sont en parallèle – dans d'autres organisations, politiques ou associatives. Mais cette injonction à positiver, qui plus est associée à la forte volonté d'agir, de créer, de développer des projets créant du lien et de la convivialité, est particulièrement présente dans le mouvement de la Transition.

Diverses techniques d'animation de groupe sont également utilisées par les transitionneurs pour permettre aux participants aux événements de se quitter dans un état d'esprit positif et suscitant l'envie de se retrouver ultérieurement. À titre d'exemple, les forums ouverts se concluent par un « tour de table » (la table regroupant parfois près de 100 personnes...) au cours duquel chacun et chacune est invité-e à choisir un mot pour qualifier ce qu'il/elle a vu, entendu, ressenti ou aimé au cours de la rencontre. Cela suscite en général une émulation assez forte parmi les participants et permet à la rencontre de se clore sur une touche joyeuse et optimiste.

Cette posture positive prise par le mouvement de la Transition vise à éviter un certain nombre d'écueils conduisant à l'inaction, auxquels pourrait conduire la prise de conscience d'une grave crise énergétique et environnementale :

- Le déni : « le réchauffement climatique est une invention » ; « cela ne va pas bouleverser tant que ça notre mode de vie ».
- L'optimisme béat : « tout ira bien, la science et notre créativité permettront de trouver des solutions » ; « il suffira de trouver d'autres sources d'énergie ». Ce que Richard Heinberg, spécialiste des questions énergétiques, appelle l'attitude du « *waiting for the magic elixir* ». <sup>39</sup>

---

38 <http://www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins> (Blog de Rob Hopkins).

39 Richard Heinberg, *Powerdown : options and actions for a post-carbon world*, Clairview Books, 2004.

- La peur paralysante : « la situation est désespérée, nous ne pouvons rien faire ».
- la réponse survivaliste : « sauvons nos proches et nous-mêmes et allons vivre en marge de la société ».
- Le cynisme moraliste : « de toute manière l'Homme a fait n'importe quoi, donc tant pis pour lui ».

De même que la théorie économique des institutions a prouvé depuis longtemps le rôle joué par l'optimisme et la confiance dans le fonctionnement de l'économie, l'optimisme, la convivialité et la célébration des réussites apparaissent nécessaires pour provoquer le changement dans le cadre d'une initiative de Transition. Le renforcement de la dynamique collective s'accompagne cependant d'une démarche de changement « intérieur » et individuel, mobilisant des outils issus cette fois de la psychologie du changement.

### ***Chapitre 3 – La transition intérieure : se changer soi-même pour changer de modèle***

Les premières rencontres organisées par les membres fondateurs d'une initiative de transition suscitent naturellement de la curiosité et un intérêt certain de la part d'individus déjà actifs au sein du secteur associatif. La question s'est donc parfois posée de savoir si la Transition, par sa volonté de faire agir ensemble une ville ou un quartier pour construire un modèle local plus soutenable, ne se réduisait pas au bout du compte à un « assemblage des bonnes volontés » visant à améliorer le cadre de vie et les relations sociales au sein de la collectivité. La Transition est pourtant plus riche que cela, et nous allons maintenant développer un aspect qui le démontre : la mobilisation systématique de méthodes issues de la psychologie du changement.

## **1 - L'approche psychologisante et la transition intérieure**

*« Ce n'est pas seulement le système qu'il faut changer, mais aussi nous-mêmes »*

Un grand nombre de transitionneurs pense que la radicalité du changement sociétal qu'ils imaginent voir advenir pourrait affecter profondément les individus, y compris au niveau moral. La construction d'un territoire autonome et résilient devrait ainsi s'accompagner d'une préparation psychologique au choc que représenterait le basculement vers un monde sans pétrole. La Transition se caractérise donc par une approche psychologisante du changement de modèle.

### **1.1. Un guide de la transition qui prône une forme de voyage spirituel pour mettre son esprit «en transition»**

Le réseau des Villes en Transition, qui prend la forme d'une association, le « Transition Network », a publié un guide de mise en place des initiatives de transition au Royaume-Uni.<sup>40</sup> Le «Transition Initiatives Primer» s'adresse à des Britanniques qui sont déjà au courant de l'existence des initiatives de transition et probablement déjà sensibilisés aux enjeux environnementaux. Ce guide comporte une dimension pédagogique, il constitue en quelque sorte un « kit » de création et de pérennisation d'une antenne locale du mouvement pour des individus souhaitant fédérer leurs concitoyens autour d'une démarche de transition dans leur ville ou leur village, et plus particulièrement d'un plan de descente énergétique (Energy Descent Action Plan). Ce type de pédagogie n'est pas rare parmi les mouvements sociaux et les diverses associations ayant notamment pour objectif de conscientiser et de mobiliser les citoyens autour d'une « cause ».

Cependant, la particularité de cette cause tient au fait qu'elle est « englobante », si l'on peut dire, dans la mesure où elle invite les individus à s'engager dans quelque chose d'extrêmement large et ambitieux, c'est-à-dire la création du « bien vivre » ou du « mieux vivre », tant du point de vue personnel que de la vie en société. L'engagement dans la Transition n'est pas anodin, dans la mesure où il correspond à une volonté de changer radicalement et directement son propre mode de vie, de changer son rapport à la nature, à la consommation, de changer ses relations avec ses voisins et les autres habitants de la ville.

La démarche à effectuer pour mobiliser autour de soi et pour être soi-même « en transition »

---

<sup>40</sup> *Le Transition Initiatives Primer*, Ben Brangwyn et Rob Hopkins, Transition Network, 2008.

s'apparente à un voyage spirituel permettant aux individus de se détacher de la manière la plus douce possible de leur mode de vie gourmand en énergie et insoutenable d'un point de vue environnemental. Il nous semble que cela va au-delà de la conscientisation autour d'une cause, étape au cours de laquelle l'individu prend conscience des enjeux ayant provoqué une mobilisation, et éventuellement envisage d'intégrer cette mobilisation. Alors qu'elle s'écarte généralement d'un discours idéologique et se veut extrêmement pragmatique (cf. Partie 2), la Transition dépasse l'injonction à agir pour soi et pour la collectivité en promouvant un travail sur soi-même, sur ses peurs et ses capacités à dépasser celles-ci.

« The Transition Model has a place where people can move through their fears and into a place of action »<sup>41</sup>

Cette idée selon laquelle l'implication dans la transition est tellement forte qu'elle nécessite un voyage spirituel figure de manière quasi-explicite dans le *Primer* :

« Each individual needs to evolve away from addiction to oil and a whole raft of ecologically devastating practices [...] and each of us needs to travel closer to a heartfelt understanding that if we want to stay living on Earth, we'll have to weave ourselves back into the fabric of the planet [...] This journey involves fully feeling the unbearable weight of accountability. »

Cela s'apparente même à une thérapie, qui serait préalable à l'engagement. Celle-ci peut s'avérer douloureuse pour certains, et les auteurs recommandent à ceux qui se lancent dans cette « thérapie » (le mot n'est pas mentionné) de s'assurer d'un soutien moral d'autres personnes engagées dans la même démarche.

« For some, it involves feeling the pain of the planet, and that can be overwhelming. This journey under realisation is best undertaken with fellow travellers to share the burden and provide support. Taken alone, it's a lonely path, that many, lacking sufficient emotional support, turn back from. »

On peut aussi considérer, même si cela n'est pas mentionné comme tel, que ce travail d'introspection s'apparente à la recherche de l'émancipation personnelle, c'est-à-dire à la sortie d'un mode de vie considéré comme *aliénant*. Cette dimension apparaît de manière caricaturale dans le film *In Transition 2.0* :

« Transition gave me sort of a sense of a purpose in my life »<sup>42</sup>

---

41 Rob Hopkins, *The Transition Handbook*, op.cit.

42 Un membre de Moss Side en Transition.

Cependant, on retrouve très régulièrement cette idée que l'adoption d'un mode de vie sobre, peu consumériste, frugal, basé sur la simplicité volontaire permet de retrouver une vie bien plus enrichissante d'un point de vue personnel, une vie également marquée par plus de convivialité et de liens humains qu'auparavant. Cette nouvelle vie, en quelque sorte, est opposée à une ancienne vie aliénante et peu satisfaisante malgré la satisfaction superficielle que pouvait générer la consommation d'objets matériels.

On note dans le guide que nous avons mentionné la présence de quelques termes qui poussent l'individu à changer de regard sur le monde, sur lui-même, voire à faire corps avec son environnement (« feeling the pain of the planet »), ce qui n'est pas sans rappeler la mouvance de l'écologie profonde, qui cherche à dépasser la posture anthropocentriste.

Bien évidemment, il faut veiller à ne pas considérer par principe ce guide comme le reflet de l'approche de l'ensemble des transitionneurs à travers le monde. Au même titre qu'avec le *Manuel de Transition*, ouvrage de référence dans le monde de la Transition, les initiatives utilisent ce type de guide comme des points de départ et l'action collective est libre de partir dans des directions non envisagées au départ. Nombreux sont les Territoires en Transition initiés par d'anciens militants écologistes ou altermondialistes et qui voient la Transition comme un outil d'action concret sur leur territoire, sans nécessairement donner un caractère primordial à cet accompagnement psychologique. Pourtant, l'étude effectuée sur le terrain en Haute-Garonne et la documentation qui existe sur le modèle transitionnel britannique confirment que la Transition peut adopter dans les faits cette approche psychologique.

## **1.2. Les « Heart and Soul groups » : l'appui du collectif pour réaliser la transition intérieure**

« S'il n'y a pas de révolution intérieure individuelle, il ne peut pas y avoir de révolution collective »<sup>43</sup>

La démarche d'adaptation psychologique au changement a fait l'objet d'une véritable réflexion de la part de l'auteur du *Manuel de Transition*. Hopkins encourage effectivement les transitionneurs à créer des « Heart & Soul groups ». Ceux-ci agissent comme soutien aux différents membres, doivent leur permettre de s'exprimer, d'échanger sur leur ressenti, de se soutenir mutuellement. De nombreuses initiatives britanniques possèdent déjà leur « Heart and Soul group », pratique qui est jusqu'à présent un peu moins développée en France. Cependant, il existait encore

---

43 Agriculteur lotois cité dans *Transition au pays, une aventure lotoise*, op.cit.

récemment un groupe dit de « transition intérieure » à Toulouse.

Ces groupes peuvent presque être assimilés à des cellules psychologiques s'insérant dans un dispositif local de Transition. Ils visent à offrir aux membres un espace de réflexion sur eux-mêmes, leur intimité, les difficultés qu'ils rencontrent, et créent une structure permettant aux membres de se soutenir mutuellement dans leurs démarches. Les transitionneurs définissent ce type de groupe comme un espace de support et de dialogue entre les membres. Peut-être est-ce cette originalité qui a conduit certains à comparer la Transition à une nouvelle «secte écologiste».<sup>44</sup>

### **1.3. Une philosophie qui se rapproche de la mode du développement personnel ?**

Ainsi, les journalistes de la chaîne de télévision Arte s'interrogent. « *Sommes-nous encore dans l'écologie ou dans le développement personnel ?* ». La revue *Sciences Humaines* décrit ce dernier concept en ces termes : « les techniques de développement personnel visent à la transformation de soi : soit pour se défaire de certains aspects pathologiques (phobie, anxiété, déprime, timidité), soit pour améliorer ses performances (mieux communiquer, gérer son temps, s'affirmer) ». <sup>45</sup> Il vise en général à donner aux individus le pouvoir de contrôler leurs peurs et de rechercher leurs forces de caractère, le tout en conservant une vision résolument optimiste quant à l'avenir et à leurs capacités personnelles.

Michael Ferrari, consultant auprès d'entreprises se définissant comme un « coach en développement personnel »<sup>46</sup>, a d'ailleurs mis au point un schéma présentant certaines similitudes avec la démarche de changement individuel prônée par la Transition.

---

44 *Global Mag*, Arte, 3 février 2010.

45 « Apprendre à vivre. Des philosophies antiques au développement personnel », *Les Grands dossiers des Sciences Humaines*, n° 23, juin-juillet-août 2011, p. 76.

46 esprit-riche.com

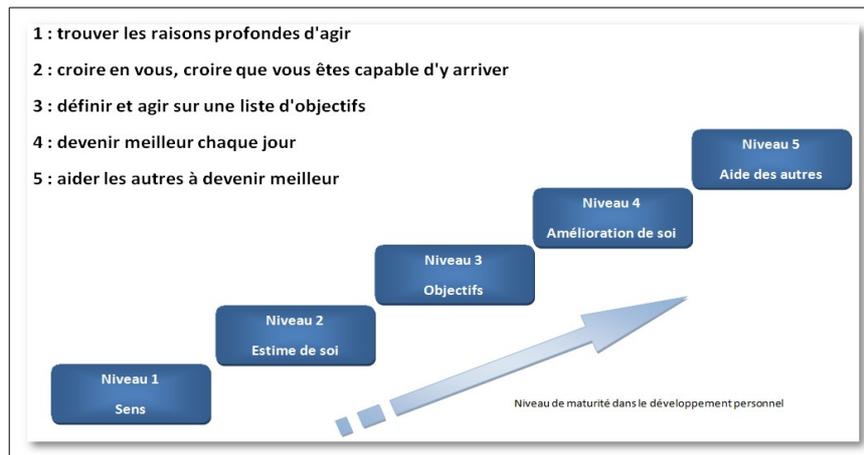


Schéma réalisé par Michael Ferrari, présentant une matrice de maturité

Cette matrice propose ainsi une structure en plusieurs étapes, invitant les individus à se formuler des « raisons profondes d'agir » et à trouver les ressources pour mettre cela en pratique. La conviction que chacun peut changer le cours de sa vie en se fixant au préalable un plan d'actions avec une liste d'objectifs rappelle les méthodes prônées par les théoriciens de la Transition, de même que la solidarité et l'entraide avec les autres individus effectuant la même démarche, attitude qui fait penser au modèle des groupes de transition intérieure.

Les membres de Toulouse en Transition ne rejettent pas cette comparaison avec le développement personnel et autres méthodes de coaching, mais ils insistent toutefois sur la dimension collective du processus : le changement doit être effectué collectivement, les uns avec les autres, et doit s'inscrire dans le cadre de projets menés avec les membres de la communauté des transitionneurs.

**« - Que penses-tu de cette approche psychologisante qu'on retrouve dans la Transition ?**

- J'y suis plutôt favorable. Pour ce que j'en sais, avant l'émergence de la Transition, j'avais une séparation entre des mouvements tournés vers l'action et ceux qui insistent sur la dimension intérieure, le côté personnel. Je pense que l'avantage de la Transition c'est d'équilibrer les deux. Les deux sont complémentaires : on agit et on prend aussi en compte l'intérieur et l'individu. »<sup>47</sup>

Cet extrait illustre la dimension parfois « totale » qui peut caractériser l'engagement dans la Transition : on agit sur son environnement et son territoire et cela est accompagné d'un travail sur soi-même, d'une conversion à un nouvel état d'esprit, une forme de désintoxication.

<sup>47</sup> Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.



Couvertures de *Psychologies magazine*, mars 2010 et septembre 2012. Des titres qui rappellent certains leitmotiv de la transition intérieure.

## 2 - Les freins à l'action : les apports de la psychologie du changement et de l'addictologie

La Transition fait appel à des connaissances issues d'un champ disciplinaire en théorie relativement éloigné de celui de l'écologie : la psychologie. La mobilisation des connaissances dans cette discipline est due à un constat : malgré l'ampleur et l'imminence du danger que représente la combinaison du pic pétrolier et du changement climatique, qui les obligera quoiqu'il arrive à changer leur mode de vie, les Hommes agissent peu.

Les théoriciens de la Transition font l'hypothèse suivante : c'est justement l'ampleur du changement à effectuer dans notre propre mode de vie qui nous empêche probablement d'agir. Par l'intermédiaire notamment des groupes de transition intérieure, les membres tentent ainsi d'engager un processus intime de changement, qui prend la forme d'un « sevrage » progressif de l'ère du carbone et du pétrole.

C'est le travail mené en collaboration avec le psychologue britannique Chris Johnstone qui a permis de mobiliser un certain nombre d'éléments pour mener à bien ce sevrage. Johnstone, qui s'est engagé avec Rob Hopkins dans la ville en transition de Totnes, est spécialiste de l'addictologie et il fait le lien entre les phénomènes de dépendance que peuvent connaître les alcooliques ou les toxicomanes et l'addiction au pétrole de nos sociétés occidentales contemporaines. Selon lui, le fait

de se trouver dans cette situation a pour conséquence l'incapacité à s'engager dans une démarche de changement par la simple prise de conscience du problème. La démarche de changement, et en l'occurrence de désintoxication, n'est pas une démarche *rationnelle*. Tout comme la vue d'inscriptions ou d'images extrêmement alarmantes sur les paquets de cigarettes pousse rarement les individus à arrêter de fumer, le simple fait de faire comprendre l'ampleur des problèmes énergétiques et climatiques n'empêche pas nos sociétés de continuer à fonctionner peu ou prou comme avant, ou de se contenter d'efforts *a minima*. Johnstone justifie ainsi le choix du terme «addiction» :

« Addictions refer to stuck patterns of behaviour that can be difficult to change even when we know they're causing harm. That's exactly what we've got with our current pattern of fossil-fuel use. »<sup>48</sup>

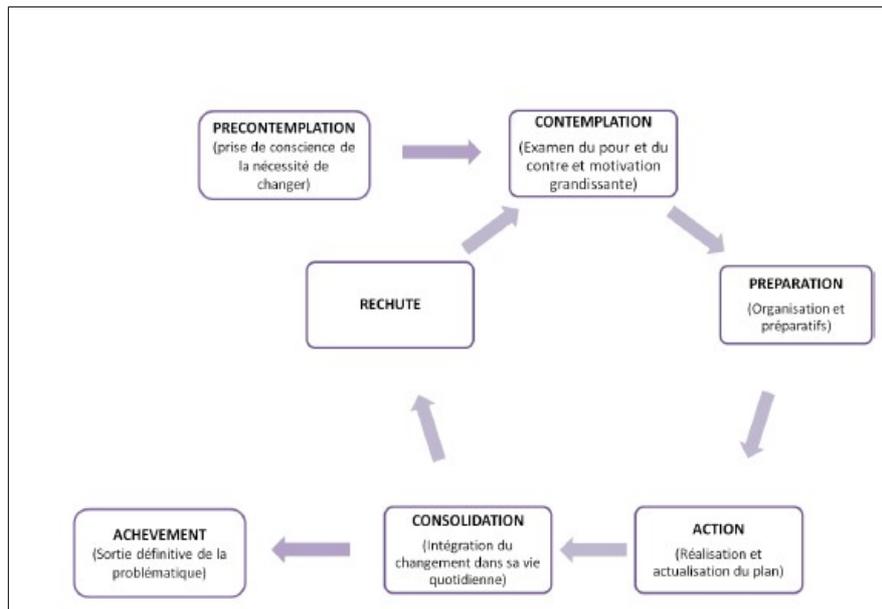
Ce terme très connoté permet selon lui de prendre la mesure du problème que nos sociétés connaissent. Les individus prendraient ainsi conscience de l'état de dépendance vis-à-vis du pétrole dans lequel ils se trouvent. Faire le constat d'une dépendance permettrait dans un premier temps d'expliquer et de s'expliquer à soi-même pourquoi il est si difficile de se séparer d'une substance ou d'une source d'énergie. Dans un deuxième temps, cela renvoie les individus vers des stratégies de désintoxication qui ont déjà fait leurs preuves dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie.

Hopkins et Johnstone s'appuient sur le travail pionnier de Carlo DiClemente<sup>49</sup>, qui propose un «Modèle Transthéorique du Changement» permettant d'expliquer les différentes étapes qui mènent un individu à agir, par exemple dans le cas d'une addiction à une substance néfaste. Selon DiClemente, le processus psychologique du changement est bien plus complexe qu'une simple prise de conscience du problème, suivie de la décision d'agir. Il rejette cette analyse simpliste en définissant un ensemble d'étapes qui séparent la prise de conscience de la nécessité de changer et l'action concrète autour de ce changement.

---

48 Chris Johnstone, cité par Rob Hopkins, *The Transition Handbook*, p. 86, 2008.

49 Carlo DiClemente, *Addiction and Change : how addictions develop and addicted people recover*, Guildford Publications, 2006.



Modèle transthéorique du changement

Source : DiClemente 2006

La prise de conscience de la nécessité de changer son mode de vie (c'est-à-dire ici de développer un mode de vie relocalisé, non dépendant du pétrole et des autres énergies fossiles) serait séparée de l'adoption effective d'un mode de vie différent par des étapes de contemplation, de préparation, d'action et de consolidation, toutes susceptibles d'être perturbées par une rechute du sujet et un retour à la phase initiale de dépendance. Il ne suffirait donc pas de savoir qu'une substance est dangereuse pour un individu ou pour la durabilité d'une société pour s'engager dans un processus visant à s'en passer.

« J'ai compris qu'on pouvait changer, mais que la démarche était assez longue et compliquée. Dans ta tête ça met du temps entre le moment où tu te dis « j'en ai marre » et le moment où tu te dis « je vais changer ». C'est vraiment l'approche de la Transition : il faut laisser aux gens le temps de mûrir le sujet. Le mouvement de la Transition est intelligent pour ça, avec la théorie du changement. Parce que le changement de comportement il est long et compliqué. Si tu veux que les gens changent, il faut pas uniquement leur donner des arguments rationnels, je pense que quasiment tout le monde est conscient qu'on a un problème et qu'on dépense trop par rapport aux ressources de la planète. Mais de là à te dire, « moi, personnellement je change », c'est long, et la transition l'a bien théorisé. Pour faire changer les gens, il ne suffit pas de les convaincre. »<sup>50</sup>

Outre ce modèle transthéorique du changement, les initiatives de transition peuvent s'appuyer sur un autre modèle développé par deux autres psychologues<sup>51</sup>, qui suggèrent une liste d'éléments indispensables à un processus de sevrage. Ce modèle est connu sous le nom de FRAMES,

50 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

51 Miller, Sanchez, « Motivating young adults for treatment and lifestyle change », in Howard G. (dir.), *Issues in Alcohol Use and Misuse by young adults*, University of Notre Dame Press, 1993.

acronyme reprenant les six éléments nécessaires au changement :

- **Feedback** (Annonce): une évaluation honnête du problème et de ses conséquences potentielles, afin de provoquer une prise de conscience
- **Responsibility** (Responsabilité) : une insistance sur le niveau de responsabilité personnelle que le changement requiert
- **Advice** (Conseils) : des conseils pour modifier les modes de vie individuels et les stratégies collectives
- **Menu of Options** (diversité d'options) : la projection dans le futur (la « vision »), permettant d'imaginer divers scénarios de changement
- **Empathy** (empathie) : il faut susciter le sentiment de s'engager dans une aventure collective, en étant optimiste et sans faire de reproches
- **Self-efficacy** (auto-efficacité) : estimation qu'une personne se fait de sa propre capacité à atteindre un but précis

En analysant la dépendance contemporaine au pétrole comme un phénomène addictif, la Transition se nourrit donc des apports de la psychologie du changement et de l'addictologie, en vue de comprendre les mécanismes conduisant à l'action ou à l'inaction individuelle et collective et en cherchant à provoquer les changements qu'elle juge nécessaires.

Ainsi, malgré les éléments qui rapprochent évidemment la Transition d'autres mouvements écologistes, le registre militant comporte certaines originalités : le travail d'introspection permettant aux membres de réaliser une « transition intérieure » pour accompagner leurs démarches militantes ; l'appréhension du changement socio-économique comme une désintoxication vis-à-vis de l'ère du pétrole ; la présence de rituels dans la vie du groupe, telles les phases de célébration désignées et vécues comme telles.

Une fois effectuées la prise de conscience des enjeux et la préparation au changement de mode de vie, se pose la question de l'effectivité de la démarche de la Transition. Les membres des initiatives locales doivent en effet trouver leur place, à la fois aux côtés d'une multitude d'associations et de mouvements sociaux présents sur le territoire, et vis-à-vis des institutions qui peuvent être

impactées de diverses manières par ce mouvement qui se veut *bottom-up* tout en proposant des changements radicaux dans l'organisation du territoire et dans les relations sociales.

# Partie 2 : Les formes de la mobilisation et l'insertion dans le système d'acteurs du territoire

Comment faire de Toulouse ou d'Auvergne des villes « en transition » réelle, c'est-à-dire des villes concrètement préparées à affronter les chocs tant redoutés ? Bâtir un territoire résilient n'est pas une mince affaire et nécessite d'agir vite, si l'on part du principe que les bouleversements écologiques sont imminents. Cela nécessite aussi une certaine efficacité dans la mobilisation et la réalisation des projets. Aussi se pose-t-on rapidement quelques questions : comment devenir une ville réellement *en transition* avec quelques dizaines d'individus motivés, représentant une infime minorité de la population ? Comment mobiliser les personnes non impliquées dans cette démarche ? Dans quelle mesure les pouvoirs publics peuvent-ils être un obstacle ou au contraire constituer une ressource pour réaliser la Transition ?

## Chapitre 1 - Une Transition qui se doit d'être inclusive

« Les écologistes organisent souvent des événements...pour les écologistes »<sup>52</sup>

La Transition, on l'a vu, se base sur la mobilisation des énergies humaines présentes sur le territoire. Le lien social est au cœur d'un mouvement qui, contrairement au simple survivalisme, cherche à agir collectivement et dans la sphère publique grâce à une conscientisation générale et le renforcement des échanges et de la solidarité.

### 1 – Catalyser les énergies existantes

L'une des idées essentielles de la Transition est l'idée selon laquelle la population et les structures associatives locales sont pleines de potentialités dans l'optique de la construction de la résilience du territoire. De nombreuses personnes et associations agissent ainsi déjà dans des

---

52 Kitty de Bruin, Salies en Transition, citée dans la revue *Silence !*, n° 417, novembre 2013.

domaines qui rentrent dans le champ de la Transition et dont les projets s'apparentent à ceux que la Transition veut mener. Beaucoup de structures et de personnes seraient quelque part d'ores et déjà «en transition», lorsqu'elles tentent de recréer une vie de quartier dynamique, de soutenir les producteurs locaux et les agriculteurs labellisés en bio, de promouvoir des modes de déplacement doux ou de favoriser le recyclage et la réparation des vieux objets.

L'approche encouragée par les fondateurs de la Transition sur ce sujet est de tenter d'agir comme un catalyseur des énergies existantes. Il serait essentiel de réseauter avec les associations existantes, de voir en elles des relais de la Transition et d'essayer de les intégrer dans une démarche commune. Les initiatives de transition naissantes tentent ainsi régulièrement d'organiser des événements communs avec d'autres groupes et associations ayant des objectifs proches des leurs.

L'action des autres structures doit être valorisée, et non pas remise en cause ou dupliquée au sein du mouvement. Cette volonté de travailler de manière complémentaire en vue d'atteindre des objectifs communs peut conduire une initiative de transition à s'allier avec une autre association voire à l'intégrer pour mener ensemble certains projets. Toulouse en Transition a en l'occurrence choisi de développer un groupe de travail autour de l'habitat participatif, ce groupe étant piloté par l'association *AlterHabitat du Midi Toulousain*.

Une initiative de transition ne manque donc pas de s'appuyer sur l'écosystème associatif local, mais elle peut inversement se transformer en support de l'action pour des individus ou des collectifs au départ extérieurs à la Transition. Elle peut en effet prendre la forme d'un tremplin pour des porteurs de projets individuels ou collectifs qui voient en une initiative de transition un soutien matériel ou organisationnel facilitant le développement d'un projet et offrant à son porteur la possibilité de rencontrer des personnes souhaitant s'investir dans le même domaine. Il est donc fréquent de voir arriver de nouvelles personnes à chaque événement ouvert organisé par l'association Toulouse en Transition, qui voient dans ces rencontres l'occasion de lancer un nouveau projet ou un nouveau groupe de travail. Le cadre de l'action se révèle extrêmement lâche, dans le sens où des projets de toute sorte, d'ambition et de durée très variables, peuvent voir le jour. Les « forums ouverts », organisés régulièrement par l'association, font l'objet d'actions de communication et de médiatisation de sorte qu'ils réunissent un grand nombre de participants, venant pour certains découvrir le concept de la Transition. Celui-ci est généralement présenté succinctement, de manière à effectuer le cadrage essentiel de l'action dans laquelle s'inscrit le mouvement, mais l'organisation de la soirée vise ensuite à faire émerger des idées nouvelles et laisse libre cours à l'imagination des

participants. Ce type d'évènements permet de mettre en relation des gens souhaitant travailler sur le même sujet et de lancer de nouveaux projets. Le caractère inclusif du mouvement est illustré par la présence d'individus actifs dans des associations visant également, à leur manière, à transformer la ville. Ainsi, des membres de Vélorution ou ayant contribué au lancement du Sol Violette, la monnaie complémentaire toulousaine, ont conscience des objectifs communs poursuivis par leur structure et par Toulouse en Transition et envisagent des manières d'intégrer leur activité au sein de l'initiative de Transition.

Les participants cherchant à recruter des collègues disposent d'un moment pour présenter leur projet et invitent les personnes intéressées à les rejoindre pour nouer des contacts et entamer les premières discussions sur les actions possibles à mener. Les membres fondateurs de l'association ne donnent ainsi qu'une impulsion de départ et laissent leurs collègues transitionneurs élargir le groupe des personnes impliquées. Le mouvement peut ainsi faire tache d'huile et se saisir de problématiques de plus en plus nombreuses, susceptibles d'attirer de nouvelles populations autour d'un projet parfois novateur, tel que la création d'un grand rucher mutualisé. Ce rucher toulousain, en cours d'élaboration, doit réunir une dizaine d'apiculteurs sur un même site avec une salle d'extraction commune et des locaux pour stocker et entretenir le matériel. Ce type de projet collectif doit faciliter les échanges d'expérience et de savoirs en matière d'apiculture et favoriser une production de miel localisée et peu consommatrice d'énergie.

En 2014, le nombre de contacts de l'association Toulouse en Transition s'élève à quelques centaines, et elle ne compte que quelques dizaines de membres actifs. L'association n'a cependant que quatre ans d'existence et est susceptible d'attirer de nouveaux membres par un simple phénomène de bouche à oreille vantant les réalisations concrètes d'un projet, qui peut être parfois ludique et porteur d'innovation sociale sur le territoire.

En tenant compte de ces observations, il serait possible d'assimiler les initiatives de transition aux «minorités actives» décrites par Serge Moscovici<sup>53</sup>. Selon le magazine Sciences Humaines, «*en proposant des solutions alternatives, les minorités actives jouent un rôle précieux d'agent novateur, de changement. Elles créent de nouvelles façons de voir le monde, d'autres modes de vie, apportent de nouvelles idées dans des domaines variés - des arts à la politique - et surtout amènent d'autres personnes à accepter ces changements, souvent sans qu'elles en aient conscience.*»<sup>54</sup>

---

53 Serge Moscovici, *Psychologie des minorités actives*, PUF, 1979.

54 Hors-série de *Sciences Humaines*, n° 42, automne 2003.

Pouvoir s'appuyer sur une population nombreuse, composée de profils divers et prenant connaissance du mouvement de la Transition par des entrées aussi différentes que la réflexion sur la transition énergétique ou la création d'un jardin partagé, semble être un des atouts principaux d'une association qui cherche à reconstruire un système local résilient en s'appuyant sur toutes les énergies et les bonnes volontés présentes dans la ville.

En ce sens, l'association a fondé il y a peu le collectif « Ensemble en transition », aux côtés de trois autres associations toulousaines :

- Les **Colibris**, le mouvement de Pierre Rabhi, qui se propose d'« explorer les dernières initiatives écologiques et citoyennes qui participent à construire la société de demain ». A l'instar de Toulouse en Transition, les Colibris ont une démarche particulièrement inclusive et mettent le lien social au coeur de leurs préoccupations.
- **Via Brachy**, qui promeut l'échange interculturel Nord-Sud et qui ambitionne de « créer un moteur générant des dynamiques, mettant des gens aux horizons divers dans le même mouvement de solidarité pour dépasser les différences et rencontrer l'Autre ».
- **Solidées**, acteur toulousain de l'économie sociale et solidaire, qui soutient le développement d'activités économiques ou culturelles, sociales, solidaires et responsables.

La création de ce collectif sous le label « Transition » confirme que la démarche de transition ne se limite pas à une association mais qu'elle peut concerner tout un ensemble d'acteurs. De même, elle montre la volonté du mouvement des Villes en Transition d'être inclusif et de consolider des liens avec des partenaires locaux.

## **2 – Relier les initiatives locales à la démarche de la Transition**

La volonté de consolider ou de recréer des formes de lien social est particulièrement prégnante. Pour les militants, la mobilisation ne doit pas et ne peut pas émerger simplement d'une prise de conscience collective des problèmes liés à la déplétion des énergies fossiles et au réchauffement climatique. Elle doit aller de pair avec une dynamique coopérative, créant ou activant des réseaux de solidarité internes à une ville ou un quartier. Les réseaux existants, même s'ils sont au départ déconnectés des questions écologiques, sont vus par certains transitionneurs comme des

relais d'une démarche locale de transition parce qu'ils :

- Cherchent déjà à promouvoir le vivre ensemble, à souder des communautés de voisinage, à promouvoir l'entraide (foyers regroupant éducateurs et associations diverses).
- Ont déjà su fédérer des groupes autour d'une démarche particulière et ont ainsi tissé des liens entre les habitants. On peut voir dans ces liens existants au sein d'une communauté un terreau favorable à une mobilisation ultérieure, un peu à l'image – toutes proportions gardées – des liens et des réseaux existant au sein de la communauté catholique qui ont favorisé à plusieurs reprises dans l'histoire récente une mobilisation rapide et massive sur des questions de politiques publiques (mariage pour tous...).

Les transitionneurs identifient donc parfois un potentiel de mobilisation dans ces structures et dans les individus qui les portent ou qui en sont les membres les plus actifs. Le Collectif Auterive en Transition cherche par exemple à s'appuyer sur un foyer regroupant des populations très diverses et qui pourraient à terme être incluses dans une démarche de transition à grande échelle.

« - Ce foyer, nous on le voit comme un relais de transition. Il y a des activités, au sein du foyer, il y a plein de choses, ça regroupe des publics très larges, des jeunes, des adultes, des gens en difficulté. Ça permet qu'ils se croisent à un endroit et fassent des activités ensemble. Ces foyers, ils sont dans la transition sans le savoir, enfin ils mettent pas ce mot dessus. Il y a des repas, des apéros, des rencontres de quartier, tout le monde vient.

**- Mais c'est juste un repas de quartier, ou il y a un lien avec les thématiques écologistes de la Transition ?**

- Pas forcément non, ils n'ont pas forcément cette approche écologique ou environnementale. Mais par rapport à ce qu'on voit des initiatives Transition en Angleterre, on se dit : telle asso à Auterive, elle le fait. C'est une dynamique locale. Et ces assos elles existent, mais elles sont indépendantes, et elles sont réellement actrices de la transition.

**- Même si elles ne s'intéressent pas au peak oil ?**

- Non, elles ne sont pas là-dedans au départ, [...] mais plutôt que de recruter des gens comme nous, un peu militants, c'est peut-être l'idée : se dire il y a un endroit, il y a un noyau de gens qui partagent *les* choses, qui partagent *des* choses, pas forcément des idées, pas encore mais bon ça pourrait venir, pour peu qu'on arrive à leur présenter la Transition, leur demander s'ils veulent faire quelque chose avec nous.... Leur faire partager des idées, alors qu'au départ ils partagent simplement des repas de quartier... Ça peut déboucher parce que les gens ont envie de continuer à faire des choses ensemble. C'est un noyau de gens qui veulent faire des choses, alors il faut saisir l'occasion. »<sup>55</sup>

De ce fait, la Transition apparaît comme un mouvement dont les limites sont floues et qui déborde largement du cadre de l'association. Le fondateur de Toulouse en Transition ne cherche d'ailleurs pas à promouvoir particulièrement son association, étant bien plus attaché à la démarche en elle-même. Il affirme publiquement que Toulouse en Transition s'est constituée en association uniquement pour des raisons organisationnelles, de manière à pouvoir organiser des événements

---

55 Entretien avec Christian L., Auterive en Transition.

publics en toute légalité et toute sécurité.

La volatilité des limites de l'initiative de Transition contraste ainsi avec la forte codification qui caractérise la démarche, celle-ci s'appuyant sur des guides tels que le *Manuel de Transition* ou des réseaux bien constitués, tels que le Transition Network à l'échelle internationale, ou « Transition France » dans l'hexagone. Ces réseaux ont la capacité de « labelliser » les initiatives locales qui demandent à les rejoindre et à se revendiquer « initiative de Transition ».

## **Chapitre 2 – Un écologisme apolitique ?**

La Transition présente un certain nombre d'originalités par rapport à d'autres mouvements sociaux. Le rapport qu'elle a avec la politique, la vie politique, les idéologies et programmes politiques, les rapports de forces politiques fait partie de ces originalités. L'approche positive que nous avons détaillée dans la première partie s'accompagne d'une recherche de pragmatisme dans les actions menées. Celle-ci semble parfois, par sa volonté d'éviter les clivages politiques et idéologiques qui peuvent survenir lorsque l'on parle d'une transformation radicale du modèle de développement des pays occidentaux, s'écarter de la logique conflictuelle propre à la politique.

C'est en tout cas le risque que peut comporter la dimension inclusive du mouvement : impliquer le plus grand nombre nécessite-t-il de dépolitiser pour faire disparaître les clivages ? C'est en tout cas la question qui est posée par certaines personnes issues de mouvements écologistes ou altermondialistes, qui pour certains critiquent vivement l'approche consensuelle adoptée par les Villes en Transition.

### **1 – La Transition fuit-elle la confrontation politique ?**

Un parallèle est souvent fait entre la Transition et la mouvance de l' « écologie sociale » portée durant la deuxième moitié du XX<sup>ème</sup> Siècle par Murray Bookchin<sup>56</sup>. Toutes deux font en effet l'analyse d'une crise à la fois sociale et environnementale, qui ne peut être réglée que par des actions décentralisées et localisées. Pourtant, la démarche de la Transition pousse Vincent Gerber, un

---

56 Murray Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, 1989.

héritier intellectuel de Bookchin, à accueillir celle-ci avec une certaine méfiance :

« Le plus plausible, c'est que en raison de sa volonté d'inclusivité [...], on évite la question du remodelage des institutions politiques, car on sait que cela engendrerait inévitablement une confrontation avec le pouvoir établi. [...] Tôt ou tard, la question politique devra se poser et tourner trop longtemps autour sans y préparer les gens est à mon sens une erreur. [...] Sortir de l'économie de croissance, sortir de la domination de ceux qui tiennent les moyens de production et des autres dominations institutionnalisées est une condition *sine qua non* pour que la Transition tienne ses promesses de mieux vivre. »<sup>57</sup>

Outre-Manche, deux militants sympathisants de la Transition se sont par ailleurs faits remarquer pour avoir formulé une « critique constructive » du mouvement. Dans *Un écologisme apolitique ?*, petit pamphlet paru en 2008 au Royaume-Uni<sup>58</sup>, ils remettent en question l'approche volontairement participative et inclusive de la Transition. Celle-ci, en ne désignant pas d'adversaire direct et en invitant l'ensemble de la société à changer dans un même élan, nierait les logiques de domination sur la Nature et d'exploitation des Hommes propres au système capitaliste.

Comment reconstruire des systèmes locaux écologiques et résilients sans s'opposer en parallèle à un projet de gazoduc à haute pression, source de revenus considérables pour certaines multinationales appuyées par les pouvoirs publics ? Les efforts de la société civile ne risquent-ils pas d'être anéantis par des politiques d'aménagement allant dans un sens différent ? Selon eux, « *une réelle transition doit impliquer création et résistance* ». Il serait en effet difficile de mener à bien un projet d'alimentation communautaire, de type épicerie solidaire, sans un mouvement fort et combatif prêt à engager des actions directes pour faire face au monopole des supermarchés ou aux cultures génétiquement modifiées.

Selon Chatterton et Cutler, il faudrait donc diversifier les stratégies d'action de la Transition. Ils rappellent à cet effet qu'une partie de la misère mondiale est causée par des conflits politiques et des crises économiques et environnementales provoquées par l'accaparement des ressources par quelques firmes occidentales. De ce point de vue, la Transition ne pourrait pas faire l'économie d'une réflexion plus poussée sur les relations économiques internationales et la domination des pays du Nord sur le Sud depuis le début de l'ère industrielle.

Par ailleurs, le changement radical annoncé et voulu par la Transition, qui se définit parfois comme une « révolution non-violente » pourrait remettre en cause la place et les privilèges acquis par

---

57 Antoine Lagneau, « Écologie sociale et Transition », entretien avec Vincent Gerber, *Mouvements*, 2013/3 n° 75, pp. 77-85.

58 Paul Chatterton, Alice Cutler, *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition*, Ecosociété, 2013.

certains au cours des dernières décennies. Les structures sociales seraient vraisemblablement bouleversées, et certains imaginent déjà une forte opposition de la classe supérieure à un tel changement. Cette question de la conflictualité inhérente à la transformation sociale prônée par la Transition n'est généralement pas négligée par les transitionneurs.

« Je suis partagé, j'aimerais que les choses se règlent par la non-violence, tout ça, mais ça ne marche pas toujours comme ça, et parfois on avance avec des conflits et des combats. »<sup>59</sup>

Ainsi, la volonté d'être inclusif et de ne pas alimenter trop de récupération politique des initiatives de transition poussent les groupes à se revendiquer plutôt comme « apolitiques ». Mais le danger qui est mis en avant par les critiques est que cette posture anti-conflit facilite justement la récupération d'éléments de la transition par le système capitaliste, qui développe un discours sur l'économie verte et le développement durable et pourrait mettre en avant des actions qui contestent en réalité le mode de fonctionnement de la Transition. Le risque serait le suivant : voir les initiatives de transition se vider de leur logique de sobriété, incompatible avec l'accumulation du capital et l'expansion des échanges qui favorise les acteurs du système capitaliste mondial. Certains transitionneurs ont vu dans le discours sur la « transition énergétique » un exemple de cette récupération du terme et de l'idée de « transition ».

## **2 - Une recherche de pragmatisme associée à une politisation épisodique des actions**

Les réflexions autour de l'écologie sociale et plus généralement autour des liens entre la crise écologique et les fondements du système capitaliste sont anciennes, et les porteurs actuels de ces réflexions ont rapidement ouvert le débat sur la capacité de la Transition à opérer un véritable changement de modèle. Pourtant, ce mouvement se veut avant tout pragmatique et juge que ce pragmatisme est au contraire la condition de son efficacité et de sa capacité à changer le système. Dès lors, comment conjuguer inclusivité et assurance que les principes fondamentaux de la Transition ne seront pas récupérés par des structures qui pourraient les vider de leur substance ? Nous avons donc interrogé les transitionneurs sur le thème du développement durable et sur les risques d'écoblanchiment (greenwashing) de l'économie que celui-ci pourrait favoriser.

« Le développement durable, c'est sûr que dans un certain sens c'est antinomique. »<sup>60</sup>

---

59 Entretien avec Christian L., Auterive en Transition.

60 Entretien avec Benjamin M., Toulouse en Transition.

**« - Le développement durable est-il pour toi compatible avec l'idée de la Transition ?**

- Non. Pour moi le développement durable, c'est un oxymore. Parce que développement égal croissance, et pour moi il faut décroître. Donc c'est pas durable, le développement. Il faut qu'on diminue, c'est clair.

**- Et que penses-tu du mouvement de la décroissance ?**

- Je les ai trouvés très sectaires. Après individuellement je les connais pas, mais c'est quand même très : « nous on a raison, les autres ils ont tort », il n'y a pas la démarche de compréhension de l'autre, il n'y a pas l'inclusion ni l'ouverture qu'il y a dans les Colibris ou la Transition. Nous, on est un mouvement qui dit : si on croit pas en l'Homme on y arrivera jamais. C'est un mouvement humaniste.

« La décroissance, comme tous les mouvements de gauche, tu sais... Une fois que t'as un ennemi t'es content mais tu fais quoi ? On s'en fout de l'ennemi, l'ennemi c'est nous, qui vivons complètement au-dessus de nos moyens au niveau énergétique. Eux ils vont dire les méchants lobbys, les gens plein de fric, les trop riches. Eux ils font peut-être que 1 pour 1000 du problème, mais les autres en Occident, ils font tout le reste. Donc tu vas pas dire à 90 % des gens « vous êtes des gros cons » ! C'est pas comme ça du tout que tu donnes aux gens envie de changer. Moi je trouve que si tu mets pas un peu de bonheur, tu changes pas. »

« Le mot « décroissance », ça passe pas. Tu dis aux gens ils faut décroître, ça passe pas. Moi je me disais, il faut appeler le mouvement « la décroissance ». Mais l'ennui c'est qu'il y a le dé-, et tout de suite Bouuuu, on va revenir à l'âge de pierre et ce genre de réflexions. »<sup>61</sup>

Les enseignements que l'on peut tirer de cette analyse des lignes de fractures qui existent au sein du mouvement écologiste sont assez éclairants.

Premièrement, le développement durable est rejeté sans ambiguïté. Pour de nombreux écologistes, ce concept, que Matthieu Baudin qualifie de « nouvelle idéologie du XXI<sup>ème</sup> Siècle »<sup>62</sup>, apparaît comme un faux nez du « capitalisme vert » et permet essentiellement aux idéologies du progrès technique et de la croissance économique de conserver leur position dominante parmi les idéologies politiques. Dans un monde confronté à une crise écologique indéniable et de plus en plus proche, l'intégration des exigences de préservation environnementale dans les diverses politiques de développement économique octroient à celle-ci une nouvelle légitimité. Rodhain et Llana<sup>63</sup> expliquent que les équilibres écologiques continuent à être bouleversés et que les inégalités entre pays et à l'intérieur des pays augmentent, et cela *à cause* ou *malgré* la continuation du « développement », qui fait figure de concept-synthèse entre les idéologies de la croissance matérielle et du progrès technique perpétuel. Ces dysfonctionnements justifient le fait que l'on s'interroge sur la notion même de développement, et les auteurs se demandent si le concept du développement durable n'est pas « *une aubaine, dans la mesure il permet de faire l'économie de cette interrogation* ». Selon eux, « pour un courant de chercheurs et d'économistes [le courant post-développementiste], la durabilité est un nouveau domaine permettant de continuer à faire du développement en toute impunité ».

61 Extraits d'entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

62 Matthieu Baudin, *Le développement durable, nouvelle idéologie du XXI<sup>ème</sup> Siècle ?*, Broché, 2009.

63 Claude Llana, Florence Rodhain, « Le mythe du développement durable », in Préventique Sécurité, janvier-février 2006, n° 85, pp. 41-47.

Pour quiconque s'intéresse aux questions de la raréfaction des ressources naturelles et des limites à la croissance économique, ce qui semble être le cas de la majorité des transitionneurs, le développement durable semble être un concept incohérent et est généralement utilisé comme un outil de légitimation du modèle économique occidental.

Le développement durable apparaîtrait donc comme une sorte de « parent pauvre » de l'écologisme, une manière d'intégrer dans le discours économique les exigences environnementales du XXI<sup>ème</sup> Siècle, tout en niant ce que le politiste britannique Andrew Dobson considère comme les trois caractéristiques principales de l'écologisme :

- la conviction qu'il existe des limites à la croissance ;
- une idéologie écologiste marquée par l'écocentrisme, qui – s'opposant à l'anthropocentrisme ou au biocentrisme – affirme que la diversité biologique a une valeur intrinsèque, au-delà de sa valeur instrumentale ou utilitaire, et que cela devrait imposer à l'Homme certaines obligations morales vis-à-vis d'elle ;
- enfin, une orientation décentralisatrice, pour des raisons tant démocratiques que matérielles. Ces trois points font partie des éléments qui caractérisent les premiers mouvements d'écologie politique apparus dans les années 1970.

Dobson considère que les années 1990 et 2000 ont vu naître une forme de mainstreaming du discours écologiste, intégrant celui-ci tout en niant les caractéristiques fondamentales que nous venons d'évoquer. L'argument des limites à la croissance aurait laissé place à l'apparition d'une rhétorique de la « croissance verte », la posture écocentriste aurait été remise en cause par une vision de plus en plus instrumentaliste de l'environnement. Enfin, à la position décentralisatrice aurait progressivement succédé l'idée que la puissance publique et en particulier les Etats sont les entités les mieux à même de « verdier » la société et l'économie mondiale, par le biais de systèmes de quotas, de taxations, de programmes de transition énergétique, débattus dans des arènes interétatiques telles que l'ONU.

Ce tournant dans l'approche écologiste se serait heurté pour nombre de citoyens à l'annonce parallèle par divers organismes et chercheurs qualifiés de l'imminence du pic pétrolier et d'une raréfaction plus générale des énergies et matériaux disponibles sur terre. Ainsi, l'idée que la raréfaction des ressources obligerait à des relocalisations massives et à l'acceptation de limites à la croissance économique reprendrait de l'importance dans des milieux écologistes que l'on classe parfois au sein de l'*écologie radicale*.

On le voit, les constats de l'incohérence du concept de développement durable et d'une récupération fréquente de l'argument environnementaliste par l'industrie pour en faire un argument de vente sont partagés par les différentes chapelles de l'écologie radicale et par l'ensemble des transitionneurs interrogés sur le sujet. Nos différents militants sont généralement en accord avec l'hypothèse selon laquelle il est impossible de croître à l'infini sur une planète sur laquelle les ressources naturelles existent en quantité finie. Ils conviennent de la nécessité de « décroître », et de mener cette « décroissance » ou cette « descente énergétique » de manière volontaire et organisée, dans le but de se préparer à des chocs inévitables qui surviendront lorsque les ressources viendront à manquer et qui obligeront *quoi qu'il arrive* nos sociétés à décroître.

D'après ce constat, et dans la mesure où l'on peut qualifier la Transition de mouvement catastrophiste cherchant à faire prendre conscience au grand public de la gravité de la situation et de la nécessité d'agir rapidement, pourquoi la « décroissance » est-elle rejetée en tant que concept central de la Transition ?

Outre la volonté d'adopter une attitude positive ayant pour but de susciter plus facilement la mobilisation (idée que nous avons évoquée dans le chapitre 2 de la première partie), une deuxième raison de ce rejet peut être avancée : la décroissance apparaît comme une démarche non pas inclusive, mais exclusive, dénonçant un système qui va dans le mur, tout en choisissant de désigner des adversaires politiques qui seraient les principaux responsables de cette fuite en avant. Or la Transition considère que chaque citoyen, à son niveau, peut et doit changer sa manière de vivre, de consommer, de se déplacer. Le caractère pragmatique de la démarche est ici particulièrement bien illustré : son objectif principal est de favoriser la résilience du territoire. Atteindre cet objectif aux horizons 2030 ou 2040, dates fréquemment prises comme points de référence, nécessite d'agir non seulement de manière rapide, mais également de manière collective, et si possible en mobilisant massivement les populations locales. Celles-ci doivent être amenées à changer collectivement, par-delà les différences idéologiques, et les éventuels conflits relationnels attisés par des divergences politiques.

Cette stratégie doit permettre de mobiliser des gens dépolitisés ou ayant une attitude que certains militants ont qualifiée d'« anti-politique » (rejet de la vie politique et des professionnels de la politique, non-participation aux outils de la démocratie participative) ; il faudrait ainsi désamorcer le contenu conflictuel et politique de la « décroissance » pour mobiliser les citoyens avant d'entreprendre un travail de conscientisation qui déboucherait sur une possible conversion d'une majorité de citoyens à une vision du monde en réalité antiproductiviste et antimatérialiste.

« Il y a des gens, qui ne sont pas dans le coeur de l'asso, mais qui étaient dans des groupes de décroissance à Toulouse avant, et qui viennent régulièrement. Donc t'as des liens mais je pense que l'approche est différente, et visiblement l'approche décroissante n'a pas marché, n'a pas mobilisé de manière pérenne à Toulouse»  
«Et je pense aussi que si t'es que là-dedans, dans le conflit, la dénonciation, tu t'épuises. La transition, c'est plus facile de parler de ça que de parler de politique je pense, parce que t'es dans des types de discussion qui sont pas du tout les mêmes, là tu peux dire je fais des légumes sur mon balcon, tu passes à autre chose, les gens entendent autre chose, et se mobilisent dedans plus facilement»  
«On dit qu'on fait nos actions concrètes sur le long terme, et ponctuellement ça peut être intéressant de faire des alliances sur tel ou tel sujet, pour faire bloc, et là on y va, quoi. Tu considères pas la politique comme le sujet central, mais tu l'évacues pas totalement. »<sup>64</sup>

Pourtant, le succès qu'a connu la Transition en quelques années d'existence et l'ambition qu'elle porte amèneront probablement ses défenseurs à vouloir asseoir son statut de contre-modèle allant au-delà de quelques initiatives marginales de citoyens cultivant des légumes sur quelques mètres carrés de terres fertiles. La Transition consiste en un projet collectif visant à réinventer la vie en société, obligeant les citoyens à faire des choix politiques, à déterminer ce qu'ils veulent construire ensemble et ce qu'ils jugent néfaste pour la collectivité.

**« - Une ville qui devient résiliente sans qu'il y ait une vision critique du modèle de développement à côté, tu en penserais quoi ? Faut-il se contenter d'être pragmatique ?**

- Vu l'urgence de la situation... si ça marche comme ça, tant mieux ! Si on y arrive en étant apolitique, très bien. Si par contre certains y arrivent en étant politisés, très bien aussi. Par exemple, à Transition Heathrow, ils se sont pas mal battus contre l'extension de l'aéroport, ils ont politisé le truc, et ça a l'air de marcher. »<sup>65</sup>

À la lumière de ces propos, on pourrait affirmer la thèse suivante : les actions liées à la Transition ne doivent pas *nécessairement* être dépolitisées ; en réalité, la politisation des actions n'est pas une variable *déterminante*. Le raisonnement serait le suivant :

1) on politise la Transition si l'on en ressent le besoin : pour éviter que les actions menées soient gâchées par d'autres décisions, il faut parfois se mobiliser dans le champ de la politique, c'est-à-dire agir vis-à-vis d'un projet qui est perçu comme un projet structurant pour le territoire qui s'inscrit dans un schéma de politiques publiques (l'aménagement du territoire) et qui est en soi un projet politique car il a été décidé par des élus et fait l'objet de contestations politiques. La lutte de l'initiative *Heathrow en Transition* contre le projet d'extension de l'aéroport londonien en est un exemple.

L'attitude des membres de Nantes en Transition vis-à-vis du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en est un autre. L'association avait choisi de ne pas prendre position contre ce projet faisant

---

64 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

65 Ibid.

pourtant un pied de nez considérable aux discours officiels sur l'étalement urbain et la préservation des terres agricoles fertiles. Thierry Brulavoine, figure politique locale (ancien élu d'opposition de la ville de Saint-Nazaire) et sympathisant de Nantes en Transition, avance une explication de cette attitude : « en bons transitionneurs, il ne fallait surtout pas s'afficher «contre» et n'être que dans le «Faire des alternatives concrètes» et dans les discussions consensuelles ». <sup>66</sup> L'association a néanmoins pris la décision de prendre position politiquement sur le sujet en 2012 devant l'ampleur prise par la contestation et pour s'opposer à un discours officiel sur la « durabilité du territoire » <sup>67</sup> jugé particulièrement mensonger.

2) On peut choisir de politiser ou non son initiative, l'essentiel est en réalité d'atteindre la résilience. Mener une transition « apolitique » n'est donc pas problématique, mais cela n'est pas non plus gênant si elle est menée de manière politisée (politisée au sens où elle s'accompagne d'une critique du système en place, d'actions revendicatives, où elle identifie un certain nombre d'acteurs responsables de la crise écologique, où elle tisse des liens avec des partis).

Par son objet, la transition est complémentaire d'autres mouvements sociaux politisés, ou des mouvements luttant par exemple contre les « Grands Projets Inutiles Imposés » (GPII). Ses militants s'y associent parfois : certains transitionneurs se sont mobilisés aux côtés des occupants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ou de celle du Testet dans le Tarn. Pourtant, ils agissent généralement avec un fil conducteur un peu différent dans le cadre de la Transition.

« Tu vois, ça [la contestation de grands projets] me semble essentiel, mais ça on le fait dans le cadre d'autres orgas comme Attac. Moi je milite à côté contre toutes ces choses là, hein, mais après il faut utiliser la transition comme un outil, qui permet une démarche propre, tu vois ». <sup>68</sup>

L'étude du rapport qu'entretient la Transition avec le politique et la politique met en évidence sa dimension pragmatique. Cela constitue une des différences majeures avec l'objection de croissance, dans la mesure où celle-ci se positionne clairement dans le débat politique, se met en avant comme « antiproduktiviste » et ainsi désigne les organisations et les individus qui sont les adversaires de ses idées. La Transition, elle, n'adopte pas systématiquement (et adopte même assez rarement) cette stratégie de « confrontation » politique frontale avec les défenseurs d'un modèle qu'elle cherche à dépasser.

---

66 Thierry Brulavoine, cité dans la revue *Silence !*, n° 417, novembre 2013.

67 « Notre-Dame-des-Landes, un aéroport pour le développement durable du Grand Ouest », *Le Monde*, 16/11/2012, par Nicolas Notebaert, président d'Aéroport du Grand Ouest et de Vinci Airports.

68 Entretien avec Benjamin M., Toulouse en Transition.

### **3 – Une approche complémentaire d'autres mouvements sociaux**

« Tout se passe comme s'il y avait une division du travail alternatif ; Aux transitionneurs, les explorations d'alternatives concrètes ; aux militants traditionnels la prise en charge de l'organisation des grandes luttes écologiques »<sup>69</sup>

Sur l'échiquier des mobilisations, la Transition se considérerait alors comme complémentaire d'autres mouvements engagés dans des objectifs similaires de relocalisation, de résilience ou de transformation des relations sociales.

#### **« - Faut-il dépolitiser pour toucher du monde ?**

- Je vois pas la transition comme la solution à tout, et la solution politique elle est nécessaire pour certaines choses. Il faut des gens qui sont dans la militance classique et qui fassent le boulot, quoi. Moi, c'est pas que ça m'intéresse pas, mais passer 2,3,4 ans de sa vie à militer contre un truc, faire des manifs, c'est des modes d'action différents, ça me parle moins. Ya des gens à qui ça parle, qu'ils y aillent, qu'ils le fassent, il en faut, mais en faisant ça tu touches pas tout le monde. Du coup je pense que l'approche des Villes en Transition ça permet de toucher d'autre publics que tu toucherais pas autrement.

**-Et toi, tu es du genre à vouloir faire passer un message, une réflexion écologique ou politique, et à le faire par le biais d'actions concrètes ? Ou est-ce que tu as envie personnellement de laisser la politique de côté ?**

-Ah est-ce qu'on cherche la pureté non politique ? Non, je pense qu'il y a des trucs plus politiques, on fait des conférences, qui ouvrent des espaces de discussion politique, par exemple. »<sup>70</sup>

Ces propos illustrent le besoin de convergence des différentes alternatives à un système considéré comme peu durable. Pour mener une action efficace, chacun devrait poursuivre une ligne de conduite précise, maintenant des objectifs précis, et adoptant une stratégie de mobilisation et d'action qui lui est propre. Mais cette indépendance d'esprit et la volonté de se mettre en retrait de la lutte politique n'empêche pas les transitionneurs de participer à la construction de la « convergence des alternatives ». Toulouse en Transition, en marge des projets menés par ses différents groupes de travail, a ainsi choisi de s'impliquer dans l'organisation d'Alternatiba Toulouse, « village des alternatives ». Ce forum, inspiré d'un grand évènement ayant eu lieu à Bayonne en 2013 et ayant rassemblé plus de dix mille personnes, militants comme visiteurs occasionnels, cherche à mobiliser l'ensemble de la sphère associative et militante engagée contre « le changement climatique et la crise écologique et sociale. »<sup>71</sup>

### **4 - Dépolitiser la Transition pour mieux conscientiser ?**

Malgré cette volonté de ne pas idéologiser la démarche de la Transition et de ne pas chercher la confrontation politique lorsque cela n'est pas absolument nécessaire, il apparaît que pour

69 Michel Lepasant, cité dans *Silence !*, op.cit.

70 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

71 alternatiba.eu

l'ensemble des transitionneurs interrogés à Toulouse, la recherche de l'efficacité n'est pas entièrement incompatible avec un certain degré de conscientisation politique. Celle-ci pourrait même s'avérer être un levier de mobilisation. Alors que la stratégie d'apolitisme permet potentiellement de mobiliser au-delà des cercles militants traditionnels, la stratégie de conscientisation qui s'opère dans le mouvement semble avoir pour but de favoriser une participation plus complète des individus, et d'aborder de manière progressive les enjeux politiques de la Transition.

« Faut pas s'attendre à ce que les gens changent du jour au lendemain. On se construit tous une vision du monde, et on a du mal à la remettre en cause en bloc. Donc amener quelqu'un vers une démarche de transition, ça se fait petit à petit. D'abord on le convainc de prendre un vélo, de faire un potager, d'avoir un compost, on l'intéresse à une AMAP. L'intérêt de la Transition c'est qu'on peut donner une réponse très pratico-pratique à leurs problématiques. Tu vois, l'intérêt de se regrouper au niveau d'un quartier, c'est que tu peux leur demander: de quoi avez-vous besoin ? Et qu'est-ce que vous pourriez proposer en échange ? Là tu rentres vraiment dans le besoin des gens, et du coup là ils ont un pied dedans, même un tout petit pied... ils se disent « tiens il y a des écolos qui sont sympa, moi je suis pas écolo, mais ça m'intéresse d'avoir des infos là-dessus, et il y a des infos qui m'ont fait halluciner, donc je remets en cause l'agriculture intensive, la bouffe industrielle ». Donc on passe des paniers à se rendre compte que ce que propose le système, c'est n'importe quoi.

**- Est-ce que c'est une manière d'attirer des gens qui ne sont pas politisés au départ ? En les accrochant à quelque chose de très précis, qui peut apparaître pour beaucoup de gens assez dépolitisé ?**

- Tout à fait, ouais. Qui vient ensuite, par paliers, on se rend compte de tel truc, de tel autre, puis on les met en relation, et on se dit, ça ça déconne complètement, et petit à petit tu commences à remettre en cause ce qu'on nous dit à la TV, ce qu'on a dans la tête, tu avances quoi. »<sup>72</sup>

La réalisation de la Transition sur un quartier passe ainsi par la mise en place de choses assez simples, ayant un impact sur la vie quotidienne de ses habitants et sur leur lieu de vie. La création d'une AMAP sur un quartier de Ramonville a permis de renforcer les relations de voisinage entre plusieurs ménages et de rassembler ce qui nous a été décrit comme un « noyau dur » de militants et de simples citoyens cherchant à apporter des réponses concrètes à leurs besoins. La mise en place d'un tel réseau (les amapiens organisent entre eux la distribution des produits alimentaires) constitue une base pour développer d'autres services entre voisins. Notre militant ramonvillois a ainsi pu lancer un système de garde d'enfants dans le quartier, s'apparentant à un mini-SEL (Système d'Échange Local). Ce système de garde fonctionne sur le principe de l'échange mutuel de services, cet échange étant régulé par l'équivalent d'une monnaie locale (le « mouflet ») circulant uniquement dans le quartier concerné et permettant d'acquérir ou de dépenser des « droits de garde ».

La participation à une AMAP ou à cette forme de système d'échange local est un comportement que l'on peut qualifier de politique, dans la mesure où il contribue à la relocalisation de l'économie et au développement de mécanismes de solidarité sur un territoire, mais il n'est vraisemblablement pas

---

72 Entretien avec Benjamin M., Toulouse en Transition.

vécu comme tel par tout le monde.

De plus, ce type d'action peut avoir pour effet la conscientisation des individus à certains problèmes connexes. Se faire fournir en légumes frais ou utiliser les billets d'une monnaie locale peut être grisant et ludique au premier abord, mais amène souvent à questionner la politique agricole commune ou le fonctionnement d'une économie fondée sur la croissance monétaire. L'implication dans ce type de projets ou dans un groupe de travail sur les jardins alimentaires constitue en tout cas une occasion de faire passer un message politique et de sensibiliser les nouveaux arrivants à la nécessité du changement.

**« - Tu trouves que Toulouse en Transition a réussi à motiver assez de personnes extérieures, qui se sont forgées une conscience écologiste ici ?**

- Je pense que le mouvement de la Transition à Toulouse a réussi à attirer des gens qui n'étaient pas militants jusqu'ici... que moi je n'avais jamais vu dans d'autres associations. Toulouse en Transition, elle a sa place, car elle est justement sur un registre où on peut aller conscientiser sur des points particuliers des gens qui ne seraient pas sensibles sinon au message habituel. »<sup>73</sup>

Ce processus de conscientisation peut aussi être facilité par des rencontres de type « Café Bricol », ateliers de bricolage et de réparation organisés par le groupe des Chalets en Transition. Ces ateliers invitent les habitants du quartier (et d'ailleurs) à venir faire réparer des objets endommagés (électroménager, postes de radio, jouets, meubles...) ou à faire profiter de leurs compétences en matière de bricolage. Ces ateliers, organisés à échéance régulière, sont l'occasion de rencontres conviviales créant des liens entre les individus et répondant à des besoins précis de la vie quotidienne. Ils constituent également l'occasion d'échanger autour du recyclage et de l'obsolescence programmée et de chercher ainsi des réponses communautaires aux dérives de la société de consommation et du gaspillage.

---

73 Ibid.



Les habitants du quartier des Chalets à Toulouse, lors du Café Bricol du 27 mars 2014 (photo M-P. Cassagne)



Tract de présentation pour un Café Bricol aux Chalets

La conscientisation est donc un processus lent, qui se fait au fur et à mesure de l'intégration dans un certain nombre de projets de quartier. Cela pousse des individus non militants, voire se tenant volontairement à l'écart de la vie politique, à s'intéresser progressivement à des enjeux nouveaux et à prendre conscience de leur capacité à agir très concrètement face à ceux-ci. Une approche qui mettrait volontairement en avant sa radicalité politique aurait inversement, suppose-t-on, moins d'écho dans la société.

« On ne va pas avoir d'autre choix que de réduire notre consommation globale, dans les 20-30 prochaines années, on va arriver à des pics, à des seuils. Mais je pense que cette idée de la décroissance elle est un peu plus radicale, du coup pour moi qui suis militant, c'est quelque chose de possible, mais c'est pas une bonne porte d'entrée pour des gens qui sont encore peu conscientisés. »<sup>74</sup>

La nécessité de proposer une approche un peu plus distanciée de la politique traditionnelle à des citoyens peu politisés se fait également sentir lorsque l'on évoque le rôle joué par les partis politiques. Paradoxalement, et malgré leur rôle politique traditionnel, ceux-ci pourraient se révéler être des obstacles à la conscientisation et à la mobilisation.

« Moi j'ai été à Europe Ecologie Les Verts, j'ai même été candidate aux législatives avec eux. Et je trouve que quand tu te présentes avec un parti, tu te fermes beaucoup d'oreilles. Ça c'est flippant, parce que c'est une richesse d'avoir des partis, la démocratie c'est une richesse. Et pour beaucoup de gens, dès que tu dis « parti politique », ça veut dire « gros con ». C'est suspect, on croit tout de suite que tu vas manipuler du pognon, que

74 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

tu vas vouloir à tout prix le pouvoir. Du coup on te met dans une espèce de case où tu peux plus dire ce que tu veux. C'est terrifiant. Et c'est désolant. Moi je voulais porter le mouvement des Villes en Transition avec la campagne électorale, et je me suis demandé à un moment si c'était pas contre-productif. Le moyen, c'est sans doute vraiment les trucs concrets dans ton quartier, pour toucher les gens que t'aurais pas touché autrement. Moi les gens que j'ai vu hier au café bricol', ils votent à droite c'est sûr ! Et pourtant je pense qu'ils sont susceptibles d'élargir leur réflexion, ils verront qu'on peut monter des projets coopératifs, on leur montrera qu'ils peuvent utiliser la monnaie locale...».<sup>75</sup>

Des transitionneurs confirmés tels que notre interlocutrice, qui organise les Café Bricol à Toulouse et qui s'est impliquée ponctuellement en politique à l'occasion de la campagne des législatives de 2012, considèrent que la politisation de la Transition – au sens de la constitution du pic pétrolier comme un thème de campagne porté par un parti politique – prive le mouvement d'un réel potentiel de conscientisation. S'impliquer et impliquer ses concitoyens dans des projets plus concrets et plus détachés de la politique apparaît une nouvelle fois comme une porte d'entrée vers la conscientisation à diverses questions politiques.

Alors que pour certains transitionneurs, en général les premiers membres d'une initiative locale, mener des actions concrètes permet de mettre en pratique des idées issues d'une réflexion politique ancienne, pour d'autres, s'engager dans ce types de projets de quartier peut favoriser la conscientisation et leur permet d'élargir leur réflexion en remettant leur action dans le contexte global des alternatives écologiques, économiques et sociales.

## **5 – Une dimension politique implicite**

Les critiques qui ont été formulées à l'encontre de la Transition, notamment le pamphlet de Chatterton et Cutler que nous avons évoqué précédemment, insistent fréquemment sur l'aspect dépolitisé de la Transition. Pour des individus qui ont en général une réflexion politique et parfois un passé de militant écologiste ou altermondialiste, la candeur apparente des positions de Rob Hopkins concernant l'inclusivité du mouvement et affirmant la volonté d'emmener toute une communauté d'un seul élan vers la Transition peut passer pour un excès de naïveté.

Mais la réaction de Rob Hopkins aux débats suscités par ces critiques traduit une réelle prise en compte de la question politique. Ainsi, comme nous l'avons démontré jusqu'ici, la dépolitisation des actions apparaît presque comme un mal nécessaire pour inclure dans le mouvement des individus en principe distants de la vie politique et réticents à l'action collective.

---

<sup>75</sup> Ibid.

Sur son blog, très suivi et très influent au sein de la communauté des transitionneurs, Hopkins a d'ailleurs choisi d'apporter sa contribution au débat « Transition et politique », en y consacrant tout un dossier. Nous retranscrivons ici les extraits qui nous semblent les plus intéressants et que nous allons tenter d'analyser (les passages en italique sont d'origine).

« I imagine Transition as being like an app. It is designed to do a particular thing, to bring people together to support and enable them to build resilience at the community level, but always in the context that, if done in a sufficient number of places, it will start to change politics on the larger scale and help to bring about a more healthy human culture.

But it's one of a number of apps you might have for different purposes. It is different from the campaigning and protesting apps, it's different from the political lobbying apps, and you'll use different ones at different times. As Jeremy Caradonna puts it in his forthcoming book *Sustainability : a history*, the challenge is to have a *politically active* movement without coming *politicised*. »

« Transition is *effective precisely because it isn't connected to radical change movements*, in my opinion. Let me unpack that a bit more. If I decided to run for election as a Transition Town candidate, alongside my great Transition-related policies, I would need to have policies on abortion, healthcare, education, defence, international trade, etc etc. Every time I state a policy on one of those issues, I increasingly place myself somewhere on the left/right, pro/anti-growth, pro/anti-capitalism spectrum. As soon as I do that, I lose all the people who don't also inhabit that place. »

« Working through a Transition initiative, that lack of an explicit political positioning is one of our key strengths. It enables you to build the kind of diverse, cross-political groups that building more resilient communities requires. It enables the creation of projects on a meaningful scale, but unfettered by party politics and wider issues. It's the 'power to convene' that Transition is so good at, which is virtually impossible to do in a truly inclusive way if you are seen as being politically aligned. »<sup>76</sup>

Hopkins assimile ainsi la Transition à une « application de téléphone » : elle est complémentaire d'autres applications, c'est un outil qui a été conçu pour remplir un objectif précis. Cette précision est fondamentale et renvoie au paragraphe sur la complémentarité des différentes structures de la mouvance qu'Hopkins lui-même qualifie d'« alternative » et à la nécessité de faire de ces structures des partenaires permettant d'atteindre un objectif commun à long terme.

Par ailleurs, le fait d'agir à de très petites échelles rendrait plus difficile une lecture politique de ces actions. Pourtant, selon lui, un changement massif provoqué par une multitude d'actes de transition isolés fera prendre une toute nouvelle dimension à la Transition. Hopkins fait ainsi le pari que l'impact du mouvement sur la politique en tant que telle interviendra naturellement, presque involontairement, lorsque l'ensemble de la société aura été transformée et que le territoire aura atteint un certain degré de résilience. À ce moment, la politique devra intégrer cette idée et cette réalité qu'est la Transition. L'idée est donc de transformer d'abord le territoire et la société par le bas, éléments qui s'imposeront d'eux-mêmes aux responsables politiques et guideront leurs

---

76 <https://www.transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins/2014-06/transition-political>

décisions. Pour appuyer son propos, Hopkins se plaît d'ailleurs à citer Sharon Astyk :

« La triste réalité est que les gouvernements, la plupart du temps, ne mènent pas, mais suivent. Et qui suivent-ils ? D'une façon ou d'une autre, la plupart des gouvernements suivent la volonté et la colère de leur peuple. C'est-à-dire qu'ils attendent que nous leur indiquions quoi faire en leur disant ce qui nous tient à cœur. »<sup>77</sup>

Hopkins fait ensuite le raisonnement suivant : si l'on décidait de politiser la Transition, il faudrait se présenter aux élections. Cela obligerait à se positionner sur des sujets qui sont hors du champ de la Transition : éducation, sujets sociétaux, défense, santé... et donc sur des spectres politiques de type droite/gauche, ou pro/anti-capitalisme. Cette stratégie serait à l'origine de clivages et ferait perdre des participants au mouvement de la Transition.

La force de celui-ci serait donc liée à sa dimension consensuelle : ne pas cliver. Rester apolitique, ou en tout cas se déclarer comme tel, permet aux yeux des promoteurs du mouvement de rassembler des individus ayant des sensibilités politiques différentes. C'est ce qui justifie totalement selon eux l'accent mis sur l'inclusivité.

Rob Hopkins déclare également « *the challenge is to have a politically active movement without coming politicised* ». Il faut savoir relativiser le poids des termes employés, qui sont peut-être secondaires par rapport aux actions qui sont effectivement menées. Mais ce type de formule résume assez bien la position défendue par le fondateur du mouvement : les actions menées dans le cadre de la Transition s'inscrivent dans le champ politique, mais la volonté d'éviter tout clivage au sein de la population pousse les initiateurs à se montrer très prudents dans le discours politique et à ne surtout pas apparaître comme les défenseurs d'une cause politique, désignant des adversaires et tombant dans les dérives potentielles de la vie politique.

Ainsi, Hopkins semble marcher sur des oeufs en cherchant à conscientiser sans politiser. Lui et les autres fondateurs des Villes en Transition choisissent donc de ne pas exposer au grand jour les implications politiques de la Transition. Hopkins résume le contenu politique de la Transition de la manière suivante : « *la Transition est profondément politique, mais elle n'est pas explicitement politique* » (« *Transition is deeply, profoundly political. But it isn't explicitly so.* »). Ces propos corroborent les observations du fonctionnement des initiatives locales de Transition à Toulouse et à Auterive.

---

<sup>77</sup> Sharon Astyk, *Depletion and Abundance*, New Society Publishers, 2008, citée dans *Un écologisme apolitique ?*, op.cit.

## **Chapitre 3 – La Transition et les autorités, un rapport complexe**

L'une des idées phares sur lesquelles repose la Transition est de « ne pas attendre les politiques ». Elle proclame ainsi :

« Si nous attendons les politiques, ce sera trop peu et trop tard. Si nous agissons en tant qu'individus, ce sera trop peu. Mais si ce sont les communautés locales qui agissent, ce sera peut-être juste assez, et juste à temps »<sup>78</sup>

La question des institutions est à rapprocher de la question politique, dans la mesure où les autorités locales avec lesquelles le mouvement des Villes en Transition doit composer sont dirigées et représentées par des individus élus sur un programme politique pouvant aller à l'encontre de la démarche prônée par la Transition. Dès lors, il est important pour le mouvement de tenir compte de ce pouvoir décisionnel et se positionner par rapport à celui-ci.

### **1 – De la difficulté d'ignorer les autorités**

Face à ce constat de la vulnérabilité dans laquelle se trouvent nos sociétés, le mouvement pointe du doigt une forte passivité des décideurs publics, voire un entêtement dans des solutions qui ne feraient selon lui qu'aggraver la tendance à la fuite en avant : quasi-abandon des négociations climatiques, utilisation massive de charbon en Chine et de pétrole et gaz non conventionnels en Amérique du Nord, délocalisation des usines européennes polluantes en Asie sous couvert d'un marché du carbone, enterrement du Grenelle de l'environnement et poursuite de la politique du nucléaire en France.

Cependant, il apparaît clairement au travers des différents entretiens menés que « ne pas attendre les politiques » ne signifie pas « ne rien attendre des politiques ».

La question du rapport qu'entretient le mouvement de la Transition avec les institutions se pose en effet. On entend par le terme « institutions » ou celui d'« autorités locales » privilégié par les Britanniques l'ensemble des décideurs en charge de l'action publique aux niveaux européen, national, et local. Toutefois, le fort ancrage local du mouvement concentre l'attention sur les

---

<sup>78</sup> *In Transition 2.0*, op.cit.

exécutifs locaux, en particulier le maire, son équipe et le conseil municipal.

Le terme « Ville en Transition » en lui-même est intéressant et mérite d'être explicité : c'est une expression qui pourrait faire croire à une politique de transition écologique menée par la ville, par ses élus ou son administration. Ici, c'est un groupe d'habitants qui s'approprie le nom de la ville qu'ils revendiquent comme une ville « en transition ». Si cela n'est pas nécessairement délibéré, cette expression évoque, pour la majorité de citoyens qui ne connaissent pas ce mouvement, une initiative des pouvoirs publics, s'inscrivant dans le cadre d'une démarche internationale de développement durable, tels les Agendas 21.

Hormis quelques exemples un peu particuliers (la commune de Monteveglio en Italie ou celle d'Ungersheim en Alsace, sur laquelle nous reviendrons), les « Villes en Transition » ne sont en réalité que des collectifs militants, des citoyens, qui cherchent à entraîner leurs concitoyens dans une démarche aboutissant à la construction d'une ville résiliente. Mais plus le mouvement prend de l'ampleur, ou du moins plus il est ambitieux, plus la question de ses relations avec les institutions se pose. En effet, comment imaginer une ville *de facto* largement engagée dans une démarche de transition, avec toutes les conséquences que cela entraîne, alors même que la municipalité mène une politique allant dans une direction opposée, sans inscrire dans son référentiel de politiques publiques la question du pic pétrolier ? Une ville véritablement « en transition », ayant atteint grâce à l'ensemble des actions individuelles et collectives menées l'objectif de résilience, devra :

- Consacrer des espaces relativement importants à l'activité agricole. Cultiver des terres agricoles peut se faire à petite échelle, dans des espaces privés (jardins, balcons, toits), mais arriver à une autonomie alimentaire relative nécessitera de « désurbaniser » ou de « bloquer » des surfaces encore non urbanisées pour développer l'agriculture urbaine. Cela peut également se faire sous forme de jardins partagés urbains, qui sont une des actions classiques menées par les groupes de Transition. Ils se développent souvent avec l'aval des pouvoirs publics.<sup>79</sup>
- Avoir relocalisé un certain nombre d'activités économiques (hors agriculture) indispensables à la satisfaction des besoins des populations et qui ne sont plus dépendantes de l'approvisionnement en matières premières extraites à l'autre bout de la planète.

---

<sup>79</sup> Héloïse Gaborel, *Les Jardins partagés urbains comme potentielle ressource d'empowerment dans l'espace public*, mémoire soutenu à l'IEP de Toulouse, dirigé par Julien Weisbein, 2012.

- Avoir établi une sorte de plan de déplacements urbains à l'image des PDU actuellement en vigueur, permettant aux citoyens de se déplacer grâce à des moyens de transports peu dépendants des énergies fossiles et le moins polluants possible ; en allant un peu plus loin, la ville devra être caractérisée par une organisation spatiale évitant un certain nombre de déplacements aux habitants.
- Avoir une consommation énergétique minimale.

L'ensemble de ces éléments qui caractériseraient une ville ayant réussi sa transition vers l'après-pétrole ne peut pas être réalisé sans le concours des pouvoirs publics. La municipalité, de par ses compétences en matière d'urbanisme, a le pouvoir d'aménager le territoire de la commune d'une manière ou d'une autre, de lever les verrous de la construction immobilière, d'attribuer telle ou telle fonction (économique, agricole) à une zone de la commune, de réaliser et moderniser un réseau de transports publics, de déterminer le type de carburant utilisé par ces mêmes transports publics, de procéder à la rénovation thermique de l'ensemble des bâtiments publics, de gérer l'approvisionnement et le régime alimentaire des cantines scolaires, etc.

## **2 - La Transition française dans un nouveau rôle : la participation à l'élaboration des politiques publiques**

Devant le rôle majeur joué par les élus et leurs administrations dans la transformation du territoire grâce à des leviers multiples (politiques d'urbanisme, des transports, de l'énergie,...), les groupes de Transition développent un certain nombre d'actions caractéristiques des lanceurs d'alerte ou des think tanks. Ils organisent ainsi des interpellations des élus (la période des municipales 2014 a été particulièrement propice à l'étude de ces interpellations), organisent eux-mêmes une forme de concertation entre citoyens et décideurs, cherchent à influencer l'agenda politique, et exercent même un rôle mixte de conseiller / lanceur d'alerte en sensibilisant les élus à la thématique du pic pétrolier tout en leur apportant des études détaillées et des solutions clés en main pour initier la transition écologique sur leur territoire.

## **2.1. La mise sur agenda de la Transition à Auterive**

Le Collectif Auterive en Transition est tout jeune, et une de ses principales actions jusqu'ici a consisté à s'impliquer dans la campagne des municipales 2014 dans sa commune. Pour ce faire, le groupe s'est principalement appuyé sur un document remis aux différentes listes candidates à Auterive. L'intérêt de ce document était de présenter une « boîte à outils » élaborée par l'association altermondialiste basque Bizi, ayant pour but de proposer aux décideurs locaux des objectifs à atteindre en matière de protection de l'environnement, accompagnés de démarches pour réaliser ces objectifs. Si Auterive en Transition n'a fait que s'approprier cet outil et ne l'a pas inventé, l'activité du groupe s'est en partie focalisée sur sa diffusion durant la période des municipales. Un extrait de cet outil est présenté en annexe.

L'utilisation de ce document dévoile un nouvel aspect de l'action collective que constitue la Transition. Le Collectif d'Auterive va au-delà de ce que préconisaient au départ les fondateurs du mouvement, à savoir tisser des liens avec les autorités locales. L'outil mis au point par Bizi est en effet repris par le C.A.T. comme support à une activité de conseil et d'évaluation des politiques publiques.

Il convient de préciser que cet outil a été entièrement élaboré par des citoyens, et non pas par un bureau d'études ou autre organisme professionnel chargé d'éclairer la décision publique. En outre, il a été réalisé à l'initiative de citoyens eux-mêmes : il n'est pas issu d'une commande publique ni d'un travail partenarial entre l'acteur public commanditaire et le prestataire.

Ainsi, en remettant volontairement un document qui donne aux politiques des démarches à effectuer clé en main, les militants d'Auterive mettent les politiques face à leurs responsabilités. Le CAT insiste sur le fait que l'outil permet de prendre des mesures rapidement, en énonçant un certain nombre de solutions claires et concrètes. Les élus sont ensuite censés faire preuve de volontarisme une fois détenteurs de ce plan d'action.

La conception de « solutions clé en main » proposées aux élus par l'intermédiaire de ce document s'accompagne d'une démarche d'évaluation des politiques publiques. Celle-ci pourra être réalisée au cours de la mandature, mais elle intervient également juste avant l'élection, sur la base de réponses que les différentes listes concurrentes ont été amenées à produire à la suite de la remise du document. L'évaluation est effectuée à l'aide d'une grille prenant en compte différents critères et permettant de noter de 1 à 20 les réponses données par les différentes listes après avoir été

sollicitées par le collectif. Les résultats de l'évaluation (en l'occurrence assez négatifs, les notes oscillant entre 0 et 4/20 pour les quatre listes concurrentes) sont publiés et diffusés par le collectif Auterive en Transition afin de favoriser une meilleure transparence de l'action publique ou du moins des intentions des futurs décideurs quant à un certain nombre d'enjeux locaux.

La démarche de la Transition prend à cette occasion une nouvelle dimension : le citoyen qui remet le rapport aux responsables politiques se met dans la position du citoyen-expert en matière environnementale – la question écologique traversant l'ensemble des autres sujets abordés (urbanisme, transports, alimentation...) - d'autant plus facile à occuper quand les collectivités de taille moyenne n'ont pas forcément engagé d'action de type Agenda 21, par exemple, et quand les listes ne comportent pas forcément d'experts en matière de protection de l'environnement.

Comme nous l'avons vu, cette démarche n'a pas uniquement pour objectif d'apporter des préconisations en matière de politiques publiques : elle vise également à mettre les politiques face aux responsabilités qui sont les leurs en les poussant à produire une réflexion et à s'engager sur un certain nombre de sujets. Pour ce faire, la « boîte à outils » a été remise de manière offensive et théâtrale aux candidats lors de réunions publiques tenues au cours de la campagne.

En effet, elle s'est caractérisée par une intervention « brutale » (car non annoncée aux candidats, ou en tout cas sans demande d'autorisation) dans une réunion publique, reprenant une partie du répertoire d'action classique des mouvements sociaux, agissant comme des « entrepreneurs de symboles » en cherchant à faire entrer dans la sphère publique et dans la sphère politique un sujet particulier (à l'image des actions contre le sida menées de manière théâtrale, voire choquante, par l'association Act Up).

Ces actions ont pour objectif d'être visibles et médiatisées ; et dans le cas présent, de faire réagir et d'obliger la « cible » à se positionner : le CAT lui-même n'a probablement aucune garantie quant à la mise en oeuvre du plan de protection de l'environnement proposé dans la boîte à outils, mais il est intéressant de noter que l'action d'un groupe restreint de personnes (une demi-douzaine de membres en tout, tous n'étant pas présents lors de la remise du document) a poussé trois listes sur quatre à rédiger des réponses aux questions posées et à annoncer un programme un peu plus ambitieux en matière d'écologie. Ne pas réagir à cette sollicitation aurait pu être préjudiciable aux candidats dans la mesure où un des objectifs de la campagne est d'occuper l'espace et ne pas être pointé du doigt par son adversaire pour son inaction. On voit donc ici qu'on est dans une forme de mobilisation qui

ne s'appuie pas sur le nombre mais sur la manipulation de symboles pour affirmer sa légitimité et pour obtenir des résultats.

En utilisant ce mode opératoire, le citoyen apparaît comme doté d'une triple légitimité :

- Sa légitimité de citoyen profane et d'habitant d'une petite commune où une initiative individuelle a potentiellement plus d'impact sur la vie de la commune et où les relations citoyens-politiques sont marquées par plus de proximité avec les autorités.
- Une légitimité acquise en tant que « force de proposition » : le citoyen est volontariste et n'est pas dans le registre classique d'une association écologiste d'opposants qui vient troubler la campagne du candidat en l'interpellant et le mettant face à ses contradictions, ce qui est un mode d'action souvent utilisé. La posture adoptée est ici celle du collaborateur qui veut s'associer à la campagne du candidat et contribuer à l'enrichissement de celle-ci.
- Une certaine expertise dans la mesure où il se présente devant les élus en apportant la preuve d'un travail conséquent et riche en informations. Il peut apparaître ainsi comme un bon connaisseur des thématiques environnementales du fait de son implication dans une association écologiste.

« On a mis les élus pour le coup devant leurs responsabilités. Ils ont tous été confrontés à des gens qui venaient les voir de manière spontanée, pour la plupart dans les réunions publiques et leur posaient des questions auxquelles ils n'étaient pas préparés, on leur demandait de rendre un travail... On leur demandait de se prendre au jeu. [...] Certains ont vraiment travaillé dessus, on a eu le sentiment d'être pris au sérieux. L'idée c'était de rentrer dans un jeu où on disait : on va publier officiellement tout ça et vous serez notés. On vous donne des bases, vous allez nous dire si vous envisagez de le faire et comment. Et vous avez tous les mêmes documents pour y travailler.

**- Comment ont été accueillies les interventions dans les réunions publiques ?**

- Plutôt bien ! On avait préparé le truc. Moi j'avais clairement l'impression de pas être à ma place et de jouer le trouble-fête, et en fait on a été applaudis, ovationnés ! Les listes étaient heureuses de voir des gens venir. »<sup>80</sup>

## **2.2. L'implication des candidats aux municipales à Toulouse**

Cette démarche de participation à l'agenda politique et de sollicitation des autorités locales a également été effectuée à Toulouse, avec un certain succès. Au cours de la campagne pour les élections municipales de mars 2014, L'association Toulouse en Transition a invité l'ensemble des candidats à la mairie à venir participer à une réunion publique centrée sur l'application du

---

80 Entretien avec Jean L., Auterive en Transition.

programme de la Transition à Toulouse. Cette action avait pour objectif de sensibiliser les différentes équipes à l'importance de la prise en compte des urgences environnementales et énergétiques, mais a également permis de mettre ici aussi les politiques face à leurs responsabilités. En effet, les candidats ont été doublement sollicités.

Dans un premier temps, Toulouse en Transition a fait parvenir à chacune des listes la synthèse d'un rapport réalisé par l'association sur la question du pic de pétrole et de ses impacts à Toulouse. Tout comme la boîte à outils auterivaine, ce rapport est la marque d'une certaine expertise citoyenne et constitue l'ébauche d'un projet de territoire que des élus peuvent s'approprier facilement. Nous reviendrons sur la forme et le contenu de celui-ci dans la partie finale du mémoire. Cette synthèse, visant à poser les principaux enjeux en matière de résilience du territoire, fut accompagnée d'une liste de questions demandant aux candidats de se positionner par rapport à la question de la Transition :

1. Comment, dans les arbitrages que vous serez amenés à faire, allez-vous prendre en compte les conséquences du réchauffement climatique et du pic de pétrole ?
2. Quels sont dans vos projets ceux qui permettront d'augmenter la résilience de Toulouse face à ces enjeux ?
3. Quelles actions souhaitez-vous développer pour permettre les changements de comportements indispensables à un monde plus durable ?
4. Pensez-vous que les bouleversements économiques induits par la rareté du pétrole vont affecter Toulouse ? Si oui, quelle réponse apporterez-vous pour augmenter le nombre d'emplois non dépendant du pétrole et l'autonomie de la ville ?
5. Enfin êtes-vous prêt à accompagner les initiatives venant des citoyens en créant une agence de la transition qui permettra de susciter, promouvoir et soutenir les projets liés à la Transition ?

*(Le document de « convocation des candidats » est reproduit en annexe)*

Dans un deuxième temps, les différentes listes ont été conviées à une réunion publique, qui s'est déroulée environ un mois avant la tenue des élections municipales. Cette rencontre a connu un succès inattendu, sept candidats ayant répondu présent à l'appel de Toulouse en Transition, parmi lesquels quatre têtes de liste, les autres s'étant faits représenter par des membres de leur équipe.

Face à une audience d'environ 70 personnes, les listes ont présenté tour à tour une réponse générale aux questions qui leur avaient été posées et ont globalement affirmé, sans surprise, leur soutien à la démarche de la Transition.

C'est cependant la deuxième partie de la soirée qui a permis de confronter véritablement le discours et les actions des candidats aux avis des citoyens présents. Les sept listes ont ainsi été isolées et se sont positionnées chacune à une table et les participants ont pu aller dialoguer avec le ou les candidats de leur choix, tout en étant libre de naviguer entre les différentes tables au cours de la soirée. Plusieurs thématiques ont ainsi été abordées à tour de rôle (transports, habitat, énergie, alimentation). Ces discussions ont abouti à des engagements précis de la part des candidats, engagements qui ont été retranscrits et publiés par les membres de Toulouse en Transition.



Les candidats (ici la tête de liste EELV) présentant tour à tour leurs propositions devant l'ensemble des participants le 17 février 2014.



Les candidats (ici Elisabeth Belaubre – Cap 21) échangeant avec les participants et les membres de Toulouse en Transition.

En jouant sur la concurrence entre les différentes listes, les organisateurs ont fortement incité les candidats à s'emparer du thème de la Transition et à produire des engagements précis, parfois chiffrés. Cela constitue le début d'une implication des autorités toulousaines dans la démarche de la Transition, et cela constitue pour les militants une opportunité de faire prendre à leur démarche une toute autre ampleur.

### **2.3. La sollicitation des institutions européennes**

L'interpellation des pouvoirs publics peut également se produire à une échelle beaucoup plus ambitieuse. Nous avons ainsi pris connaissance d'un rapport réalisé par l'ingénieur Benoît Thévard, dont l'objet était la résilience des territoires européens. Ce rapport qui lui a été commandé par le Groupe des Verts/ALE au Parlement européen lui a valu une audition au Parlement pour présenter son travail.<sup>81</sup>

Benoît Thévard est membre d'une initiative de Transition ainsi que de l'Institut Momentum, institut de recherche sur l'anthropocène, la transition, et les implications du pic pétrolier. S'il n'est pas intervenu officiellement en tant que membre et défenseur du mouvement des Villes en Transition, Benoît Thévard promeut cependant ce modèle, qui devrait selon lui servir de point d'appui à une politique de construction de la résilience des territoires dans l'Union européenne. Il fait ainsi référence plusieurs fois au mouvement des Villes et Territoires en transition, et les concepts clés mis en avant dans le rapport ainsi que les recommandations faites rappellent fortement l'approche de la Transition.

Premièrement, le rapport est construit autour de trois thèmes, l'énergie, les transports et l'alimentation, chacun de ces thèmes faisant l'objet d'une étude approfondie quant au niveau de vulnérabilité du territoire dans ce domaine et quant aux perspectives d'amélioration. On peut considérer que ces trois thèmes constituent le coeur de l'approche de la Transition : ils sont la plupart du temps à l'origine des premiers groupes de travail créés au moment du lancement d'une initiative de Transition.

Deuxièmement, l'auteur reprend la méthode que les transitionneurs qualifient de « vision » : une démarche prospective visant à imaginer un futur souhaitable pour le territoire, l'horizon retenu étant généralement l'année 2030 ou 2040 pour des projections réalisées au début des années 2010. Cette démarche passe par la description fictive du territoire après le pic pétrolier, dans un contexte de décroissance matérielle et de diminution des flux de transports et d'énergie, et alors que le territoire est devenu résilient grâce à la réussite de la démarche de transition. Elle s'accompagne d'une chronologie des événements survenus durant ce laps de temps et des actions entreprises par les communautés locales et les institutions pour y faire face.

---

81 Benoît Thévard, *Vers des territoires résilients en 2030*, rapport commandé par le groupe des Verts/ALE au Parlement européen, 2012.

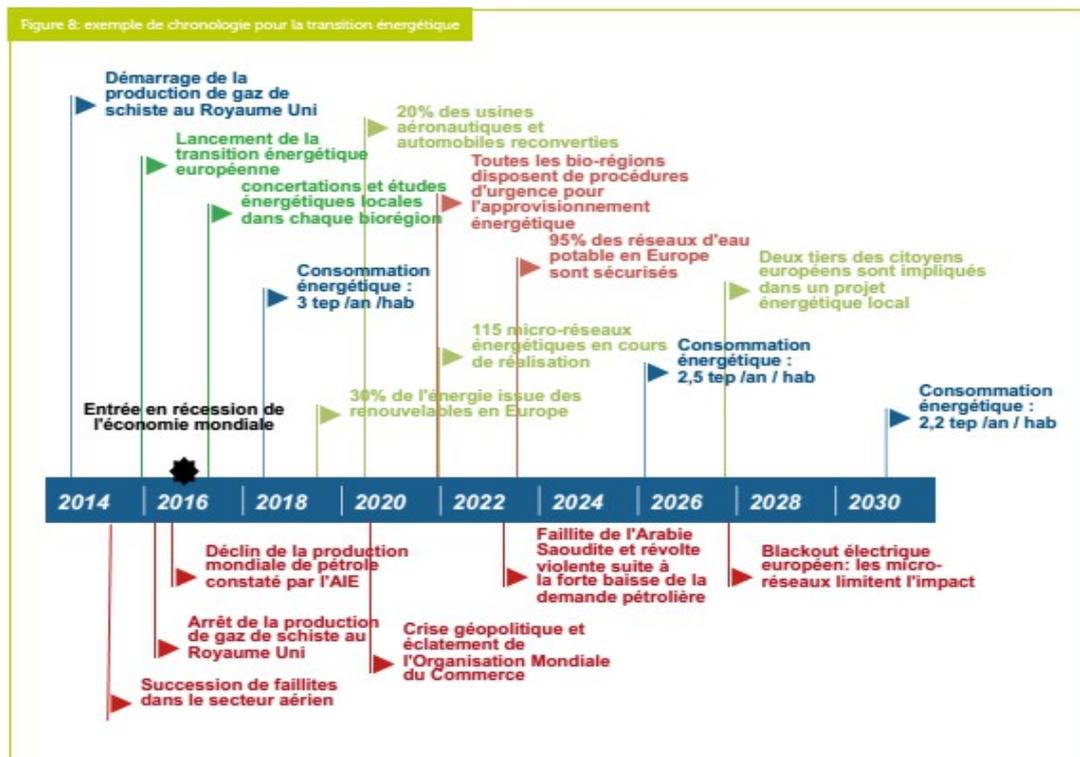


Schéma représentant les grandes étapes d'une démarche de transition en Europe dans le domaine de l'énergie (Source : Thévard, 2012).

Troisièmement, l'auteur effectue un diagnostic global concernant la vulnérabilité des territoires européens à d'éventuels « chocs », tels les catastrophes naturelles, des ruptures de courant massives et prolongées, des ruptures d'approvisionnement en énergie qui se dessinent avec l'arrivée des différents pics. Mais il livre également une trame permettant d'évaluer précisément la vulnérabilité de chaque territoire de l'Union européenne (il prend comme échelle de référence la bio-région, échelle d'action pertinente selon lui).

### La Bio-région

Le terme « bio-région », utilisé pour la première fois par Peter Berg et Raymond Dasmann en 1977 dans la revue *The Ecologist*, désigne un territoire qui n'est pas défini par des frontières politiques, mais par des éléments géographiques, historiques et culturels. Le biorégionalisme est une forme de localisme, mettant en avant la décentralisation, la préservation des écosystèmes et s'appuyant sur les communautés humaines. Il promeut ainsi la consommation de produits locaux et la culture d'espèces indigènes.

Peter Berg a défini la bio-région en ces termes : « *un espace géographique formant un ensemble naturel homogène, que ce soit pour le sol, l'hydrographie, le climat, la faune ou la flore. La population fait également partie de la bio-région, mais dans la mesure où elle vit en harmonie avec ces données naturelles et où elle en tire sa subsistance à long terme* ». Cette philosophie, proche de l'écologie profonde, s'oppose à l'industrialisme et à l'extractivisme. Elle s'est développée assez largement parmi la gauche écologiste et les objecteurs de croissance, mais a été également reprise à partir des années 1990 par une partie de l'extrême droite (chez les jeunes du Front National ou au G.R.E.C.E.) en tant que philosophie anti-mondialiste mettant en avant la protection de l'homogénéité culturelle voire ethnique des communautés humaines ou la dimension identitaire du paysage et de la terre.

Des études précises pourraient ainsi être menées sur un certain nombre de points permettant d'analyser les forces et faiblesses du territoire et donner ainsi des pistes d'action. En cela, l'auteur reproduit le type de travaux effectués par plusieurs initiatives de transition, notamment à Toulouse, présentant un diagnostic territorial divisé en plusieurs thématiques, axé sur l'évaluation de la résilience ou de la non-résilience du territoire étudié, et accompagné de recommandations pour commencer à remédier aux faiblesses diagnostiquées.

Au travers de travaux comme celui-ci, les défenseurs de la Transition se placent dans un rôle qui dépasse l'approche purement locale cherchant à mobiliser une masse critique de citoyens pour engager la transition à l'échelle d'une ville ou d'un village. En s'appuyant sur des professionnels de la politique réceptifs aux problématiques de la transition écologique (le groupe des députés écologistes, qui a commandé le rapport Thévard) et en mesure de susciter l'intérêt des autres groupes politiques pour le sujet, le mouvement de la Transition tente de faire passer son message et de convaincre les plus hautes instances politiques de la nécessité de mener certaines réorientations dans le modèle de développement européen. Il agit ainsi comme un think tank, à même d'apporter des idées au législateur, idées qui sont soutenues par une certaine expertise sur le sujet. Le rapport dont nous avons parlé est en effet un travail scientifique, alimenté par de nombreuses données et références scientifiques et produit par un expert en la matière, ingénieur conseil reconnu dans les domaines de la résilience des territoires et de la transition écologique et énergétique.

### **3 - Le risque de la récupération**

Lors des interpellations qui ont eu lieu durant la campagne des municipales, les listes en concurrence ont été poussées à étudier les propositions faites par les initiatives de Transition et à s'engager sur des actions précises. Les candidats se sont ainsi montrés particulièrement accueillants vis-à-vis des idées portées par les militants de la Transition et ont généralement salué cette prise de responsabilité et cette implication citoyennes. Cependant, la grande majorité des listes avait présenté des programmes dont l'ossature omettait les grands projets liés à la Transition telle que l'entendent les militants (principalement la prise en compte des impacts du changement climatique et du pic de pétrole), ce qui dénote une prise de conscience de ces problèmes encore incomplète. Dès lors, l'objet de la Transition fait face à un double risque.

D'une part, celui de l'hypocrisie : malgré un programme parfois totalement déconnecté des préoccupations des militants écologistes présents, les candidats ont réitéré plusieurs fois leur admiration pour de telles initiatives citoyennes et ont affirmé être sur la même longueur d'onde que les militants. La réalité de ce discours sera rapidement mise à l'épreuve lorsque les transitionneurs toulousains solliciteront la nouvelle équipe municipale à propos de l'Agence de la Transition (voir ci-dessous).

D'autre part, l'un des risques que court la Transition est de se voir récupérée et vidée de son contenu par les décideurs ayant affirmé leur volonté de l'intégrer à leur programme. Les fondements d'un programme politique municipal peuvent-ils vraiment être bouleversés par un rapport alarmiste sur le pic pétrolier et une réunion publique avec des écologistes ? Les transitionneurs ont ainsi quelques craintes à ce sujet et se montrent vigilants. Ces craintes sont similaires à celles exprimées par Thierry Brulavoine, ancien élu d'opposition de la ville de St-Nazaire, impliqué dans les mouvements locaux de décroissance et de transition :

« L'approche de la Transition [...] est très précieuse car elle permet de mener des actions à géométrie variable, en fonction des interlocuteurs plus ou moins obtus, obligeant à la diplomatie et à la subtilité pour que nos projets aboutissent et soient un peu soutenus par la municipalité. Toutefois, la municipalité s'empresse de récupérer ces projets pour redorer son blason et faire oublier sa responsabilité dans l'urbanisation galopante, la suppression de terres agricoles, la destruction de zones humides... »<sup>82</sup>

Si certaines actions militantes sont accueillies avec bienveillance par les autorités, les transitionneurs ont malgré tout le sentiment que leur marge de manoeuvre est réduite à des actions ayant un impact mineur sur le territoire et que les élus cherchent avant tout à conserver le contrôle de son aménagement. Le conflit qui est né de la création sauvage d'une piste cyclable par le collectif militant d'Auterive ou la recherche parfois difficile de terrains municipaux disponibles en sont des exemples éclairants.

« Tant que tu fais des jardins partagés, ça va, une piste cyclable à la limite ça va, mais dès que tu pars dans le dur, que tu remets des choses en cause... On a l'impression qu'on te laisse aller jusqu'à un certain niveau : si tu fais des fruits pour tout le monde, ça va pas embêter grand monde. Mais dès que tu envisages une action sur la reconversion de la zone industrielle qui sert plus à rien, que tu veux contrôler les déchets, là on a l'impression qu'on nous bloque. »<sup>83</sup>

« Tant que tu leur amènes des solutions clés en main qui coûtent rien et qui font chier personne, ils sont contents, mais dès que tu leur soumettes des problèmes, sans solutions et qui coûtent de l'argent, ils t'écoutent moins. »<sup>84</sup>

---

82 Thierry Brulavoine, cité par *Silence !*, op.cit.

83 Entretien avec Christian L., Auterive en Transition.

84 Entretien avec Pierre F., Auterive en Transition.

On l'a vu, l'ensemble des craintes qui peuvent naître d'une imbrication entre les projets des transitionneurs et la politique des élus sont dues au fait que les militants présupposent un décalage profond entre les points de vue des uns et des autres, rendant très hypothétique une convergence à court terme. Il existe pourtant des cas où cette convergence a été réalisée et où les autorités locales ont intégré le projet proposé par la Transition à tel point que celui-ci constitue la colonne vertébrale de leurs actions.

#### **4 - L'institutionnalisation de la Transition au niveau municipal**

À ce jour, aucune ville de la région toulousaine, notre terrain d'étude, ne s'est autoproclamée « Ville en Transition ». Le mouvement de la Transition revendique d'ailleurs une certaine distance à conserver vis-à-vis des autorités, ou du moins l'importance de maintenir un processus bottom-up (initié par les citoyens). Si l'implication des autorités dans la transition est recommandée, le réseau affirme que le rôle de celles-ci vis-à-vis de ce processus est « de le soutenir, pas de le conduire ». <sup>85</sup>

Il existe pourtant au moins un exemple de commune française ayant adopté la démarche de la Transition, et ce de manière globale, c'est-à-dire que l'anticipation du pic pétrolier et du changement climatique sous-tend l'ensemble des politiques publiques menées par la commune. C'est le cas d'Ungersheim, village alsacien d'environ 2 000 habitants et qui fait figure depuis quelques années de véritable « municipalité en transition ». <sup>86</sup>

Ce village (à l'instar de la ville italienne de Monteveglio, en Émilie-Romagne, où le maire ainsi que le conseiller municipal à l'environnement, élus en 2008, étaient issus du groupe de Transition local et ont pu initier une politique proche de la démarche de la Transition) illustre donc une institutionnalisation de la Transition encore assez originale au sein du mouvement. La Transition devient pour ce village une forme de label caractérisant son action en matière de relocalisation économique et de sobriété énergétique. Ainsi, la municipalité affirme avoir rejoint le mouvement des Villes en Transition, comme d'autres communes proclament leur adhésion à des réseaux plus classiques tel que le réseau Cittàslow. <sup>87</sup>

---

85 villesentransition.net

86 www.mairie-ungersheim.fr

87 Cittàslow, le réseau international des « villes lentes », avec des principes de fonctionnement inspirés de l'écogastronomie et de l'éco-urbanisme.

Ungersheim a ainsi mené un certain nombre d'actions à l'initiative du conseil municipal :

- En matière de démocratie participative : le conseil municipal soumet ses propositions à un « conseil participatif » d'une quarantaine d'habitants, qui est également force de proposition.
- en matière de protection de la santé et de l'environnement : élaboration d'un atlas communal de la biodiversité, retrait total des produits phytosanitaires et des engrais chimiques pour les espaces verts et les terrains de sport, remplacement des produits d'entretien issus de la pétrochimie par une gamme certifiée écologique, création d'une exploitation maraîchère Bio, mise en place de la restauration 100% Bio à l'école municipale.
- en matière d'énergie : la commune cherche à atteindre l'autonomie énergétique en mettant en place une centrale photovoltaïque et une chaufferie bois alimentant les consommations des équipements publics de la commune. La sobriété énergétique est également au programme avec le lancement d'un programme d'éco-habitat et la réduction de 40% de la consommation d'énergie par l'éclairage public.

À Toulouse, où la Transition est encore faiblement institutionnalisée, le projet de créer une « Agence de la Transition » a été formulé au début de l'année 2014 par Toulouse en Transition. Ce projet a pour objectif de pousser le conseil municipal à devenir un acteur majeur de la transition dans la ville. Tout comme la municipalité cherche à développer l'économie locale en pilotant une Agence de Développement Économique, elle pourrait consacrer des moyens humains et matériels au développement de la résilience du territoire aux futures crises économiques et écologiques. C'est en tout cas un des axes de réflexion du groupe des transitionneurs toulousains, qui imagine une Agence de la Transition recueillant les propositions des habitants et soutenant des projets qui favorisent l'autonomie énergétique ou alimentaire du territoire. A titre d'exemple, l'installation d'une unité de production d'énergie en milieu urbain (sur les toits des bâtiments par exemple), qui est envisagée dans le quartier des Chalets, nécessiterait un apport en capital de la mairie.

Benjamin T., qui fait partie du groupe de réflexion sur cette agence, estime que les pouvoirs publics peuvent dans certains cas être un relais important de la Transition et que les initiatives locales doivent s'appuyer sur leurs compétences pour mettre en oeuvre les projets qui leur tiennent à coeur.

« L'agence, après, ça dépend de ce qu'il y a dedans. C'est une approche qui marchera sûrement mieux en

France qu'en Angleterre, parce qu'on a l'habitude des organismes publics / para-publics. En Angleterre on l'aurait probablement pas fait. Mais peut-être qu'ici c'est ce qui va marcher. Après il faut voir qu'on est dans le contexte français, et dans le contexte « métropole » en plus. Il y a Toulouse Métropole, le Conseil Régional est à Toulouse,... ça peut être pertinent. Après je pense pas que ce soit la solution miracle, on va voir. On va en parler aux institutions, on va voir les retours qu'on a. Il faut faire attention au greenwashing, bien sûr, si c'est dénaturé, ça ressemblera à rien.. [...] Après, je pense qu'on a intérêt à essayer, mais pas à ce que ce soit le coeur de l'action. Mais si on voit qu'on va un peu s'épuiser à faire marcher cela... Il y a plein d'autres choses à faire, ça n'est pas la priorité.»<sup>88</sup>

Comme le dit notre militant, les membres des groupes de Transition cherchent en général à monter des projets indépendants des institutions et des décisions des élus en place. Cependant, ils sollicitent les pouvoirs publics lorsque cela leur semble nécessaire. Tout comme pour la politisation du discours et des actions liés à la Transition, le recours aux institutions est parfois jugé utile. Celles-ci constituent en effet une ressource potentielle pour le mouvement : en termes de réseaux, de personnel, de ressources financières ou de compétences organisationnelles.

Cependant, il est possible que les élus s'opposent à des projets d'une certaine ampleur pour des raisons d'esthétique paysagère ou de phénomènes de type Nimby.<sup>89</sup> Les autorités ont un certain nombre de bonnes raisons de vouloir favoriser des projets de jardins partagés urbains sur le territoire de leur commune. Mais la vigilance habituelle des autorités en ce qui concerne l'occupation du foncier et les projets urbains et immobiliers menés par le secteur privé ou associatif peuvent les pousser à bloquer des terrains non construits qui se font de plus en plus rares au coeur des villes et qui pourraient être affectés à un autre usage.

À Toulouse, le projet de l'Agence de la transition est en cours et celle-ci n'a pas été proposée officiellement depuis l'alternance politique au mois de mars. Elle avait seulement été évoquée devant l'ensemble des listes concurrentes lors de la réunion publique tenue durant la campagne. L'avenir d'un tel projet est donc encore incertain, à commencer par le fait que les militants redoutent un accueil un peu différent de cette proposition à l'heure où la nouvelle équipe vient de prendre ses fonctions. Mais les transitionneurs toulousains affirment en tout état de cause vouloir être vigilants face aux risques de récupération et de greenwashing.

« Autant tu peux faire des trucs politiques dans un petit patelin où les maires en général sont moins politisés au sens classique du terme, autant ici, dans une métropole, vis-à-vis du politique, tu peux pas faire n'importe quoi, parce que t'as plus de chances que ce soit dénaturé, mal compris, récupéré... les forces classiques du système classique sont plus fortes et tu peux pas faire tout ce que tu veux.»<sup>90</sup>

---

88 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

89 Acronyme de « Not In My BackYard ».

90 Entretien avec Benjamin T., Toulouse en Transition.

Quoiqu'il en soit, ce projet et les débats qu'il a suscités au sein du groupe témoignent d'une volonté d'arbitrer entre les bénéfices possibles d'une institutionnalisation de la Transition au niveau municipal et les coûts que cela pourrait engendrer en termes de perte d'efficacité et de dévoiement du projet par les autorités.

## **5 - Un mouvement qui s'appuie avant tout sur la « communauté »**

Il est une autre notion mobilisée par la Transition qui éclaire le rapport qu'entretient le mouvement avec les institutions : la notion de « communauté », qui mérite une attention particulière.

Il est tout d'abord important de relativiser la portée symbolique que ce terme peut avoir. En premier lieu, cette notion, telle que le mouvement de la Transition l'entend, ne s'oppose pas à la notion de « société », selon la dichotomie établie par Ferdinand Tönnies.<sup>91</sup> Il n'est pas question ici d'une forme de vie sociale communautaire, caractérisée par l'attachement et l'affection qu'a l'individu envers sa famille ou son village.

Deuxièmement, ce terme est la traduction française de « community », terme utilisé abondamment par les théoriciens britanniques de la Transition. Dans la langue de Shakespeare, la « community » n'a pas la dimension communautariste que l'on pourrait lui associer en français et comporte davantage l'idée de la proximité et celle du partage d'un territoire commun. Aussi pourrait-on traduire ce terme par celui de « communauté locale », comme le fait le mouvement français de la Transition, voire par l'expression « communauté de voisinage ».

Les initiatives françaises pour la Transition utilisent donc largement ce mot pour désigner un groupe de personnes habitant dans un périmètre restreint et pouvant se mobiliser ensemble pour développer la résilience locale. On peut à ce titre considérer que les transitionneurs toulousains, voire l'ensemble des Toulousains, constituent une « communauté locale » capable d'engager une démarche de Transition à l'échelle de la commune.

---

91 Ferdinand Tönnies, *Communauté et Société*, 1887.

Putnam définit lui la community comme un « système social local »<sup>92</sup>, expression également pertinente pour désigner notre objet d'étude. La community fait référence dans le cadre de la Transition à un groupe agissant collectivement, à un rassemblement de bonnes volontés, une union d'efforts et de citoyens travaillant de manière solidaire pour atteindre un même but. Elle rassemble des individus vivant au même endroit (même quartier, même ville, voire même région) et dépendant d'un même environnement, naturel, économique, utilisant les mêmes réseaux d'énergie, nourris par les mêmes agriculteurs, etc. Cette community constitue donc un groupe potentiellement mobilisable dans le cadre d'une action collective touchant aux problématiques qui lui sont communes.

Cette idée d'une action collective touchant à un grand nombre de domaines, mais basée sur la coopération d'un groupe restreint agissant dans un territoire limité est parfaitement illustrée par le think tank américain *Community Solution*, qui définit la community idéale comme « un groupe de quelques milliers de personnes vivant sur quelques kilomètres carrés »<sup>93</sup>, caractérisé par une manière de vivre ensemble basée sur « la coopération, l'aide et le respect mutuels » et par un mode de vie « optimisant les ressources physiques et humaines ».

Cette idée d'une communauté de destin solidaire face au problème de la déplétion des énergies fossiles trouve une illustration historique parfaite dans la « Special Period » vécue par Cuba à l'issue de la Guerre Froide. Après la chute de l'URSS, Cuba a en effet perdu la moitié de ses importations de pétrole et près de 80 % de ses importations alimentaires. Cela a été à l'origine d'une sorte de pic pétrolier local et d'un choc généralisé dans l'économie du pays, ce qui a poussé les Cubains à enclencher une démarche de transition bien avant les expériences britanniques, remplaçant progressivement un appareil productif hautement mécanisé et un système agricole industriel par une agriculture moins intensive et un grand nombre de jardins partagés urbains. La consommation d'énergies fossiles par le pays a ainsi été massivement réduite.

Cette période de transition a fait l'objet d'un documentaire réalisé par une membre du think tank *Community Solution*, Faith Morgan.<sup>94</sup>

N'ayant pas interrogé nous-mêmes les Cubains ayant connu cette époque, nous nous fions au récit qui en est fait par Faith Morgan comme par les transitionneurs, qui font parfois référence au Cuba du début des années 1990 comme exemple d'une société orientée vers la résilience et développant pour cela des systèmes d'entraide inexistantes et insoupçonnés jusque là.

---

92 R.D. Putnam, *Bowling Alone. The collapse and revival of American community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

93 [www.communitysolution.org](http://www.communitysolution.org)

94 *The Power of community : how Cuba survived Peak Oil*, Faith Morgan, 2006.

Cependant, l'action collective communautaire semble avoir pris récemment un tournant particulier en Grande-Bretagne. Preuve en est la « stratégie énergétique communautaire » (*Community Energy Strategy*) que le gouvernement britannique veut aujourd'hui mettre en place. Ce plan d'action, ce Grenelle, ce schéma directeur, quelque soit le terme qui pourrait le caractériser, a tout d'une stratégie *nationale* de réduction des consommations énergétiques et de développement des énergies renouvelables, mais il est présenté comme une stratégie *des communautés*, dans le sens où ce sont les communautés locales, c'est-à-dire en réalité des groupes de citoyens locaux, appuyés ou non par des pouvoirs publics locaux, des associations, des coopératives, des entreprises ou se constituant eux-mêmes en entreprises, coopératives ou associations, qui doivent en quelque sorte mener la transition énergétique. L'objectif est de développer des réseaux énergétiques locaux, dans lesquels l'énergie est produite et distribuée sur un territoire restreint. C'est une forme de relocalisation de la production d'énergie, mais c'est aussi une forme de décentralisation de cette production :

« Putting communities in control of the energy they use can have wider benefits such as building stronger communities, creating local jobs, improving health and supporting local economic growth. »<sup>95</sup>

Le texte gouvernemental adopte même la position défendue par les transitionneurs selon laquelle ce sont les citoyens et les acteurs présents à l'échelon local qui doivent mener la transition sans se reposer sur les autorités et en particulier l'État central :

« Community-led actions can often tackle the most difficult issues more effectively than government alone. Communities can mobilise and engage people effectively by tailoring their community engagement to an audience that they understand well, using their existing presence and «representative voice» to good effect. They have more freedom to develop creative solutions that meet local needs. »

On perçoit ici une coïncidence entre les objectifs portés par le mouvement de la Transition concernant l'énergie et le programme gouvernemental en la matière. Le mouvement britannique pour la Transition, plus ancien, plus développé qu'ailleurs dans le monde, a été d'une certaine manière récupéré par une politique nationale visant les économies d'énergie et la construction de la résilience. Les communautés apparaissent ici comme des relais locaux et décentralisés d'une politique nationale. On peut y voir l'application dans le domaine de l'énergie de la politique de la «Big Society», emblématique du gouvernement Tory de David Cameron élu en 2010. Cette politique affiche comme objectif le renforcement du pouvoir des communautés locales et des citoyens. Mais cette volonté apparemment décentralisatrice a fait l'objet de critiques virulentes lorsqu'elle a été formulée, puis mise en oeuvre, dans la mesure où elle s'inscrit dans une vision libérale classique de désengagement de l'Etat d'un certain nombre de ses responsabilités en matière

---

95 *Community Energy Strategy : Full report*, Department of Energy and Climate Change, British government, 2014.

de service public et de services aux personnes.

Toujours est il que le gouvernement britannique encourage l'action des communautés locales, et dans le cas de l'énergie, cherche à déléguer la production et la distribution d'énergie à des «communities» assimilables aux «groupes énergie» des initiatives de Transition.

Ce type d'imbrication entre les projets citoyens et les politiques publiques n'est d'ailleurs peut-être pas pour déplaire aux transitionneurs d'outre-Manche, qui pour certains voient en elle une illustration de l'inclusivité dont ils se réclament. Il n'est donc pas question ici de critiquer une certaine récupération politique des initiatives de Transition dans le domaine de l'énergie, mais de montrer les rapports qui peuvent se jouer entre politiques institutionnelles et action citoyenne organisée. Dans la mesure où ces deux modes d'action portent sur les mêmes sujets, ils sont amenés à se rencontrer, soit pour se compléter, soit pour rentrer en conflit.

# Partie 3 : Construire un projet de territoire citoyen

Nous l'avons vu, le rapport du mouvement de la Transition aux institutions politiques est complexe. Tandis que les fondateurs du mouvement préconisent une assez grande autonomie vis-à-vis des pouvoirs locaux, certaines initiatives cherchent à développer des projets en marge de la décision publique et d'autres, plus rares en France, se confondent avec le pouvoir municipal. D'une manière générale, ce rapport est ambigu, et de nombreux groupes de Transition font appel à différents outils, dont certains outils du militantisme politique classique, pour parvenir à leurs fins. Cependant, la priorité n'est pas de susciter le changement chez les gouvernants, car les transitionneurs n'aspirent pas à la construction d'une résilience locale organisée de manière autoritaire par les gouvernements. Ils ne croient d'ailleurs pas un tel scénario possible sans un certain nombre de heurts susceptibles de générer diverses formes de violence, sociale et économique, symbolique et réelle.

Plutôt que de subir de manière brutale une transition qu'ils considèrent comme inévitable à moyen terme, ils préconisent donc une réappropriation par les citoyens des outils du changement, seule manière selon eux de faire accepter à la population une remise en question radicale de leur mode de vie. Définir ces outils et apprendre à les utiliser nécessite l'élaboration de ce que nous pourrions qualifier de « projet de territoire », la plupart du temps virtuel et composé d'un patchwork d'initiatives diverses et localisées mais néanmoins cohérentes car tendant vers un même but (la résilience). Mais ce projet de territoire peut être également bien réel, et se matérialiser par un des outils majeurs que propose de développer la Transition : le plan d'action de descente énergétique (PADE).

## **Chapitre 1 – L'échelle communautaire privilégiée**

### **1 – Le débat : à quel niveau agir ?**

Dans le contexte d'une économie largement mondialisée, la question de l'échelle la plus

pertinente pour agir se pose de manière prioritaire pour les transitionneurs. A quelle échelle peut-on construire un territoire résilient ? La raréfaction des énergies fossiles et les bouleversements climatiques à venir sont des problèmes communs à l'ensemble de l'Humanité et divers mouvements écologistes se sont structurés de manière transnationale pour effectuer leurs campagnes de conscientisation.

Cependant, une prise de conscience mondiale des problèmes à affronter peut-elle se transformer en une action commune tournée vers la résilience et les politiques de sobriété énergétique ? *«Assurément non – nous répond Benoît Thévard – puisque la mondialisation s'appuie sur l'abondance et le faible coût des hydrocarbures, d'ores et déjà en train de disparaître».*<sup>96</sup>

Malgré les menaces communes auxquelles l'Humanité fait face, il semblerait donc que l'échelle internationale ne soit pas l'échelle appropriée pour mener la Transition de manière significative, et cela pour la raison évidente que la Transition passe prioritairement par la relocalisation de la production et de la consommation. À ce titre, l'approche est différente de celles de mouvements tels que le commerce équitable, qui partage certaines valeurs avec les Villes en Transition, mais qui est avant tout basé sur l'échange international et ne se conçoit donc pas comme une politique de relocalisation.

Par ailleurs, certains affirment la nécessité d'engager un processus de « désurbanisation », dans la mesure où « les grands centres urbains sont extrêmement consommateurs de ressources »<sup>97</sup>. La solution pourrait venir d'une redynamisation des villes et villages de taille moyenne. À ce titre, le réseau français des Villes en Transition affirme qu'« à bien des égards, les bourgs, échelle où plusieurs des initiatives de Transition ont débuté, sont le niveau idéal ». Il est difficile de définir précisément ce qu'est dans l'absolu un « bourg » ou une « ville de taille moyenne », cependant il est intéressant de noter que les fondateurs du mouvement font référence aux « Transition Towns ». L'anglais « town » désigne en général une ville de taille plus petite que celles que l'on désigne par le terme « city ». Les villes de Totnes (8 000 habitants) ou de Lewes (16 000 habitants), qui figurent parmi les premières Villes en Transition de l'Histoire, sont à classer dans la catégorie des « towns » et sont considérées par beaucoup comme des villes de taille idéale pour lancer et réussir une initiative de Transition. Le mouvement fait en effet le pari que ce type de territoire est propice à la création ou à la re-création de liens, au développement de circuits courts, à la généralisation de

---

96 Benoît Thévard, op.cit.

97 Philippe Bihouix, op.cit.

modes de déplacements doux en raison des faibles distances à parcourir, etc.

De même, si de nombreuses initiatives ont depuis émergé au sein de grandes villes, c'est souvent vers l'échelle du quartier que se tournent les transitionneurs. La structuration de Toulouse en Transition suit une certaine logique, dans la mesure où la création de l'association au niveau de cette commune a rapidement été considérée comme un premier pas avant la création de plus petites initiatives, voire comme un relais appuyant et structurant les différentes initiatives de quartier.

« Le phénomène de la Transition, c'est quand même localement, à petite échelle, qu'on réussit à faire avancer concrètement les choses. C'est difficile d'imaginer mettre Toulouse « en transition » ! Mais avoir une association qui s'appelle « Toulouse en Transition », c'est 1) l'occasion de mettre la pression sur les pouvoirs publics, à des niveaux qui sont pertinents pour la transition, par exemple au niveau des transports et 2) c'est le creuset dans lequel vont émerger des groupes locaux, c'est la structure qui permet l'émergence de petits quartiers. Donc Toulouse en Transition peut donner des outils, des journées, faire de la communication autour. Les deux niveaux ne sont pas incompatibles, ils se supportent et s'enrichissent mutuellement. »<sup>98</sup>

Toulouse en Transition évolue donc aujourd'hui de plus en plus vers une organisation par quartier. Nous avons déjà évoqué le quartier des Chalets, dans lequel habite une des fondatrices de Toulouse en Transition, et où commencent à émerger certains projets collectifs, favorisés par un attachement affectif au quartier, des relations de voisinage déjà développées et des lieux de rencontre tels que la maison de quartier où se déroulent plusieurs événements organisés par *Les Chalets en Transition*. De même, un groupe *Borderouge en Transition* est en cours de création, à l'initiative d'un membre actif de Toulouse en Transition résidant dans ce quartier, et d'autres « quartiers en transition » sont appelés à voir le jour. De même, il est de plus en plus fréquent d'imaginer des « rues en transition », à l'image de ce qu'un des militants cherche à instaurer à Ramonville en développant des systèmes de solidarité à l'échelle de sa rue.

Le réseau des Villes en Transition rappelle d'ailleurs que la première initiative développée dans une grande ville (Bristol, d'une taille comparable à Toulouse) cherche essentiellement à servir de support à divers groupes de Transition montés dans les différents quartiers de la ville.

---

98 Entretien avec Benjamin M., Toulouse en Transition.

## **L'intérêt de la sociologie des villes**

Les membres du collectif Auterive en Transition nous font part de leurs difficultés à mobiliser leurs concitoyens dans une commune d'une taille pourtant équivalente à celle de Totnes ou de Lewes, deux des villes pionnières du mouvement de la Transition. Ils attribuent a priori cela aux caractéristiques sociologiques de la ville. Il serait peut-être intéressant, dans le cadre d'une analyse des conditions d'émergence d'une initiative de Transition, de se pencher sur la sociologie des villes comportant ou non une telle initiative. Peut-être identifierait-on ainsi des éléments facilitant son émergence ou au contraire susceptibles de constituer un obstacle à celle-ci.

## **2 - Privilégier la « communauté »**

Le mouvement de la Transition applique donc parfaitement l'adage bien connu « penser globalement, agir localement » mais ce qui fait l'originalité du mouvement est de ne pas chercher seulement à contribuer localement à un changement plus global, c'est en réalité d'essayer de réinventer des formes de démocratie participative à l'échelle locale. En somme, le local ne se résume pas à une pièce du puzzle national ou mondial, il constitue un échelon au sein duquel les citoyens sont appelés à réinventer les formes du vivre ensemble.

Loin de certains discours creux, le mouvement de la Transition théorise et met en pratique ce vivre ensemble en cherchant à construire des projets impliquant la « communauté locale », tel que nous l'avons décrit dans la deuxième partie. En tenant compte de la volonté de relocaliser géographiquement la prise de décision et du désir de s'émanciper en partie de la tutelle des autorités locales, on peut voir dans la Transition un mouvement à tendance décentralisée et autogestionnaire. C'est la communauté dans son ensemble, et pas uniquement ses représentants désignés au suffrage universel, qui doit définir les objectifs et les modalités de l'action collective sur le territoire. Donner ce pouvoir de décision et d'action à la communauté se justifie par :

- La nécessité d'agir à l'échelon local (au niveau de la bio-région, de la ville, du village ou du quartier) pour relocaliser la production et l'approvisionnement des produits essentiels, aujourd'hui dépendants des transports nationaux et internationaux.
- La volonté de se réapproprier la démocratie. Celle-ci s'appuie sur la délibération collective et il existe cette idée fortement ancrée dans le mouvement que cette délibération sera

possible si l'on parvient à reconstruire des relations interindividuelles à petite échelle et à combattre la montée de l'individualisme.

## **Chapitre 2 - Un projet de territoire citoyen ?**

### **1 – Le projet de territoire, tentative de définition**

La notion de projet de territoire trouve sa consécration avec deux textes de loi datant de 1999 : la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT) du 25 juin 1999, dite loi Voynet ; et la loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale du 12 juillet 1999, dite loi Chevènement. Ces textes définissent les notions de « charte de pays » et de « projet d'agglomération » qui doivent poser les bases de la coopération entre plusieurs collectivités territoriales pour leur permettre de conduire ensemble un projet commun d'aménagement et de développement de leur territoire, ou « projet de territoire ». Ce projet doit être composé de plusieurs éléments :

- En premier lieu, un diagnostic partagé des forces, des faiblesses, des risques et des opportunités d'avenir pour le territoire.
- Ensuite, la définition des axes d'orientation : cela doit constituer en la mise en évidence des enjeux stratégiques et au choix d'objectifs prioritaires pour valoriser les atouts et réduire les handicaps.
- Enfin, des propositions d'actions concrètes à engager sur les court, moyen et long termes.

Le projet de territoire est donc un cadre stratégique qui précise les actions concrètes à engager pour mettre en oeuvre la stratégie définie pour le développement du territoire. C'est un cadre qui doit être conçu pour évoluer, s'ajuster et être enrichi au fil du temps.

Selon Pierre Calame, le projet de territoire consiste en une « *conjonction d'analyses, de désirs et de savoir-faire collectifs qui permet de polariser l'action de chacun autour d'une ambition commune.* »<sup>99</sup> En effet, l'élaboration du projet s'appuie en principe sur une réflexion transversale à

---

99 Pierre Calame, « Projet de ville, projet de vie. Esquisse d'une théorie de l'action collective », in *Actes* n°5, 1991, cité

l'ensemble des acteurs publics et para-publics d'un territoire. Ainsi, une commune ou une communauté d'agglomération doit s'appuyer en principe sur une consultation de ses partenaires institutionnels que constituent les autres collectivités (Région, Département) et des structures comme le Conseil de développement (le Codev) ou la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Sont également prévus des appels à la participation des citoyens, parmi lesquels la phase de concertation. Celle-ci constitue une étape obligatoire dans l'adoption de schémas directeurs découlant d'un projet de territoire, tels que le SCoT ou le schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADDT). Néanmoins, en étudiant la réalité des phases de concertation, la science politique nous enseigne les limites des dispositifs qui sont généralement mis en place.

Les autorités présentent généralement ceux-ci comme des outils au service de la « démocratie participative ». Des procédures descendantes comme les dispositifs de concertation ou les enquêtes publiques mises en place lors de la préparation de projets d'aménagement auraient pour objectif d'éviter la confiscation de la décision par des gouvernants élus et de redonner la parole au citoyen. Pourtant, la démocratie participative, qui possède selon Loïc Blondiaux « la force d'une notion floue »,<sup>100</sup> est un concept assez vague pour faire en théorie consensus parmi les décideurs locaux. L'étendue des dispositifs concourant à la démocratie participative est en effet considérable : jurys citoyens, budgets participatifs, conseils de quartier, référendums d'initiative locale, enquêtes publiques, concertations, cybercitoyenneté, ... Chacun est à même d'y trouver ce qu'il souhaite et de parer ce système de toutes les vertus : « démocratisation de la démocratie »,<sup>101</sup> renforcement du lien social, ou amélioration de l'efficacité de la gestion publique locale selon les principes affirmés par les tenants du New Public Management.

La démocratie participative est donc prônée par certains élus locaux alors même qu'elle concurrence leur légitimité électorale en opposant la participation à la représentation. Ce paradoxe peut s'expliquer par le fait que la concertation, se résumant parfois à une simple *consultation* des intérêts et avis du public, peut se transformer en outil de légitimation des décisions des élus.

On peut à cet effet citer la déception de certains sympathisants de Nantes en Transition, regrettant que l'enquête publique ayant précédé la validation du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes

---

par Yves Chappoz, « Projets territoriaux, partenariat, contractualisation : quelle place pour les citoyens ? », in *Annuaire des collectivités locales*, vol. 21/2001, pp. 65-78.

100 Loïc Blondiaux, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Seuil, 2008.

101 Lascoumes Pierre, *Les recompositions locales des formes de l'action publique* (textes réunis par Muriel Tapie-Grime), L'Harmattan, 1997.

se soit résumée à une consultation n'ayant pas tenu compte des études d'impact produites par les opposants au projet. De même, à Toulouse, la concertation obligatoire organisée dans le cadre de la répartition des fonds structurels européens au sein du budget de la Région Midi-Pyrénées a mis en évidence le peu d'influence qu'ont eu les citoyens sur les décisions finales.

Ce type de consultation peut donc apparaître *in fine* plutôt comme un outil de légitimation de la décision publique que comme une réelle inclusion du citoyen dans la définition des divers projets de territoire.

## **2 - Les Plans d'Action de Descente Énergétique**

Face aux limites de la démocratie participative traditionnelle, le projet de territoire que constitue selon nous la Transition se présente comme une alternative aux projets institutionnels, puisqu'il s'appuie sur une mobilisation de citoyens, qui non seulement définissent des scénarios souhaitables pour l'avenir de leur territoire, mais développent en parallèle et de manière autonome des actions qui concourent à la réalisation de ces scénarios.

Selon les militants, le constat de précarité et de vulnérabilité aux crises de notre société nous impose d'agir de manière collective sans déléguer cette initiative aux seuls gouvernants, car les chocs à venir devraient nous affecter personnellement en touchant à notre consommation domestique d'énergie, aux produits alimentaires ou encore à la manière dont nous nous déplaçons.

La Transition propose ainsi d'imaginer un projet collectif basé sur l'acceptation du changement, l'anticipation des crises, le développement de circuits économiques relocalisés et le renforcement des relations de solidarité à l'échelle de la ville et du quartier. Ce projet collectif, une fois que les bases d'une initiative locale de Transition sont posées et la mobilisation populaire enclenchée, peut se matérialiser par l'adoption d'un Plan d'Action de Descente Énergétique (PADE), qui doit être la dernière des 12 étapes du lancement de la Transition sur un territoire selon Rob Hopkins.

Comme son nom l'indique, le Plan d'Action de Descente Énergétique vise à agir sur la quantité d'énergie consommée par une communauté, qui serait de manière globale en augmentation constante depuis le début de la Révolution Industrielle, période historique de «montée énergétique». Ce Plan présente quelques similitudes avec les propositions des groupes *Virage Énergie Climat*, groupes de citoyens qui développent une expertise sur le climat et l'énergie de manière à réaliser un

bilan énergétique local puis à trouver des solutions concrètes pour atteindre les objectifs définis par le GIEC pour réduire les effets du changement climatique.

Cependant, les PADE utilisent l'énergie comme une porte d'entrée permettant d'engager la réflexion sur l'ensemble des sujets qui intéressent la Transition : transports, économie, santé, alimentation, ... Ces secteurs sont caractérisés par une forte dépendance à l'énergie – notamment au pétrole – et sont donc susceptibles d'être touchés par les bouleversements induits par une descente énergétique.

Le PADE a donc comme objectif global d'anticiper l'inévitable décroissance de l'énergie utilisée en développant les bases de la résilience du territoire.

La référence sur laquelle s'appuient les différentes initiatives de Transition dans le monde est encore une fois un plan d'action rédigé par Rob Hopkins. Celui-ci a mis au point le premier PADE en 2005 avec le concours de ses étudiants du Kinsale Further Education College, dans le cadre du cours de permaculture qu'il dispensait dans cet établissement. Il suggère ainsi une manière de rédiger un PADE.<sup>102</sup>

Les membres de Toulouse en Transition ont ainsi produit une ébauche de PADE au cours de l'année 2012, sur la base de l'exemple de Kinsale mais également du travail réalisé par le Bristol Green Capital Group dans une ville d'une taille comparable à celle de Toulouse. Ce rapport, intitulé « Mieux vivre à Toulouse après le pic de pétrole » ne constitue pas un PADE au sens strict du terme. En effet, il a été rédigé et publié à un moment jugé opportun, au cours de la campagne des législatives 2012 dans laquelle était engagée une des membres de Toulouse en Transition. Le contexte de sa réalisation est donc un peu particulier car il a été rédigé par un groupe de travail relativement restreint (sept auteurs plus quelques contributeurs occasionnels) et comptant plusieurs membres d'Europe Ecologie Les Verts. Toulouse en Transition étant une organisation encore relativement jeune, un véritable PADE est appelé à être produit sous peu en associant un plus grand nombre de citoyens. Cependant, le rapport en question comporte les principaux éléments caractéristiques d'un PADE.

Il présente tout d'abord une présentation de la vulnérabilité énergétique de Toulouse au travers de l'anticipation du pic pétrolier. L'ensemble des éléments relatifs à l'impact du pic de la production de pétrole au niveau mondial (que nous avons présentés dans le chapitre 1 de la première partie) sont

---

102 *Kinsale 2021. An energy Descent Action Plan, Version 1.*, 2005, par Rob Hopkins et les étudiants du Kinsale Further Education College.

exposés au début du rapport. Les impacts potentiels du pic sur la ville de Toulouse sont ensuite résumés, ce qui constitue une forme de diagnostic territorial centré sur la situation de dépendance de la ville vis-à-vis du pétrole. Plusieurs secteurs (transports, alimentation, santé, services publics, économie) font ensuite l'objet d'une attention particulière.

Comme le font généralement les projets de territoire, ce rapport présente donc :

- Un diagnostic territorial, celui-ci insistant fortement sur la dépendance de la ville au pétrole abondant et bon marché, et donc par la même occasion sur sa vulnérabilité au pic pétrolier.
- Des axes d'orientation et des recommandations stratégiques visant à construire une ville résiliente.
- Un ensemble d'actions classées par thématiques et permettant d'atteindre les grands objectifs définis auparavant.

Ainsi, la section relative aux transports dans ce rapport est construite de la manière suivante :

## **1. Toulouse en matière d'accessibilité et de mobilité – des vulnérabilités spécifiques**

1.1. Accessibilité – accès aux équipements de Toulouse sans avoir besoin de moyens de transports

- a) Accès aux services publics
- b) Accès à l'emploi
- c) Accès aux commerces

1.2. Mobilité – la vulnérabilité du plan de déplacement de Toulouse au pic pétrolier

- a) Voiture particulière
- b) Transports publics
- c) Vélo
- d) Trafic aérien
- e) Transports de marchandises

## **2. La politique de transport existante et son efficacité dans la préparation de Toulouse au pic pétrolier**

## **3. Vers une accessibilité et une politique des transports pour préparer Toulouse au pic pétrolier**

3.1. Une politique des transports liée au pic pétrolier

3.2. Une sélection d'activités qui pourraient être créées ou étoffées pour renforcer la résilience dans le système de transports de Toulouse

- a) Augmenter l'accessibilité des emplois pour réduire le besoin en déplacements et rendre leur distance faisable à pied
- b) Donner la priorité aux modes de transport durables à travers un mélange de mesures plus ou moins contraignantes
- c) Améliorer la résilience des transports à la pénurie de carburant

Extrait du rapport « Mieux vivre à Toulouse après le pic de pétrole ».

La même structure est utilisée pour chacun des thèmes abordés : alimentation, santé, énergie, économie locale.

Par souci de développer une analyse approfondie de notre terrain d'étude, nous avons choisi de présenter cet équivalent toulousain des Plans d'Action de Descente Énergétique. Cependant, il est intéressant de se référer au PADE originel réalisé par l'établissement de Kinsale, qui présente en plus de tous ces points un élément important de la démarche de la Transition : la « vision », que

nous avons détaillée auparavant (Partie 1, Chapitre 3) et qui consiste à imaginer la situation du territoire dans un avenir proche, après la réalisation des différentes étapes de la Transition. Cette vision est ainsi confrontée à la description de la situation existante au moment où le document est rédigé.

À Kinsale, une multitude d'actions réparties sur une quinzaine d'années et décrites dans le PADE local montrent le chemin menant à la vision définie au départ, c'est-à-dire celle d'une ville résiliente, autonome et sobre en énergie.

On le voit, ces plans d'action, qui doivent à terme être mis au point dans chacune des initiatives locales, reprennent les principaux points de la démarche de la Transition : ils exposent les données du problème énergétique et environnemental, ils réalisent une sorte d'audit du territoire par le prisme de la dépendance au pétrole et formulent un certain nombre d'actions permettant de sortir de cette dépendance tout en utilisant la technique de la vision d'un futur souhaitable pour le territoire.

Le PADE est considéré aujourd'hui comme la dernière étape du lancement effectif d'une démarche de transition. Ainsi, il constitue une synthèse de la réflexion collective menée par les transitionneurs sur l'avenir du territoire, en même temps qu'il représente un cadre d'action fourni aux citoyens pour développer la résilience locale. Par la manière dont il est élaboré et par l'objectif qu'il poursuit, il constitue donc une ressource d'empowerment pour la population.

### **3 - Un projet de territoire « citoyen »**

#### **3.1. La démocratie directe comme fondement de la décision légitime**

En référence aux projets de territoire établis par les autorités locales, on pourrait avancer que la Transition constitue une forme de *projet de territoire citoyen* visant à développer une nouvelle manière de faire de la politique. On parle en effet ici d'une manière de se réapproprier son territoire en définissant collectivement l'avenir que l'on veut lui donner. La notion de projet citoyen pourrait être opposée à celle de projet institutionnel ou de projet émanant des autorités publiques. Dans le cadre de la Transition, c'est le citoyen profane, ne disposant pas forcément d'une légitimité électorale ou d'une légitimité expertale, qui est appelé à agir. Ce citoyen n'a pas d'autre légitimité que le fait

d'appartenir à la communauté, il est donc à ce titre appelé à participer à la définition des besoins de celle-ci et des manières d'y subvenir dans le cadre du bouleversement profond que constitue le pic pétrolier.

On peut considérer que la recherche de l'inclusivité et le contournement du système représentatif classique qui caractérisent les projets montés par les groupes de Transition inventent un modèle démocratique qui emprunte des éléments à la démocratie délibérative théorisée par John Rawls et Jürgen Habermas. Dans cette forme de démocratie, la décision politique résulte de la délibération entre citoyens égaux exprimant leurs conceptions différentes du bien commun. La Transition nourrit en effet l'ambition forte de permettre aux citoyens, notamment ceux issus de la « société civile », de travailler ensemble à l'élaboration d'un projet collectif.

Cependant, qu'elles utilisent les outils des systèmes participatifs ou délibératifs, les formes de démocratie plus directe telles que celle revendiquée par le mouvement de la Transition sont souvent caractérisées par une forme de « cens caché », pour reprendre le terme de Daniel Gaxie<sup>103</sup>. Ainsi, l'intégration de nouveaux acteurs au processus de décision n'empêche généralement pas de retrouver une certaine homogénéité sociologique des participants, notamment en termes de capital culturel. L'inégalité règne souvent sur la participation aux affaires publiques : plus le capital culturel ou social des individus est élevé, plus on observe une compétence auto-assignée de ces individus pour s'intéresser à la vie publique et se positionner sur les questions politiques.

La question de la participation effective à la définition d'un projet collectif alternatif à la dépendance énergétique se pose également avec force au sein du mouvement de la Transition. Ainsi, pour Paul Chatterton et Alice Cutler, « nous devons nous interroger sur des modèles qui ne comptent que sur quelques experts, principalement des hommes blancs et diplômés, pour fournir des réponses »<sup>104</sup>. Il est tout à fait probable que la question de la Transition mobilise dans certaines villes en majorité des citoyens majeurs, blancs, diplômés et disposant de manière générale de capitaux culturels, économiques, et symboliques relativement importants. Cependant, l'observation que nous avons pu réaliser et qui se limite aux initiatives de Transition dans la région toulousaine ne confirme que très partiellement cette hypothèse.

On note en effet une certaine diversité des profils s'impliquant dans la Transition. À Toulouse, on

---

103 Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Seuil, 1978.

104 Paul Chatterton, Alice Cutler, op.cit.

retrouve un grand nombre d'ingénieurs parmi les personnes les plus impliquées. Mais cela est en partie dû à la sociologie générale de la ville. L'initiative du Lot en Transition, elle, regroupe par exemple plusieurs agriculteurs. De la même manière que les ingénieurs toulousains peuvent mettre leurs connaissances techniques au service de projets concrets de mise en transition de la ville (notamment dans le domaine de l'énergie), les agriculteurs peuvent apporter cette contribution dans des zones rurales.

Par ailleurs, on retrouve dans l'association Toulouse en Transition un certain nombre d'individus qui ont eu auparavant des engagements militants dans d'autres structures. Certains ont ainsi milité dans des associations telles que les Amis de la Terre, Attac ou dans un parti politique comme Europe Ecologie Les Verts. Ces caractéristiques concernent cependant ce que l'on pourrait appeler le « noyau dur » de l'association, fortement impliqué depuis sa création et qui est à l'origine de plusieurs projets et groupes thématiques, et ce noyau dur ne travaille pas seul. Nous avons déjà expliqué en quoi l'étude du mouvement a permis de relativiser une des hypothèses de départ selon laquelle l'implication dans la Transition correspondrait systématiquement à l'aboutissement d'une trajectoire militante, qui commencerait par la conscientisation politique, continuerait avec l'implication dans le militantisme classique dans des organisations politiques, et aboutirait à une volonté d'agir concrètement sur son territoire au-delà du militantisme.

Cette trajectoire correspond à quelques profils, à des personnes ayant cherché un jour à contribuer concrètement au changement qu'elles souhaitaient voir advenir sur leur territoire de vie, et à s'installer dans une démarche collective comportant une vision positive de l'avenir.

Mais d'autres individus commencent à l'inverse par s'engager dans ce qu'ils considèrent comme des initiatives concrètes, permettant d'aller à la rencontre de leurs voisins et de développer des dynamiques de solidarité dans un quartier. Pour eux, la prise de conscience de l'urgence du pic pétrolier et de la dimension politique de leurs gestes peut n'intervenir que dans un deuxième temps.

Parallèlement à cela, l'observation d'évènements qualifiés de « forums ouverts » par les transitionneurs montre la diversité sociologique des participants qui viennent s'informer sur le pic pétrolier et les manières de s'impliquer dans la Transition. On y rencontre une population respectant quasiment la parité homme-femme, composée d'étudiants, d'actifs, de chômeurs, de retraités, de travailleurs indépendants ou salariés, cadres ou employés. Une diversité géographique est aussi apparue au cours de certaines de ces rencontres : on y trouve des Français bien évidemment, de Toulouse et d'ailleurs, mais également des Italiens, Congolais, Britanniques, Etats-uniens, Indiens...

### **3.2. La politique par l'action**

Mais au-delà de la définition des objectifs communs à un groupe sur une base égalitaire, qui est la caractéristique d'un système politique démocratique, la Transition propose de faire ce qu'on pourrait appeler de la « politique par l'action ». La création de jardins partagés ou d'une centrale thermique codétenue et cogérée par les habitants du quartier complète la politique de territoire inscrite dans des documents comme les PADE et vise à ne plus déléguer l'application concrète de cette politique à des individus élus par le système représentatif. La résilience du territoire doit être bâtie par les citoyens eux-mêmes au travers des actions individuelles et collectives qu'ils vont mener.

« Moi ce qui m'intéresse dans la Transition, c'est que même sans connaître les théories, on peut s'imprégner de certaines notions et commencer tout de suite, sur le terrain, à faire quelque chose. [...] Ça me plaît qu'on puisse mettre en oeuvre des choses, alors que d'autres sont en train de réfléchir pendant des années *à la possibilité d'envisager de faire quelque chose*, à faire des motions, des congrès, des colloques... Ça au contraire, c'est se réapproprier la politique et la démocratie. »<sup>105</sup>

On peut donc voir dans le modèle de la Transition une manière originale de faire de la politique, qui est basée sur la volonté d'agir de manière collective en marge des autorités (celles-ci ayant vocation à soutenir les initiatives et non pas à les guider), sur la volonté d'inclure des citoyens rejetant ou ignorant habituellement la politique partisane, et sur un processus de changement psychologique accompagnant l'action.

Ce renouveau de la pratique politique peut se révéler complémentaire des mouvements sociaux traditionnels, qu'ils soient à dominante écologiste ou altermondialiste : certains individus ont une double casquette de transitionneur et de militant traditionnel au sein d'un parti ou d'un autre mouvement écologiste ; d'autres n'ont pas d'engagement parallèle mais considèrent que les mouvements qui luttent contre certains grands projets d'aménagement sont complémentaires du mouvement de la Transition ; enfin, un membre d'Auterive en Transition affirme même que la Transition peut constituer une voie de transformation politique plus efficace que la participation aux élections :

« Moi je vote pas toujours, pourtant j'estime faire beaucoup de politique, avec le ciné-citoyen ou avec la Transition, même en arrêtant de voter. Je fais de la politique *à côté* ». <sup>106</sup>

Suivant un raisonnement similaire, le fondateur Rob Hopkins considère que la Transition et les

---

105 Entretien avec Christian L., Auterive en Transition

106 Ibid.

mouvements écologistes traditionnels constituent deux approches différentes mais complémentaires de la transition sociale et écologique. Il défend néanmoins l'idée que la Transition est un mouvement plus accessible au citoyen lambda non politisé et est par là même susceptible de rassembler à plus grande échelle et de faire ainsi la preuve de son efficacité. Loin d'être une approche individualiste du changement, cet engagement pour créer un cadre de vie plus épanouissant et plus résilient constitue pour lui une réimplication des citoyens dans la politique.

Effectivement, il ressort de l'analyse théorique et de l'observation empirique du mouvement de la Transition que celui-ci favorise la réappropriation par les citoyens du territoire dans lequel ils vivent et encourage une implication nouvelle dans la vie publique par le biais de l'action communautaire. Les différents projets thématiques engagés dans la plupart des Villes en Transition, tout comme les Plans d'Action de Descente Énergétique ou leurs équivalents, touchent en effet à des domaines très variés : transports, énergie, alimentation, agriculture, recyclage, urbanisme et une importance particulière est accordée à la terre, à l'espace public et à la notion de proximité.

# Conclusion

*« La Transition pour nous, c'est que les gens s'approprient les choses, pour que, peut-être, ils soient plus autonomes, parce que les modèles préfabriqués qu'on leur présente, les gens sont moins libres par rapport à tout ça. C'est donner des outils, de la matière aux gens pour qu'ils puissent réaliser par eux-mêmes »<sup>107</sup>*

En synthétisant les enseignements tirés de cette étude, et plus particulièrement ceux concernant la réappropriation du politique par les transitionneurs, on pourrait rapprocher l'engagement de la Transition d'un processus d'empowerment individuel et collectif.

Le mouvement tiers-mondiste utilise abondamment ce terme d'« empowerment » à partir des années 1970. Le discours contemporain sur le développement dénonce un modèle vertical dans lequel le pouvoir politique et économique échappe à la base. Il revendique ainsi un modèle de développement basé sur l'empowerment des individus et ancré pour cela dans « l'espace local et la communauté de base. »<sup>108</sup>

On remarque ainsi l'utilisation d'un concept malléable, qui peine à se trouver une définition qui fasse consensus. L'empowerment peut ainsi désigner un processus d'autonomisation et de prise de pouvoir sur sa propre vie, ou bien se référer au résultat de ce processus. Les tiers-mondistes qui ont mis ce concept en avant rejetaient un processus d'autonomisation vertical, qui verrait l'État octroyer des ressources aux populations dominées culturellement, politiquement et économiquement. Il faudrait selon eux tendre vers une autonomisation par le bas, qui passerait par la mobilisation politique, la conscientisation et l'éducation populaire. On retrouve la présence de ces différents éléments dans le mouvement pour la Transition.

Celle-ci apparaîtrait comme une forme de mobilisation par et pour l'empowerment des individus.

*« Dans les mouvements de la transition, la question de la souveraineté est omniprésente : comment ne pas subir son destin ? », se demande Fabrice Flipo<sup>109</sup>. Par l'éducation populaire, nous répond la Transition : la sensibilisation et la conscientisation aux enjeux écologiques et sociaux s'accompagnent d'un apprentissage de savoir-faire (jardinage, bricolage) qui favorise l'autonomisation des individus et une prise de contrôle de la production et des ressources. Les*

---

107 Xavier Vidal, président de l'association la Granja, Soulomès (Lot), *La Transition au pays, une aventure lotoise*, Frédéric Sibille, 2012.

108 Anne-Emmanuèle Calvès, « Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », revue *Tiers-Monde* 4/2009 (n° 200), pp 735-749.

109 Fabrice Flipo, « Du bon usage de la communauté », revue *Mouvements*, 2011/4 n° 68, pp. 85-99.

jardins partagés urbains en sont un exemple marquant.

L'empowerment tel que présenté par William Ninacs nous éclaire particulièrement au sujet de ce mouvement. Selon lui, quatre composantes fondent la notion d'empowerment : la participation de l'individu, l'auto-reconnaissance de sa légitimité à agir, l'acquisition d'une conscience critique et le développement de ses compétences.

La dimension participative de la Transition a été démontrée. Si on peut craindre comme dans tout mouvement qui s'organise et s'institutionnalise un phénomène d'éviction progressif des individus les moins dotés en capitaux, celui-ci cherche à s'émanciper des logiques de domination en se montrant particulièrement inclusif et en recréant une forme d'action politique parallèle à la sphère traditionnelle. Selon une des transitionneuses toulousaines de la première heure :

« À un moment donné, le groupe fondateur il doit se dissoudre, quoi. Pour que les autres puissent accéder au fait d'être responsables des choses. On a fait ce qu'il faut pour mettre la structure, maintenant ça doit continuer tout seul. »<sup>110</sup>

La reconnaissance de sa légitimité à agir pour son territoire de la part d'un simple citoyen non titulaire d'une charge publique et qui ne représente que lui-même vient de cette forme d'autonomisation vis-à-vis de la sphère politique traditionnelle. Une légitimité propre à leur action est ainsi en construction chez les individus, dans la mesure où ils agissent pour eux-mêmes, pour leur avenir et celui de leur quartier. La notion de proximité et la taille réduite du « territoire en transition » jouent ici un grand rôle.

Par ailleurs, l'engagement dans la Transition implique nécessairement une réflexion sur le modèle de développement actuel. Si la dénonciation du système en place n'est pas l'objet du mouvement, ce dernier invite malgré tout les individus à repenser la vie en société et à se mobiliser sur des questions plus larges que celles qui les touchent personnellement.

Le développement des compétences personnelles est enfin au coeur de l'engagement. L'acquisition de connaissances politiques et techniques par l'échange fait écho à l'apprentissage de savoirs techniques et manuels. Dans un monde où la technologie est très présente et ouvre pour certains des possibilités d'action immenses, le sentiment d'être « disempowered » (dépossédé, privé de certaines capacités d'action) est fréquemment évoqué par des individus n'ayant pas la maîtrise de certains savoirs plus communs pour les générations précédentes. Cultiver des légumes est pour beaucoup

---

110 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

une nouveauté, et les groupes d'agriculture urbaine que l'on retrouve dans la plupart des initiatives de Transition leur permettent d'apprendre les techniques de jardinage au contact de jardiniers plus expérimentés. Il en va de même pour les ateliers de réparation, à l'image des Café Bricol toulousains. Certains n'hésitent pas à suivre des formations en parallèle, sur leur temps libre et avec leur argent personnel.

Ce processus d'empowerment se traduit essentiellement par une participation accrue à la vie en collectivité, particulièrement à l'échelon local. L'engagement débute et perdure grâce à l'idée que le local, les circuits courts et la démocratie en petit comité permettent la résilience car ils rendent moins vulnérables à des éléments venant de l'extérieur et que l'on ne maîtrise pas. Cette idée va à l'encontre d'un double discours portant :

- sur l'inévitabilité de la mondialisation, l'interdépendance des systèmes économiques, et l'impossibilité de prendre des décisions à une échelle locale, nationale, voire européenne. Ce discours fait l'objet de critiques de la part des transitionneurs et les encourage donc à imaginer des pistes de relocalisation des décisions et de la production.
- sur la prépondérance du développement personnel et l'injonction à l'épanouissement individuel. La Transition insiste elle sur l'importance de la « communauté », sur le convivialisme et la coopération.

Le but de l'action est ainsi la recherche de la résilience, mais aussi une lutte contre l'impuissance, la création de communautés de voisinage fortes, permettant à la fois de faire face à des chocs extérieurs qu'elles ne maîtrisent pas et d'éviter l'isolement des individus face à ces chocs. La notion de communauté est encore une fois très importante. Comme nous l'avons développé au cours de ce travail, le slogan habituel vantant « la puissance des communautés locales » peut se comprendre de deux manières : la puissance des communautés basées sur la solidarité face à un individu trop isolé ; la puissance des communautés qui se prennent en main sans attendre l'action de gouvernements trop peu réactifs face aux chocs à venir.

En ce qu'elle lutte contre l'impuissance des politiques ou des individus isolés et insiste sur les liens de coopération à tisser au sein d'un territoire vécu, la Transition est donc une forme d'empowerment par la communauté. On touche là au principe fondamental de la coopération. La Transition est avant tout une mise en commun des forces et des ressources variées qui caractérisent une population de plusieurs milliers de personnes.

Certains individus engagés dans la démarche de la Transition ou qui la soutiennent (on peut citer Rob Hopkins, Benoît Thévard, ou Richard Heinberg) peuvent être considérés comme des « experts » à proprement parler. Leur activité professionnelle est en effet centrée sur la communication autour du pic pétrolier, l'exploration de scénarios de descente énergétique, ou l'enseignement de la permaculture. La Transition est pour ainsi dire leur domaine de compétence et les conférences qu'ils donnent ou les ouvrages qu'ils publient constituent autant de ressources à la disposition de l'ensemble des (futurs) transitionneurs.

Cependant, la plupart des individus qui se saisissent de la Transition sont pour ainsi dire des non-spécialistes du sujet. Certains disposent de savoirs professionnels qu'il réinvestissent dans la sphère associative mais ils ne font pas de l'adaptation au pic pétrolier leur activité professionnelle. L'engagement qui est le leur est donc cantonné à leur temps libre. Par ailleurs, ils font bénéficier au reste du groupe des connaissances qu'ils ont pu acquérir et facilitent ainsi une certaine dimension de l'empowerment des autres membres de la communauté. Ceux-ci peuvent à l'inverse faire valoir leur expérience militante qui leur a permis d'appréhender les relations avec les pouvoirs publics ou qui, grâce à leurs réseaux, permettent au mouvement de nouer des liens avec d'autres structures du tissu associatif local.

En réalité, il semble que chacun des individus rejoignant le mouvement de la Transition en s'impliquant dans un projet au sein d'un groupe de travail est arrivé dans cette sphère par une ou plusieurs portes d'entrée : le militantisme politique, l'attachement au quartier, la volonté de porter un projet très précis et déjà ébauché avant même la rencontre avec les autres, ou la connaissance des problématiques énergétiques acquise dans le milieu professionnel. Chacun mobilise ainsi savoir d'usage, savoir politique, savoir professionnel et en fait bénéficier les autres membres, facilitant chez chacun d'entre eux le développement d'une approche beaucoup plus complète de la démarche de Transition.

Le recours à la notion d'empowerment se justifie également par le fait que ce type d'engagement peut être considéré comme une nouvelle forme d'action collective sur le territoire. Celle-ci se développe sur un espace géographique restreint et tente de mettre en action une communauté locale dans son ensemble. La recherche de l'intelligence collective face à l'« individualisme qui nous ronge »<sup>111</sup> et l'apprentissage d'une dynamique de groupe permettant de monter des projets collectifs

---

111 Entretien avec Marie-Pierre C., Toulouse en Transition.

sont au coeur de la démarche transitionnelle. Avec en définitive un objectif ambitieux : profiter des crises énergétique et climatique pour faire prendre conscience à une majorité de citoyens de la précarité de nos conditions de vie et faire de ceci une double opportunité : recréer un lien social distendu à l'échelle d'une communauté de voisinage et assurer à une communauté de citoyens la maîtrise de son destin.

« Pour moi, la Transition, c'est la notion de maîtrise. C'est reprendre la maîtrise des choses et notamment des choses essentielles. »<sup>112</sup>

Les initiatives de Transition sont encore jeunes, la première ayant été créée en 2006. Beaucoup de travail reste à accomplir dans l'optique de la construction d'un territoire résilient. Mais les transitionneurs estiment en avoir posé les fondations. Face à l'ampleur de la tâche à accomplir, l'un d'eux nous dit ceci :

« Quand on sera dans une situation énergétique et climatique aggravée et qu'il faudra mettre un grand coup d'accélérateur, on sera prêts. On est loin d'avoir fait de notre ville une ville résiliente, mais les savoirs, les réseaux, la capacité à agir ensemble à l'échelle d'une ville ou d'un quartier sont déjà en place. »<sup>113</sup>

---

112 Transitionneuse du Lot, *Transition au pays, une aventure lotoise*, op.cit.

113 Entretien avec Philippe A., Toulouse en Transition.



# Annexes

## **Annexe 1 : Grille de questions type utilisée au cours des entretiens semi-directifs**

### Introduction

- *Questions sur l'âge, la CSP, la formation universitaire, l'activité professionnelle*
- Comment avez-vous connu le mouvement des Villes en Transition ?
- Êtes-vous adhérent(e) d'une initiative de Transition ?
- Vous considérez-vous comme un(e) « militant(e) » en étant adhérent ou en participant aux évènements ?
- Militez-vous dans une structure associative ou dans une organisation syndicale ou politique ?
- Pourquoi vous être engagé(e) dans le mouvement de la Transition ?
- Avez-vous l'impression d'avoir effectué un travail psychologique sur vous-même dans le cadre de votre engagement ?
- Quelles difficultés avez-vous rencontrées au cours de votre engagement ?

### Conditions de réalisation de la Transition

- Avez-vous le sentiment que la Transition est réalisable à l'échelle d'une grande ville ? Quelle est l'échelle d'action la plus appropriée selon vous ?
- Comment voyez-vous la situation de votre ville dans 20 ans ? Où en sera-t-on de la Transition ?
- Comment mesure la réussite d'une démarche de transition ? Vous êtes-vous posé la question en ces termes en vous engageant ?
- Qu'est-ce que la Transition ne permet pas de faire ?

### La dimension politique de la Transition

- Que pensez-vous du mouvement de la décroissance ? Faut-il résister en positivant ?
- La Transition, est-ce la décroissance concrétisée au quotidien ?
- Faut-il dépolitiser la Transition pour toucher un public élargi ?
- Faut-il donner un contenu idéologique à la Transition ?
- Avez-vous le sentiment d'avoir amené des individus peu conscientisés à une réflexion en matière d'écologie ?
- Voyez-vous la Transition comme un outil d'éducation populaire ?
- La Transition aurait-elle du sens sans l'imminence du pic pétrolier et du changement climatique ?

### La Transition et les institutions

- Quel regard portez-vous sur l'action des pouvoirs publics et des responsables politiques en matière d'écologie ?
- Croyez-vous que l'interpellation des candidats aux municipales puisse influencer leur action dans le sens de la Transition ?
- Que peut-on attendre des institutions ?
- Avez-vous participé à des dispositifs organisés par les pouvoirs publics (défi des familles à énergie positive, procédures de concertation, ...) ?
- La Transition a-t-elle une dimension contestataire ?

## **Annexe 2 : Liste des évènements en observation participante et liste des entretiens individuels**

### Evènements du réseau à Auterive et à Toulouse (par ordre chronologique)

- Présentation du film « In Transition 2.0 » et débat autour de la Transition
- Forum ouvert du collectif « Ensemble en Transition »
- Conférence-débat sur la Transition à la Maison de la Philosophie
- Forum ouvert de Toulouse en Transition (TeT)
- Réunion des Chalets en Transition à la maison de quartier des Chalets
- Réunion du groupe énergie de TeT
- Soirée d'interpellation des candidats aux municipales à Toulouse
- Ciné-citoyen sur la Transition à Auterive
- Réunion du Comité de Pilotage de TeT
- Assemblée Générale de TeT
- Réunion du groupe énergie de TeT
- Excursion collective à Pinsaguel
- Réunion autour du projet d'Agence municipale de la Transition à Toulouse

### Entretiens semi-directifs

- Entretiens avec 3 membres de Toulouse en Transition (Benjamin M., Benjamin T., Marie-Pierre C.)
- Entretiens avec 4 membres du Collectif Auterive en Transition (Christian L., Pierre F., Jean L., Claire L.)

## Annexe 3 : Extrait du Plan d'Action de Descente Énergétique de Kinsale (Irlande), réalisé en 2005

### Youth & Community

**Michael O'Callaghan, Rob Hopkins,  
Michelle Walsh, Carmel Geary**



#### The Problem

Kinsale youth are admirable. They are lively, sincere and concerned, and they represent the positive energy of the future. However, Kinsale like any other town or urban centre, has challenges with the untapped and often mis-directed energy of youth. These misaligned energies of find expression in socially and self-destructive behaviour, i.e. vandalism, alcoholism, drug-abuse, joy-riding, noise pollution, loitering and nuisance. While many excel at sports and activities, more are sedate, house-bound and lost in high-tech Playstations, TV, etc. There are fewer opportunities to engage their energies in creative, social activities. Their problems are often encapsulated in the moan: "Nothing to do and nowhere to go". Peak Oil will affect today's young people in many ways; diminishing opportunities, lower material standards, reduced work opportunities and thwarted ambitions. As these impacts begin to be felt, young people could become increasingly bewildered and angry, lacking even the basic skills for self-reliance and looking for others to blame.

#### The Vision

By 2021 young people are the vibrant energy driving the cultural shift well underway in Kinsale. They are empowered, skilled and focused, and their ideas and opinions are reflected in the local political process. Their schooling has been re-oriented around core ecological values, their school environments having become as sustainable as possible. They represent the future, and they are supported by the wider community in their building of a more sustainable future.

#### 2006.

- An Opinion Forum will be organised for Kinsale's young people. This will be co-ordinated by Kinsale FEC's second year permaculture students, and will aim to identify areas of interest to young people in Kinsale, as well as to introduce the concept of visioning the kind of future they want. The event will be celebratory, designed so as to attract young people, and will enable the students to identify stepping stones through young peoples' interests.

#### 2007

- Launch a Youth Photography Competition, with a prize for the best 2 photographs, one which best illustrates a positive vision for how the future could be, and another that best illustrates the worst case scenario of how things could be.
- Coordinate and host an International Youth Conference and Festival. This conference would aim to build a positive self image for Kinsale's young people, and would identify the movers and shakers among young people. The event's main speaker would be Lewisham's Youth Mayor, Emanuel Hawkes.
- The conference would produce a Youth Manifesto for Kinsale.
- Offer a Permaculture Design Course free to young people from the town.
- Local schools begin to introduce Green Work Experience for their Transition Year students, placing them for a week or two in a business with green intentions
- Launch a Youth Movie Circle, to watch a film each week and discuss it afterwards, with a high degree of sustainability related films, such as The End of Suburbia, The Corporation and SuperSize Me.

**2008**

- A presentation to Kinsale Town Council of the Youth Manifesto for Kinsale.
- Launch the Kinsale Young Mayor Training. This would include training in citizenship issues, manifesto writing and what they would spend the mayor's budget on. Anyone wanting to run for the position of Mayor would need to undertake this training.
- Launch Community Notice board on the Kinsale Links website (see Livelihoods and Economy above).

**2009**

- Elections for Kinsale's Youth Mayor, elected by mobile phone and/or ballot vote. Candidates are invited from anyone between 14 and 18 living in
- The successful candidate would then specify what they plan to spend their €10,000 budget on over the next year. He/she would also have a seat on the Kinsale Town Council.

**2010**

- Open Kinsale's Youth Café, funded by Cork County Council. This space would function as a café, but would also be used as a cyber centre, for Poetry Slams, graffiti competitions, cartoon exhibitions, chess clubs, a drop-in advice centre, talks, one act play competitions and much more.

**2011**

- Continuing support for the above
- Kinsale Youth Mayor re-elected on an annual basis
- Kinsale hosts the World Youth Conference – putting Kinsale on the international map as a place where young people are becoming more central to the designing of a more sustainable future.

**2012**

- Youth Exchange Programme. As a follow up to the World Youth Conference, a series of international exchanges are organised.

**Resources****Internet**

Young Mayor For Lewisham – [www.youngmayor4lewisham.co.uk](http://www.youngmayor4lewisham.co.uk)

**Annexe 4 : Extrait de la boîte à outils réalisée par l'association Bizi et distribuée par le Collectif Auterive en Transition aux candidats aux municipales (exemple de fiche-action présentée dans la section « énergie »)**

## Développer les réseaux de chaleur et les énergies renouvelables (ENR)



### ENJEUX

Vous pouvez produire de la chaleur pour la consommer directement sur votre patrimoine (biomasse, solaire thermique) ou la distribuer via un réseau de chaleur (biomasse, géothermie, énergies de récupération) à des usagers publics et/ou privés. Les réseaux de chaleur sont reconnus par le Grenelle de l'environnement comme un vecteur incontournable de valorisation de la chaleur renouvelable dans les bâtiments. Les réseaux de chaleur sont dotés d'une efficacité énergétique très élevée au contraire des petites chaufferies collectives et surtout individuelles. Ce sont de véritables outils locaux d'aménagement du territoire pour les collectivités.

Vous pouvez également produire de l'électricité et l'injecter sur le réseau électrique (solaire photovoltaïque, éolien, petit hydraulique, co-génération).

### MÉTHODOLOGIE PAR ÉTAPE

#### 1 • DÉMARRER

**RÉALISER UNE ANALYSE D'OPPORTUNITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENR ET DE RÉSEAUX DE CHALEUR**

- Réaliser un premier état des lieux des possibilités d'installations de systèmes utilisant les ENR.
- Si vous disposez déjà d'un réseau de chaleur alimenté en ENR, commencer par suivre son fonctionnement. Sinon, envisager la création d'un tel réseau.

#### 2 • AVANCER

**INSTALLER UN ÉQUIPEMENT DE PRODUCTION D'ÉNERGIES RENOUVELABLES**

- Engager au moins un projet pilote énergie renouvelable afin de montrer l'exemple et lancer la dynamique.

Par exemple : profiter de travaux sous chausée pour implanter un petit réseau de chaleur alimenté en ENR ; profiter d'une réfection de toiture pour installer du solaire thermique ou du photovoltaïque.

#### 3 • ACCÉLÉRER

**ÉLABORER UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES ENR SUR VOTRE PATRIMOINE**

- Ce plan est indispensable pour bien orienter le développement des ENR dans votre patrimoine.
- A minima, ce plan devra avoir pour objectif de porter la part des ENR de votre consommation d'énergie finale à 23% en 2020 (objectif de la France dans son paquet climat énergie).
- Opter pour une électricité 100% renouvelable, par exemple ENERCOOP : [www.enercoop.org](http://www.enercoop.org).

#### 4 • ALLER PLUS LOIN

**VÉRIFIER QUE LES OBJECTIFS FIXÉS PEUVENT ÊTRE ATTEINTS AVEC LES MOYENS MIS EN ŒUVRE ET SINON, RÉÉVALUER LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DES ENR**

- Mettre gratuitement à disposition les toits des bâtiments publics pour l'installation de panneaux solaires photovoltaïques.
- Étendre vos réseaux de chaleurs à tous les projets présents sur le territoire.

### EXEMPLES CONCRETS

- La commune de Felletin (23 – 1889 hab.) envisage en 1999 de repenser le système de chauffage obsolète de certains bâtiments communaux et, par la même occasion, de se poser la question du combustible. La collectivité s'oriente alors vers la création d'un réseau de chaleur alimenté au bois auquel sont raccordés les bâtiments municipaux, tous les HLM, les scolaires, la maison de retraite, le lycée. Outre les intérêts écologiques évidents, cette réalisation innovante a permis la création de dix emplois directs.
- La ville de Bayonne va réaliser en DSP une chaufferie bois et un réseau de chaleur pour desservir en chauffage et eau chaude sanitaire les bâtiments du quartier Hauts de Bayonne et 2000 logements de l'office public de l'Habitat (soit environ 5 000 pers). Mise en service prévue en 2014.
- La Communauté de communes de Soule-Xiberoa engage une étude de faisabilité pour un réseau de chaleur bois-énergie sur Mauléon-Licharre, Tardets et Gotain-Libarrenx.

50

## Annexe 5 : Extrait de la synthèse sur la Transition à Toulouse remise par l'association Toulouse en Transition aux différents candidats aux élections municipales



### Toulouse en Transition

Etude « Mieux vivre à Toulouse après le pic de pétrole »

Synthèse à destination des décideurs

#### 1- Résumé de la synthèse

Notre mode de vie actuel dépend de la disponibilité d'approvisionnement de pétrole peu cher et en quantité, et les études économiques suggèrent que, sans une source d'énergie économique et abondante, la croissance économique n'est pas possible.

La communauté urbaine du Grand Toulouse consomme environ 2 millions de TeP par an en énergie primaire<sup>1</sup>, soit un équivalent de 3200 litres d'essence par habitant et par an.

La production de pétrole a atteint un maximum et diminuera à l'avenir, ce qui rend un choc pétrolier probable. Aucune solution de substitution aux carburants liquides n'est possible à l'échelle de la demande actuelle ou future.

Le but de l'étude, dont vous avez un résumé entre les mains, est de faire émerger au sein des citoyens, des acteurs institutionnels et des élus, une **prise de conscience de la dépendance énergétique de notre ville** et la nécessité d'agir en conséquence.

En effet, la dépendance à un approvisionnement extérieur en énergie pour assurer son bon fonctionnement représente un **réel danger** pour tous les secteurs économiques et plus généralement pour l'ensemble des Toulousains.

Cette note, à destination des décideurs, présente la problématique de l'après-pétrole et les principales recommandations pour améliorer la résilience de Toulouse sur les aspects les plus essentiels de la vie des Toulousains : Transports, Alimentation, Habitat, Urbanisme, Santé, Economie, et Services Publics.

Elle propose notamment la mise en place d'une **agence de la transition** qui animera l'ensemble des actions et sera garante de leur cohérence.

Ainsi les décideurs pourront apprécier la transition comme outil pédagogique pour convaincre et permettre les changements de comportements au sein de leur territoire.

La totalité de l'étude est accessible sur [ce lien](#).

1

Source : Plan Climat Energie Territorial

## Annexe 6 : Questionnaire envoyé à chaque liste candidate aux élections municipales 2014 à Toulouse



### Toulouse en Transition

Toulouse, le 16 janvier 2014

Madame/Monsieur la/le candidat(e) aux élections municipales,

#### Comment comptez-vous mettre en œuvre la Transition ?

Madame/Monsieur la/le candidat(e),

Les ressources disponibles sur notre planète ne sont pas infinies et les citoyens voient bien que les différentes crises sociales, économiques, écologiques ou financières que nous traversons sont liées à la fin d'un monde qui repose sur le postulat de la croissance infinie.

Face aux défis du réchauffement climatique et du pic de pétrole, le mouvement des villes en transition propose aux citoyens de bâtir des solutions locales.

Les habitants sont invités à imaginer leur ville dans 20 ans, donc après le pic de pétrole, et à réaliser concrètement les projets qui permettront pas à pas d'atteindre cet objectif.

Ce mouvement part des citoyens et reconstruit la solidarité au sein d'une communauté, car le fondement de la démarche est de construire ensemble. Et c'est cette convivialité qui donne l'enthousiasme pour se confronter à un problème aussi complexe que la fin du pétrole bon marché et pour se projeter dans la vision d'un monde souhaitable et désirable.

Assez rapidement les élus locaux seront sollicités pour permettre la réalisation d'initiatives plus ambitieuses, par exemple la création de jardins alimentaires partagés ou de coopératives d'énergie sur des toits publics.

La synthèse, à l'attention des décideurs, en pièce jointe, vous donnera d'autres exemples de nos propositions.

Le mouvement des villes en transition souhaite donc connaître vos perspectives et engagements autour de quelques questions essentielles :

1. Comment, dans les arbitrages que vous serez amenés à faire, allez-vous prendre en compte les conséquences du réchauffement climatique et du pic de pétrole ?
2. Quels sont dans vos projets ceux qui permettront d'augmenter la résilience de Toulouse face à ces enjeux ?
3. Quelles actions souhaitez-vous développer pour permettre les changements de comportements indispensables à un monde plus durable ?
4. Pensez-vous que les bouleversements économiques induits par la rareté du pétrole vont affecter Toulouse ? Si oui, quelle réponse apporterez-vous pour augmenter le nombre d'emplois non dépendant du pétrole et l'autonomie de la ville ?
5. Enfin êtes-vous prêt à accompagner les initiatives venant des citoyens en créant une agence de la transition qui permettra de susciter, promouvoir et soutenir les projets liés à la transition ?

En tant que membres du comité de pilotage de Toulouse en Transition, nous souhaitons que vous puissiez nous apporter des réponses écrites à nos 5 questions. Elles seront adressées à Toulouse en transition - Joseph Gonzales 37 rue du Collège 31130 Flourens.

De plus, nous vous convions, ainsi que les médias, à une réunion publique le **lundi 17 février** à la salle Castelbou à partir de 19h30, où nous débattons avec les différents candidats.

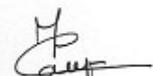
Nous vous remercions par avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à notre demande et nous vous prions de croire, Madame/Monsieur la/le candidat(e), en l'expression de notre considération distinguée.

Pour Toulouse en Transition

Le comité de pilotage

  
J. Gonzales

  
P. ANTONA

  
NP Casaguer

  
A. RANART - Gonzales

  
B. TOULLEC

# Bibliographie

## Ouvrages

ASTYK Sharon, *Depletion and Abundance*, New Society Publishers, 2008.

BAUDIN Matthieu, *Le développement durable, nouvelle idéologie du XXI<sup>ème</sup> Siècle ?*, Broché, 2009.

BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Seuil, 2008.

BOOKCHIN Murray, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, 1980.

BOULET Marguerite, OLIVIER Juliette (dir.), *La démocratie environnementale*, EUD, 2009.

BOUTAUD Aurélien, GONDRAN Natacha, *L'empreinte écologique*, La Découverte, 2009.

BRANGWYN Ben, HOPKINS Rob, *Transition Initiatives Primer*, Transition Network, 2008.

CHAMBERLIN S., *The Transition Timeline : for a Local, Resilient Future*, Green Books, 2009.

CHATTERTON Paul, CUTLER Alice, *Un écologisme apolitique ? Débat autour de la Transition*, Ecosociété, 2013.

DIAMOND Jared, *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, 2006.

DICLEMENTE Carlo, *Addiction and Change : how addictions develop and addicted people recover*, Guildford Publications, 2006.

DOBSON Andrew, *Green Political Thought*, (recueil de textes), Routledge, Londres, 1995.

GAXIE Daniel, *Le cens caché*, Seuil, 1978.

GEORGESCU-ROEGEN Nicholas, *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, 1979.

HEINBERG Richard, *Peak Everything : waking up to the century of declines*, New Society Publishers, 2007.

HEINBERG Richard, *Powerdown : options and actions for a post-carbon world*, Clairview Books, 2004.

HOLMGREN David, MOLLISON Bill, *Permaculture. Une agriculture pérenne pour l'autosuffisance et les exploitations de toute taille*, Debard, 1986.

HOPKINS ROB, *The Transition Handbook*, Green Books, 2008.

HULOT Nicolas, *Le syndrome du Titanic*, Broché, 2004.

ILLICH, *La convivialité*, Seuil, 1973.

LASCOURMES Pierre, *Les recompositions locales des formes de l'action publique* (textes réunis par Muriel Tapie-Grime), L'Harmattan, 1997.

MOSCOVICI Serge, *Psychologie des minorités actives*, PUF, 1979.

NAESSE Arne, *Vers l'écologie profonde*, Wildproject, réédition, 2009.

NINACS William, *Empowerment et intervention. Développement de la capacité d'agir et de la solidarité*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008.

OLLITRAULT Sylvie, *Militer pour la planète : sociologie des écologistes*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.

PUTNAM R.D., *Bowling Alone. The collapse and revival of American community*, New York, Simon and Schuster, 2000.

SINAI Agnès (dir.), *Penser la décroissance, politiques de l'anthropocène*, Presses de Sciences Po, 2013.

## **Thèses et mémoires**

GABOREL Héloïse, *Les Jardins partagés urbains comme potentielle ressource d'empowerment dans l'espace public*, mémoire soutenu à l'IEP de Toulouse, dirigé par Julien Weisbein, 2012.

LACOMBE Pierre-Yves, *Le mouvement de la Transition : un renouveau de l'action collective sur le territoire dans un contexte de crise systémique*, mémoire soutenu à l'Institut d'Urbanisme de Paris, dirigé par Guillaume Faburel, 2011.

SEMAL Luc, *Militer à l'ombre des catastrophes : contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, thèse dirigée par Pierre Mathiot, Université de Lille-2, soutenue en décembre 2012.

## **Articles universitaires et scientifiques**

ANGOT Sylvère, «Plans Climat-Energie Territoriaux et Agendas 21. Des outils institutionnels au

service de la transition ?», *Mouvements*, 2013/3, n° 75, pp. 125-134.

CALAME Pierre, « Projet de ville, projet de vie. Esquisse d'une théorie de l'action collective », in *Actes* n°5, 1991, cité par CHAPPOZ Yves, « Projets territoriaux, partenariat, contractualisation : quelle place pour les citoyens ? », in *Annuaire des collectivités locales*, vol. 21/2001, pp. 65-78.

CALVES Anne-Emmanuèle, « Empowerment : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement », revue *Tiers-Monde* 4/2009 (n° 200), pp 735-749.

FLIPO Fabrice, « Du bon usage de la communauté », revue *Mouvements*, 2011/4 n° 68, pp. 85-99.

FLIPO Fabrice, « Les mouvements de «la transition» ou l'importance de la complémentarité », *Mouvements*, 2013/3, n° 75, pp. 99-109.

LAGNEAU Antoine, « Écologie sociale et Transition », entretien avec Vincent Gerber, *Mouvements*, 2013/3 n° 75, pp. 77-85.

LLENA Claude, RODHAIN Florence, « Le mythe du développement durable », in *Préventique Sécurité*, janvier-février 2006, n° 85, pp. 41-47.

MILLER, SANCHEZ, « Motivating young adults for treatment and lifestyle change », in Howard G. (dir.), *Issues in Alcohol Use and Misuse by young adults*, University of Notre Dame Press, 1993.

PFISTER Christian, «Energiepreis und Umweltbelastung. Zum Stand der Diskussion über das «1950er Syndrom», in Wolfram Siemann (dir.), *Umweltgeschichte. Themen und Perspektiven*, Munich, 2003, pp. 61-86.

SEMAL Luc, « Des plans de limitation énergétique pour la décroissance », *Entropia* n°9, Lyon, Parangon, 2010, p.175-184.

SEMAL Luc, *Politiques de la catastrophe*, Institut Momentum, séminaire du 15 mars 2013.

SEMAL Luc, SZUBA Mathilde, « Les Transition Towns : résilience, relocalisation et catastrophisme éclairé », *Entropia* n°7, Lyon, Parangon, 2009, p.178-188.

SZUBA Mathilde, *Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence*, *Mouvements*, 2010/13 n°63, pp. 130-136.

TOUBIN Marie, LHOMME Serge, DIAB Youssef, SERRE Damien, LAGANIER Richard, «La résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ?» *Développement durable et territoires*, vol 3, n° 1, Mai 2012.

WALKER B., HOLLING C.S., CARPENTER S.R., KINZIG A., « Resilience, adaptability and transformability in social-ecological systems », T.R. Alliance, *Ecology and Society*, 9(2), 2004.

## **Articles de presse**

MONBIOT George, « I was wrong about trade », *The Guardian*, 24 juin 2003.

SOUILLES Gilles-R. « Et si les Toulousains vivaient sans pétrole ? »  
<<http://www.ladepeche.fr/article/2014/02/24/1825237-et-si-les-toulousains-vivaient-sans-petrole.html>>

TOMJO, «L'écologisme radical des Villes en Transition», *Offensive Libertaire et Sociale*, n° 35, août 2012.

« Apprendre à vivre. Des philosophies antiques au développement personnel », *Les Grands dossiers des Sciences Humaines*, n° 23, juin-juillet-août 2011, p. 76.

« Notre-Dame-des-Landes, un aéroport pour le développement durable du Grand Ouest », *Le Monde*, 16/11/2012, par Nicolas Notebaert, président d'Aéroport du Grand Ouest et de Vinci Airports.

## **Revue**

*Silence !*, n°417, novembre 2013.

*Sciences Humaines*, hors-série n° 42, automne 2003.

## **Rapports**

AIE, « Perspectives de production pétrolière », 2011.

BALSA et al., « Promouvoir le concept Cittaslow en France », Ecole Nationale d'Administration, 2011.

Bristol Green Capital Group, « Building a positive future for Bristol after Peak Oil ».

Bureau of Infrastructure, Transport and Regional Economics, « Transport energy futures : long-term oil supply trends and projections », Australian Government, 2009.

GIEC, « Bilan 2001 des changements climatiques », 2001.

CASSAGNE Marie-Pierre (dir.), « Mieux vivre à Toulouse après le pic de pétrole », 2012.

Club de Rome, « Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance », 1972.

Commissariat général au développement durable, « Les villes, au coeur de la transition vers des sociétés post-carbone », 2009.

Department of Energy and Climate Change, « Community Energy Strategy : Full report », British

government, 2014.

KFEC, « Kinsale 2021. An energy Descent Action Plan, Version 1. », par Rob Hopkins et les étudiants du Kinsale Further Education College, 2005.

Région Midi-Pyrénées, « Schéma Régional Climat Air Énergie de Midi-Pyrénées », 2012.

THEVARD Benoît, « Vers des territoires résilients en 2030 », rapport commandé par le groupe des Verts/ALE au Parlement européen, 2012.

THEVARD Benoît, « L'Europe face au pic pétrolier », rapport commandé par le groupe Verts/ALE au Parlement européen novembre 2012.

## **Filmographie**

AGUILAR Nils, *Cultures en Transition*, 2012.

GOUDE Emma, *In Transition 2.0.*, 2012.

MORGAN Faith, *The Power of community : how Cuba survived Peak Oil*, 2006.

SIBILLE Frédéric (et le collectif Lot en Transition) *Transition au pays, une aventure lotoise*, 2012.

## **Émissions**

*Global Mag*, Arte, 3 février 2010.

## **Sitographie**

peakoil.net

unep.org

permaculture-design.fr

transitionnetwork.org

transitionnetwork.org/blogs/rob-hopkins

dragondreaming.org

esprit-riche.com

alternatiba.eu

villesentransition.net

mairie-ungersheim.fr

cittaslow.org

communitysolution.org

reporterre.net

institutmomentum.org

ecorev.org  
toulouse.transitionfrance.fr  
auteriveentransition.blogspot.fr  
developpementdurable.revue.org  
colibris-lemouvement.org

